

Pressbook

44 retombées

EUROPANOVA

42 rue des Jeûneurs - 75002 Paris
01 55 34 24 24 - www.fhcom.net

Document original Onclusive – Toutes reproductions interdites

Toute œuvre est protégée par le droit d'auteur. C'est pourquoi toute rediffusion d'articles de presse, de programmes radio et audiovisuels est illicite sans autorisation.
[Arts. L.111 -1 et L.122-4 du Code de la propriété intellectuelle - CPI]

Le CFC est la société qui gère collectivement les droits de rediffusion numérique papier de la presse et du livre pour le compte des auteurs et des éditeurs. Il est agréé par le ministère de la Culture pour la photocopie et gère les droits de rediffusion numériques dans le cadre des mandats que lui apportent les éditeurs. Pour toutes copies supplémentaires / déclarations contactez le CFC au 18 rue du 4 septembre 75002 Paris. Tél. : 01.44.07.47.70 <https://www.cfcopies.com/secteurs/entreprises>

Les articles reproduits sont des œuvres protégées et ne peuvent à nouveau être reproduits sans l'autorisation préalable du CFC.

Sommaire

L'Europe décroche-t-elle ? Rfi.fr - 06/06/2024	5
Élections européennes : après le 9 juin, le début d'une seconde campagne pour Ursula von der Leyen publicsenat.fr - 03/06/2024	6
Élections européennes : après le 9 juin, le début d'une seconde campagne pour Ursula von der Leyen Yahoo ! (France) - 03/06/2024	9
Elections européennes : débutant, confirmé, passionné... quel Européen sommeille en vous ? Challenges.fr - 20/05/2024	12
« LE GRAND D'HIER N'EST PAS ASSEZ GRAND POUR LE MONDE DE DEMAIN Le 1 - 07/05/2024	13
Puissance européenne : pour un consensus continental Lejdd.fr - 03/05/2024	16
Élections européennes 2024 : santé, pouvoir d'achat... Voici les principales préoccupations des électeurs, selon un sondage cnews.fr - 05/05/2024	18
Selon Guillaume Klossa (Europanova) qui [...] Challenges - 02/05/2024	20
Europe : « Nous avons besoin d'un sursaut démocratique » NouvelObs.com - 30/04/2024	21
La reine Christine Ockrent, la poire et les cacahuètes AgoraVox.fr - 26/04/2024	23
Macron cherche un second souffle européen Le Monde - 26/04/2024	28
Macron prône des investissements massifs pour stopper le décrochage de l'Europe Les Echos - 26/04/2024	30
La reine Christine Ockrent, la poire et les cacahuètes Paperblog.fr - 26/04/2024	33
Les experts du soir - jeudi 25 avril bfmtv.com - 25/04/2024	37
Good Evening Business : 19h/20h - jeudi 25 avril bfmtv.com - 25/04/2024	38
Good Evening Business : Partie 2 - 25/04 bfmtv.com - 25/04/2024	40
L'intégrale du Good Evening Business du jeudi 25 avril bfmtv.com - 25/04/2024	41
Macron avertit, l'Europe est "mortelle" - 25/04 bfmtv.com - 25/04/2024	42
« Emmanuel Macron continue de croire dans la plus-value du projet européen, à condition que celui-ci franchisse un nouveau cap » Lemonde.fr - 25/04/2024	43

Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "On a besoin d'un esprit bâtisseur", affirme Guillaume Klossa (ancien sherpa au Conseil européen) bfmtv.com - 25/04/2024	45
Emmanuel Macron appelle à des investissements massifs pour stopper le décrochage de l'Europe LesEchos.fr - 25/04/2024	47
Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "On a besoin d'un esprit bâtisseur", affirme Guillaume Klossa (ancien sherpa au Conseil européen) Orange.fr - 25/04/2024	50
Europe : "Notre modèle n'est plus soutenable" (2) - 25/04 bfmtv.com - 25/04/2024	65
Guillaume Klossa : "L'Europe ne se vit plus qu'au présent alors qu'elle devrait se projeter dans sa puissance future pour ne pas se laisser distancer" atlantico.fr - 25/04/2024	66
Le secteur de l'emploi à domicile face au défi démographique Euractiv.fr - 25/04/2024	71
Rencontre « L'emploi à domicile à l'heure des élections européennes » (Paris) veille-acteurs-sante.fr - 19/04/2024	74
Mario Draghi appelle à penser l'UE comme une grande puissance Les Echos - 17/04/2024	75
Mario Draghi appelle à penser l'Union européenne comme grande puissance LesEchos.fr - 16/04/2024	76
Européennes : Emmanuel Macron prépare son entrée en campagne avec un grand discours « Sorbonne 2 » Lefigaro.fr - 07/04/2024	79
Macron prépare son entrée en campagne avec un grand discours « Sorbonne 2 » Le Figaro - 08/04/2024	81
Enfin, faire de VUE une puissance globale, durable et responsable Le Temps - 08/04/2024	84
Un nouveau consensus pour faire de l'UE une puissance globale, durable et responsable Latribune.fr - 04/04/2024	85
Le Conclave pour l'Europe de demain missionne FHCom Stratégies Newsletter - 29/03/2024	88
Le rapport du Conclave pour l'Europe de demain missionne FHCom Strategies.fr - 29/03/2024	89
Guillaume Klossa, président du think [...] Challenges - 28/03/2024	90
Préparer l'Union européenne aux prochaines crises, un défi pour Bruxelles Lemonde.fr - 22/03/2024	91
Conclave EuropaNova: Union européenne : 17 questions fondamentales et 4 axes prioritaires pour alimenter le débat électoral européen et préparer l'agenda stratégique 2024-2029. Yahoo ! Finance (FR) - 21/03/2024	93
Conclave EuropaNova: Union européenne : 17 questions fondamentales et 4 axes prioritaires pour alimenter le débat électoral européen et préparer l'agenda stratégique 2024-2029. Lelezard.com (CA) - 21/03/2024	94

50 personnalités européennes préconisent un Trésor européen LesEchos.fr - 19/03/2024	96
Cinquante personnalités préconisent un Trésor européen Les Echos - 20/03/2024	98
Le Conseil européen veut renforcer l'industrie de défense du Vieux Continent La Correspondance économique - 20/03/2024	100
Le Conseil européen veut renforcer l'industrie de défense du Vieux Continent Bulletin Quotidien - 20/03/2024	103
Reech, Terres Rouges, WAM... Les gains de budget de la semaine (11 au 15 mars) e-marketing.fr - 15/03/2024	106
L'agence FHCOM a été chargée de La Lettre - Les clés de la presse - 12/03/2024	111

L'Europe décroche-t-elle ?

Débat du jour

Publié le : 06/06/2024 - 18:03

Écouter - 29:30

Alors que les élections européennes ont débuté ce jeudi (6 juin) et s'étalent jusqu'à dimanche (9 juin 2024), la santé du continent interroge. La croissance en berne oblige l'Europe à multiplier les importations. Au mépris du développement de sa compétitivité qui l'éloigne des objectifs de souveraineté. Où se situe l'Europe aujourd'hui face aux géants américains et chinois ? Comment (re)devenir un poids lourd mondial ?



Les élections européennes auront lieu du 6 au 9 juin 2024. © AP/Virginia Mayo

Pour en débattre :

- **Guillaume Klossa**, fondateur et président du **Think tank EuropaNova**, il a publié un rapport remis aux Vingt-Sept avec une série de propositions indispensables pour construire une Europe « Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui. Co-construire une puissance globale, durable et responsable »
- **Sébastien Jean**, professeur titulaire de la chaire Jean-Baptiste Say d'économie industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers et membre du Conseil d'analyse économique.



Élections européennes : après le 9 juin, le début d'une seconde campagne pour Ursula von der Leyen



Attaquée sur son bilan, affaiblie par plusieurs polémiques, l'actuelle présidente de la Commission européenne est loin de faire l'unanimité. En quête de nouvelles alliances, ses récentes tentatives de rapprochement avec l'extrême droite italienne de Giorgia Meloni pourraient lui coûter cher, alors que plusieurs noms circulent déjà pour prendre sa place.



Publié le 03/06/2024 à 19:02

Mis à jour le 03/06/2024 à 19:02

Judi 7 mars, lors du congrès du Parti populaire européen (PPE) à Bucarest, Ursula von der Leyen devenait officiellement la candidate de la droite européenne au poste de présidente de la Commission. Un début de campagne en demi-teinte : seule prétendante au poste, l'ancienne ministre allemande avait recueilli 400 voix sur les 801 délégués du PPE pouvant participer au vote.

« Ursula von der Leyen est toujours présentée comme la candidate logique, mais elle fait aujourd'hui face à une accumulation de griefs. Elle défend un bilan dénoncé notamment à l'extrême droite avec le Green Deal, elle est aussi critiquée en interne pour sa conception assez verticale du pouvoir », énumère Francisco Roa Bastos, maître de conférences en science politique et spécialiste des partis européens.

Un processus de nomination en trois étapes

Entre les résultats des élections européennes attendus le 9 juin et la première session plénière du Parlement du 16 au 19 juillet, le chemin vers la reconduction d'Ursula von der Leyen s'annonce encore semé d'embûches. Le PPE doit d'abord rester la première force politique à Strasbourg à l'issue du scrutin. Depuis le traité de Lisbonne, le président de la Commission européenne doit en effet être nommé « en tenant compte du résultat des élections au Parlement européen ». Une première étape qui semble acquise : selon une projection réalisée mi-mai par EuropeElects pour le média Contexte, la droite européenne pourrait obtenir 181 sièges.

Charge ensuite au Conseil européen, qui réunit les 27 chefs d'État de l'Union européenne, de nommer un candidat. Une nomination qui devrait intervenir à l'occasion d'une réunion du Conseil les 27 et 28 juin. Ursula von der Leyen devrait alors logiquement s'imposer, estime Guillaume Klossa, président du think tank EuropaNova et co-auteur du rapport *Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui*.

« En plus d'avoir la légitimité d'être la candidate officielle de son camp politique, Ursula von der Leyen a de bonnes relations avec la plupart des chefs d'État et de gouvernement. Elle a largement rempli le programme qu'elle devait mettre en œuvre lors de sa nomination en 2019 et elle a géré des crises existentielles pour l'Union européenne, au moment du Covid-19 et avec la guerre en Ukraine », observe-t-il.

Si cette nomination semble acquise, la candidature d'Ursula von der Leyen devra encore franchir une ultime étape : la confirmation par un vote de la majorité des eurodéputés. Les parlementaires doivent en théorie se prononcer à l'occasion de la session plénière de rentrée, les 16 et 19 septembre, mais si le Conseil désigne son candidat plus tôt, ils pourraient procéder à un vote dès la session du 16 au 19 juillet.

« Ursula von der Leyen joue un jeu d'équilibriste »

En 2019, Ursula von der Leyen avait été élue avec une courte majorité de 51,3 % des voix. Aujourd'hui, sa position est toujours aussi fragile, car l'actuelle présidente de la Commission divise jusque dans son camp. En France, Les Républicains ont assuré à plusieurs reprises qu'ils ne la soutiendraient pas. Pour tenter d'assurer sa place, Ursula von der Leyen devra donc opérer « un grand travail de coalition », explique Guillaume Klossa : « Tout va se jouer au moment de la définition d'un programme de coalition. C'est généralement un texte assez consensuel, puisqu'il prend aussi en compte les équilibres politiques issus de l'élection du Parlement ».

Si l'ancienne ministre allemande n'a pas encore été officiellement nommée par le Conseil, les tractations pour former des alliances en vue du vote au Parlement ont déjà bel et bien commencé. Le 29 avril, à l'occasion d'un débat avec les prétendants des autres groupes politiques à la présidence de la Commission, Ursula von der Leyen a laissé entendre à plusieurs reprises qu'elle n'écartait pas une coalition avec le parti

conservateur et réformiste (ECR). Depuis, elle multiplie les gestes en direction de Giorgia Meloni, dont le parti Fratelli d'Italia constitue la majorité des eurodéputés du groupe ECR. Une stratégie d'alliance avec l'extrême droite particulièrement risquée, relève Francisco Roa Bastos : « Ursula von der Leyen joue un jeu d'équilibriste. Elle essaye de tendre la main à ECR, sans pour autant renoncer à son bilan environnemental ».

L'opération séduction pourrait d'ailleurs s'avérer contreproductive. Sans s'assurer pour le moment le soutien de Meloni, également courtisée par l'autre groupe d'extrême droite du Parlement européen, Ursula von der Leyen s'est déjà attiré les foudres des socialistes et des libéraux. Au début du mois de mai, les deux groupes politiques – qui forment la coalition sur laquelle la présidente de la Commission s'appuie aujourd'hui au Parlement – ont signé une déclaration avec les Verts dans laquelle ils refusent toute alliance avec l'extrême droite.

Mario Draghi, Roberta Metsola, Andrej Plenković : qui pour remplacer la présidente de la Commission ?

Sans majorité clairement favorable à Ursula von der Leyen au Parlement, le Conseil européen pourrait-il choisir de nommer un autre candidat ? Si elle reste favorite, d'autres noms circulent en effet pour présider la Commission, à commencer par celui de Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne. Une candidature qui pourrait avoir les faveurs d'Emmanuel Macron. Dans un entretien à Politico, l'eurodéputé Pascal Canfin, qui figure en quatrième position sur la liste de la majorité présidentielle, affirmait que « la France et tout l'écosystème présidentiel aimeraient que Mario Draghi joue un rôle ».

« Si le Conseil nomme quelqu'un comme Mario Draghi, qui ne fait pas partie du PPE, alors il s'affranchit du processus défini par le traité de Lisbonne », observe Francisco Roa Bastos, jugeant donc sa nomination peu probable. Les noms de Roberta Metsola, actuelle présidente du Parlement européen, ou encore du Premier ministre croate Andrej Plenković, déjà candidat en 2019, circulent également pour faire de l'ombre à la candidate von der Leyen. Les Européens ne sont en tout cas pas à l'abri d'une surprise de dernière minute. En 2019, l'eurodéputé allemand Manfred Weber était le grand favori, désigné par le PPE pour prendre la tête de la Commission. Sans respecter le choix de la droite européenne, le Conseil avait finalement préféré Ursula von der Leyen.



Élections européennes : après le 9 juin, le début d'une seconde campagne pour Ursula von der Leyen



Publicsenat.fr

Jeudi 7 mars, lors du congrès du Parti populaire européen (PPE) à Bucarest, Ursula von der Leyen devenait officiellement la candidate de la droite européenne au poste de présidente de la Commission. Un début de campagne en demi-teinte : seule prétendante au poste, l'ancienne ministre allemande avait recueilli 400 voix sur les 801 délégués du PPE pouvant participer au vote.

« Ursula von der Leyen est toujours présentée comme la candidate logique, mais elle fait aujourd'hui face à une accumulation de griefs. Elle défend un bilan dénoncé notamment à l'extrême droite avec le Green Deal, elle est aussi critiquée en interne pour sa conception assez verticale du pouvoir », énumère Francisco Roa Bastos, maître de conférences en science politique et spécialiste des partis européens.

Un processus de nomination en trois étapes

Entre les résultats des élections européennes attendus le 9 juin et la première session plénière du Parlement du 16 au 19 juillet, le chemin vers la reconduction d'Ursula von der Leyen s'annonce encore semé d'embûches. Le PPE doit d'abord rester la première force politique à Strasbourg à l'issue du scrutin. Depuis le traité de Lisbonne, le président de la Commission européenne doit en effet être nommé « en tenant compte du résultat des élections au Parlement européen ». Une première étape qui semble acquise : selon une projection réalisée mi-mai par EuropeElects pour le média Contexte, la droite européenne pourrait obtenir 181 sièges.

Charge ensuite au Conseil européen, qui réunit les 27 chefs d'État de l'Union

européenne, de nommer un candidat. Une nomination qui devrait intervenir à l'occasion d'une réunion du Conseil les 27 et 28 juin. Ursula von der Leyen devrait alors logiquement s'imposer, estime **Guillaume Klossa**, président du think tank **EuropaNova** et co-auteur du rapport *Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui*. « En plus d'avoir la légitimité d'être la candidate officielle de son camp politique, Ursula von der Leyen a de bonnes relations avec la plupart des chefs d'État et de gouvernement. Elle a largement rempli le programme qu'elle devait mettre en œuvre lors de sa nomination en 2019 et elle a géré des crises existentielles pour l'Union européenne, au moment du Covid-19 et avec la guerre en Ukraine », observe-t-il.

Si cette nomination semble acquise, la candidature d'Ursula von der Leyen devra encore franchir une ultime étape : la confirmation par un vote de la majorité des eurodéputés. Les parlementaires doivent en théorie se prononcer à l'occasion de la session plénière de rentrée, les 16 et 19 septembre, mais si le Conseil désigne son candidat plus tôt, ils pourraient procéder à un vote dès la session du 16 au 19 juillet.
« Ursula von der Leyen joue un jeu d'équilibriste »

En 2019, Ursula von der Leyen avait été élue avec une courte majorité de 51,3 % des voix. Aujourd'hui, sa position est toujours aussi fragile, car l'actuelle présidente de la Commission divise jusque dans son camp. En France, Les Républicains ont assuré à plusieurs reprises qu'ils ne la soutiendraient pas. Pour tenter d'assurer sa place, Ursula von der Leyen devra donc opérer « un grand travail de coalition », explique **Guillaume Klossa** : « Tout va se jouer au moment de la définition d'un programme de coalition. C'est généralement un texte assez consensuel, puisqu'il prend aussi en compte les équilibres politiques issus de l'élection du Parlement ».

Si l'ancienne ministre allemande n'a pas encore été officiellement nommée par le Conseil, les tractations pour former des alliances en vue du vote au Parlement ont déjà bel et bien commencé. Le 29 avril, à l'occasion d'un débat avec les prétendants des autres groupes politiques à la présidence de la Commission, Ursula von der Leyen a laissé entendre à plusieurs reprises qu'elle n'écartait pas une coalition avec le parti conservateur et réformiste (ECR). Depuis, elle multiplie les gestes en direction de Giorgia Meloni, dont le parti Fratelli d'Italia constitue la majorité des eurodéputés du groupe ECR. Une stratégie d'alliance avec l'extrême droite particulièrement risquée, relève Francisco Roa Bastos : « Ursula von der Leyen joue un jeu d'équilibriste. Elle essaye de tendre la main à ECR, sans pour autant renoncer à son bilan environnemental ».

L'opération séduction pourrait d'ailleurs s'avérer contreproductive. Sans s'assurer pour le moment le soutien de Meloni, également courtisée par l'autre groupe d'extrême droite du Parlement européen, Ursula von der Leyen s'est déjà attiré les foudres des socialistes et des libéraux. Au début du mois de mai, les deux groupes politiques – qui forment la coalition sur laquelle la présidente de la Commission s'appuie aujourd'hui au Parlement – ont signé une déclaration avec les Verts dans laquelle ils refusent toute alliance avec l'extrême droite.

Mario Draghi, Roberta Metsola, Andrej Plenković : qui pour remplacer la présidente de la Commission ?

Sans majorité clairement favorable à Ursula von der Leyen au Parlement, le Conseil européen pourrait-il choisir de nommer un autre candidat ? Si elle reste favorite, d'autres noms circulent en effet pour présider la Commission, à commencer par celui de Mario Draghi, ancien président de la Banque centrale européenne. Une candidature qui pourrait avoir les faveurs d'Emmanuel Macron. Dans un entretien à Politico, l'eurodéputé Pascal Canfin, qui figure en quatrième position sur la liste de la majorité présidentielle, affirmait que « la France et tout l'écosystème présidentiel aimeraient que Mario Draghi joue un rôle ».

« Si le Conseil nomme quelqu'un comme Mario Draghi, qui ne fait pas partie du PPE, alors il s'affranchit du processus défini par le traité de Lisbonne », observe Francisco Roa Bastos, jugeant donc sa nomination peu probable. Les noms de Roberta Metsola, actuelle présidente du Parlement européen, ou encore du Premier ministre croate Andrej Plenković, déjà candidat en 2019, circulent également pour faire de l'ombre à la candidate von der Leyen. Les Européens ne sont en tout cas pas à l'abri d'une surprise de dernière minute. En 2019, l'eurodéputé allemand Manfred Weber était le grand favori, désigné par le PPE pour prendre la tête de la Commission. Sans respecter le choix de la droite européenne, le Conseil avait finalement préféré Ursula von der Leyen.



Elections européennes : débutant, confirmé, passionné... quel Européen sommeille en vous ?

QUIZ - Les élections européennes approchent à grand pas. Pour l'occasion, la rédaction vous propose également de tester vos connaissances sur l'Union européenne et le scrutin à venir. Quel score obtiendrez-vous ?

Jordan Bardella loin devant, la candidate de la majorité en équilibre sur la deuxième marche et Raphaël Glucksmann en embuscade... Ces dernières semaines, les intentions de vote pour les élections européennes de juin prochain sont stables, selon le sondage exclusif Harris Interactive pour Challenges . Loin de la couverture d'actualité « chaude » que peut requérir la campagne, la rédaction vient de consacrer sa Une du 8 mai aux « bienfaits de l'Europe » . Notre série d'articles est à découvrir sur le site

Justement, savez-vous tout ce que l'Union européenne (UE) fait pour vous ? Connaissiez-vous cette Europe qui, depuis plus de soixante-dix ans, est omniprésente dans votre vie ? Voici un quiz de 20 questions pour tester vos connaissances.

Débutant, confirmé, passionné... Une fois le quiz terminé, référez-vous à notre calcul de points disponibles à la fin de l'article pour découvrir où vous vous situez. Ajoutez 2 points de bonus dans les cas suivants : 1 point si vous êtes inscrit sur les listes électorales et 1 point si vous comptez voter aux Européennes.

Chargement...

> Entre 0 et 5 points

Vous êtes un Européen débutant . Un conseil si vous souhaitez améliorer vos connaissances : plongez-vous dans des sites qui rendent l'Europe moins absconse. Vous pouvez ainsi consulter le podcast très pédagogique de Toute L'Europe.eu : « L'Europe en 3 minutes » . Ainsi que le site et l'application très concrète du Parlement européen : « Ce que fait l'Europe pour moi »

> Entre 6 et 10 points

Vous êtes un Européen avec des bases . Prenez le temps de les approfondir, et pourquoi pas de visiter le Parlement européen à Strasbourg. L'entrée est gratuite. Réservation sur le site <https://visiting.europarl.europa.eu/fr>

> Entre 11 et 15 points

Vous êtes un Européen confirmé . Pour conforter vos connaissances et les approfondir, découvrez les sites d'informations européennes français <https://www.euractiv.fr/> et <https://www.contexte.com/>

> Entre 16 et 20 points (ou 22 avec les 2 points de bonus)

Bravo, vous êtes un Européen passionné ! Pour vous plonger dans l'avenir, lisez des travaux prospectifs : rapport du conclave **d'Europeanova** (en français ou en anglais), L'Europe 2040 : demain se joue très aujourd'hui, l'analyse d'experts de pointe.

Union européenne Elections européennes



« LE GRAND D'HIER N'EST PAS ASSEZ GRAND POUR LE MONDE DE DEMAIN »

ENTRETIEN AVEC ENRICO LETTA

HOMME D'ÉTAT

Aujourd'hui doyen de la Paris School of International Affairs (École des affaires internationales de Sciences Po), l'ancien président du Conseil italien (2013-2014) est un Européen convaincu. Il a cofondé en 2003 le think tank *EuropaNova* avec [Guillaume Klossa](#) et préside depuis 2016 l'Institut Jacques-Delors. Il a notamment publié *Faire l'Europe dans un monde de brutes* (rééd. Pluriel, 2019).

« L'Europe peut mourir », a déclaré Emmanuel Macron lors de son récent discours de la Sorbonne. Partagez-vous son inquiétude ?

Oui, ce discours, que j'ai apprécié, porte une inquiétude qui est aussi à la base du rapport pour le futur du marché intérieur que je viens de présenter aux institutions européennes. Pour l'écrire, j'ai organisé plus de 400 meetings dans 65 villes en Europe pendant huit mois. Et ce grand tour d'Europe n'a fait que renforcer mon inquiétude, car j'y ai vu un décrochage très important avec les économies les plus fortes du monde. Ce décrochage ne date pas d'hier, c'est vrai, mais il s'est accéléré à une vitesse très inquiétante. Les États-Unis et la Chine avancent beaucoup plus vite que nous de façon structurelle. Et l'Inde nous rattrape si vite qu'elle a commencé à mettre son clignotant pour nous doubler. Or si l'économie européenne ne marche pas, la redistribution devient impossible pour les besoins de l'État-providence dans une société dramatiquement vieillissante.

Que recouvre le décrochage que vous évoquez ?

L'aspect principal, c'est que l'Europe a perdu tout leadership dans le domaine financier. Nos marchés sont si fragmentés que, désormais, tout se passe aux États-Unis. Lutter contre cette faiblesse, développer l'intégration des marchés de

capitiaux, ce n'est pas faire des cadeaux au monde de la finance. C'est encourager le maintien de l'épargne européenne sur le continent – actuellement, 300 milliards d'euros par an partent vers les États-Unis, selon la Banque de France – pour pouvoir financer les énormes coûts de la transition verte et numérique. Il n'y aura jamais de nouveau plan de relance avec seulement de l'argent public. Un accord ne sera possible avec les Nordiques ou l'Allemagne que si l'on mobilise également l'argent privé. Le deuxième point de décrochage concerne l'innovation. Jacques Delors affirmait en 1994 que le marché unique comptait quatre libertés de circulation – biens, services, capitaux, personnes –, mais qu'il en manquait sans doute une cinquième, celle de l'innovation, de la recherche, de la connaissance, des compétences. Cette liberté sera celle du XXI^e siècle. Mais comment rattraper nos chercheurs, qui vont aujourd'hui chercher hors d'Europe les financements nécessaires à leurs projets ? Aujourd'hui, de Malaga à Eindhoven, de Nancy à Tallinn, les dirigeants de start-up que j'ai rencontrés ne rêvent que de partir aux États-Unis pour faire grandir leur idée. On voit bien là que les deux décrochages sont liés, qu'il nous faut développer les capacités de financement qui nous permettront de conserver nos talents. Cela implique, aussi, de développer notre marché unique, encore trop fragmenté dans de nombreux secteurs, et qui empêche le développement d'entreprises à une échelle vraiment européenne. C'est la condition nécessaire pour être compétitifs dans le monde actuel.

Qu'ont à y gagner les citoyens européens, souvent échaudés par une ouverture à la concurrence qu'ils jugent responsable de la détérioration des services publics ?

C'est une question essentielle, qui est à la base de ce rapport. Notre marché unique, aujourd'hui, plaît beaucoup à une partie de la société volontiers cosmopolite, habituée à parler plusieurs langues et à vivre ou à travailler entre plusieurs pays. Mais il y a tout un autre pan de l'Europe, citoyens ou entreprises, qui n'ont pas cette



ambition et souffrent exactement pour ces raisons. Je crois que l'Europe doit être capable de s'adresser non seulement aux gens qui ont envie de bouger, mais aussi à ceux qui ont envie de rester. Or, jusqu'à maintenant, la liberté de déplacement a si bien mobilisé les énergies qu'elle a fini par concentrer les compétences intellectuelles et industrielles dans quelques régions, au prix d'une désertification dans beaucoup d'autres. Au centre de l'Europe se tient une « banane bleue » qui rassemble de grandes métropoles – Lyon, Paris, le Benelux, Francfort, Düsseldorf... – et attire tant de gens des périphéries que le coût de la vie y a fortement grimpé. Pendant ma visite aux Pays-Bas, j'ai été frappé de voir combien le coût du logement a été un des éléments clés de la victoire des populistes de Geert Wilders lors des élections de novembre dernier. Tout cela parce que les Pays-Bas sont devenus l'un des pays les plus attractifs d'Europe ! Idem à Paris ou dans d'autres grandes villes. À l'opposé, l'exode des cerveaux est un drame pour de nombreux pays, qui sont en train de perdre 10 à 15 % de leur population ou voient leur jeunesse partir, comme la Croatie, la Slovaquie, la Bulgarie, voire des régions de pays de l'Ouest comme la Calabre en Italie. C'est pour cela qu'il est important de promouvoir, comme je l'ai fait dans mon rapport, la notion de service d'intérêts généraux, qui permettent de garder l'idée de service public au cœur des politiques européennes, pour que le fossé au sein de l'Union ne se creuse pas davantage.

Ce marché unique rénové a-t-il pour but de constituer des champions européens, capables de rivaliser avec leurs homologues américains ou asiatiques ?

Je suis opposé à toute idée de proposer les États-Unis comme modèle. L'Europe est un fantastique mélange entre grands et petits – grands et petits pays, grandes et petites villes. Ce mélange fait notre force et porte une part de nos valeurs. Le petit d'hier doit donc rester le petit de demain. Maintenant, le monde a bien changé autour de nous. Quand Jacques Delors a lancé le marché unique, en 1985, la Chine et l'Inde pesaient ensemble 4 % de l'économie mondiale. Aujourd'hui, c'est près de 25 % ! Cela signifie que tous les autres, et nous en particulier, ont diminué en taille. Dans ce contexte, le grand d'hier n'est pas assez

grand pour le monde de demain, et doit donc grandir encore, comme le répète souvent le commissaire européen au Marché intérieur, Thierry Breton. L'exemple le plus frappant est Airbus, un des meilleurs choix politiques jamais faits par les Européens. Il aurait été impossible de constituer un leader mondial si on avait cherché à développer un Airbus purement français, ou allemand, ou italien, ou néerlandais. Ils auraient été balayés par la concurrence américaine, là où notre Airbus européen a la taille suffisante pour les battre. Il existe des secteurs – les télécoms, l'énergie, les marchés financiers, certains secteurs industriels stratégiques – où la dimension d'échelle est une question de survie. Mais ce n'est pas la solution pour toute l'économie européenne ! Avoir quelques grands groupes type Airbus doit conférer aussi d'énormes opportunités aux petites et moyennes entreprises qui travaillent autour d'eux.

L'intelligence artificielle fait-elle partie de ces secteurs stratégiques ?

Elle fait aussi partie des éléments de décrochage sur l'innovation. Elle nécessite de grands capitaux, car il faut avoir la possibilité d'expérimenter, d'échouer plusieurs fois pour aboutir à de bons projets. Les grands groupes américains ou chinois ont ces capacités financières. Pas les européens.

Ces dernières années ont été marquées par une succession de crises – pandémie, guerre en Ukraine, crise migratoire...

La réaction de l'Europe à ces événements est-elle un bon ou un mauvais signal ?

Les crises ont toujours été des occasions d'avancées importantes dans la vie de l'Union. Mais on ne peut pas s'en satisfaire. Le fait que les deux principales institutions européennes, le Conseil et la Commission, aient commandé deux rapports approfondis, à Mario Draghi sur la compétitivité, et à moi-même sur le marché unique, témoigne de cette envie de sortir de cette logique de la réaction. Le mandat était explicite : l'Europe avait besoin de nouveaux plans de longue haleine, comme ceux que Jacques Delors avait pu lancer en 1985 avec le marché unique, puis en 1992 avec l'Union économique et monétaire. On aurait tort de concentrer nos énergies dans la seule réaction aux crises, l'Europe a



besoin de long terme. Les grandes avancées européennes ont toutes été, historiquement, le résultat d'actions, et non de réactions. Car une fois le danger passé, la volonté politique se dissipe, le regard se porte ailleurs. Aujourd'hui, plus personne ne parle de santé par exemple, alors que c'était le sujet phare il y a encore deux ans ! La réaction ne permet pas de mettre en place des politiques fortes, qui nécessitent du temps et de la cohérence politique.

Mais l'Europe est-elle capable de proposer une vision de long terme, de se mettre d'accord sur des plans ambitieux, au vu de ses dissensions internes ?

C'est la grande question qui trouvera une réponse cet été. Notre destin collectif se jouera de façon décisive entre le scrutin du 9 juin et l'annonce de la prochaine Commission, au début de l'automne, car c'est entre ces deux échéances que se négocieront les grandes lignes du programme européen de la prochaine législature. C'est ce qui s'est passé il y a cinq ans, avec le lancement du Pacte vert par Ursula von der Leyen, qui s'était conclu par un succès. Qu'en sera-t-il cette fois-ci ? Je suis plus optimiste que pessimiste. Au cours de mon tour d'Europe, j'ai trouvé dans tous les pays la compréhension des enjeux, la volonté de dépasser les obstacles. Bien sûr, chaque pays est prêt à hisser son propre drapeau au moindre problème, et à risquer ainsi de limiter l'avancée commune sur beaucoup de sujets qu'on a évoqués. Mais c'est pour cela qu'il faut proposer des idées fortes et de long terme. Ce ne sont pas les détails qui nous feront échouer, c'est l'absence de volonté. Or il me semble qu'il existe, aujourd'hui, une volonté commune des États d'avancer pour relever les défis qui se présentent à nous.

La perspective d'une poussée populiste en juin dans divers pays n'entrave-t-elle pas gravement la capacité de l'Union à se renforcer ?

J'ai tendance à établir la comparaison entre cette campagne électorale et la dernière, en 2019, pendant laquelle le terme le plus récurrent était Brexit. Tout cela n'existe plus. Les partis qui campaient sur cette ligne en sont aujourd'hui à débattre des politiques européennes, pas d'une sortie de l'Europe. C'est le grand succès de

ces dernières cinq années. C'est pourquoi je regarde l'avenir avec l'espoir.

On a parlé des handicaps que l'Europe rencontre dans la compétition mondiale avec la Chine, avec l'Inde, la Russie de Poutine et les États-Unis. Mais dans cette grande compétition, quels sont les atouts européens ?

J'ai récemment présenté mon rapport dans de nombreuses institutions aux États-Unis, et aussi devant des entrepreneurs et des acteurs de la finance. J'ai reçu une énorme attention. La volonté de mes interlocuteurs d'investir en Europe est très forte. Elle reste à leurs yeux le marché le plus intéressant par son dynamisme. J'ajoute que c'est un marché sur lequel les gens veulent venir physiquement. J'ai mesuré cette attractivité et cette fascination chez les Américains. Mon rapport ne préconise pas un changement de traités, mais une voie faisable dans cette législature. Les Américains étaient ainsi très attirés par mon idée du passe-partout, un 28^e régime de droit des affaires pour permettre aux investisseurs d'opérer dans le marché unique. Aujourd'hui, ils sont face à 27 droits des affaires différents, ce qui constitue une limite importante pour eux. Il s'agirait de bâtir un droit des affaires européen qui n'effacerait pas le droit des affaires de chaque pays. Ce 28^e droit éliminerait pour l'investisseur étranger la fragmentation des droits qui pousse ces investisseurs à ne pas venir en Europe. ¶

Propos recueillis par ÉRIC FOTTORINO, JULIEN BISSON & MARIE VINCENT

Retrouvez la chronique
« C'EST LA FRANCE »
 par **Éric Fottorino**

chaque mercredi
 sur France Inter à 13 h 50

dans **LE 13/14**
 présenté par **Jérôme Cadet**



en partenariat avec





Puissance européenne : pour un consensus continental

TRIBUNE. La vision d'une Europe puissance portée par Emmanuel Macron n'est ni une vision franco-française ni une vision solitaire, estime **Guillaume Klossa**. Selon lui, l'Union européenne doit désormais assurer des perspectives démocratiques et économiques positives. **Guillaume Klossa**

Les critiques ont fusé comme à l'accoutumée depuis la droite radicale jusqu'à la gauche bien pensante pour critiquer le discours du président de la République sur l'agenda stratégique européen prononcé en Sorbonne jeudi 25 avril dernier : irréaliste, wishful thinking, trop isolé, trop français et pas assez européen... mais force est de constater qu'Emmanuel Macron a vu juste : une semaine après, c'est bien le sujet de la puissance, clé de voûte de l'intervention présidentielle, qui est au cœur des attentes des citoyens de l'Union et du débat sur l'avenir de l'Europe.

Les citoyens européens, comme les leaders d'opinion du continent rassemblés en Conclave, ont pris conscience de la nécessité de transformer de manière rapide l'Union européenne en une puissance globale, durable et responsable pour pouvoir reprendre en main le contrôle de leur destin. Leurs préoccupations sont majeures : assurer leur sécurité et garantir les frontières de l'UE, aider les États à produire des biens communs de nouvelle génération en matière de santé, de recherche, de défense, de climat, d'agriculture, de culture, d'infrastructures numériques et énergétiques – biens communs qu'aucun des 27 ne peut produire seul sans les effets d'échelle uniquement possibles au niveau européen.

Il s'agit aussi de reconstruire le leadership européen en matière scientifique, technologique et industrielle. Plus essentiel encore, l'Europe doit assurer des perspectives démocratiques et économiques positives à des citoyens angoissés à l'heure de l'intelligence artificielle, des dérèglements climatiques que plus personne ne conteste et d'une rivalité américano-chinoise qui prend en étau l'Europe et ses États membres pour en faire leur terrain de jeu.

Cette convergence de vues en faveur de la puissance, déjà au cœur du rapport du Conclave « Europe 2040 : demain se joue dès aujourd'hui » (édité par le think tank français **EuropaNova**), résultat d'un travail transpartisan, transdisciplinaire et intergénérationnel mené à l'échelle continentale, n'avait rien d'évident. Elle n'aurait certainement pas été possible sans les crises majeures qui ont affecté l'Europe : l'échec du Brexit, aujourd'hui regretté par deux tiers des Britanniques, a mis fin à toute velléité de sortie de l'UE et de l'euro. Désormais, les Européens considèrent l'UE comme une garantie de leur souveraineté et de leur identité. En sortir c'est être condamné à l'impuissance et ouvrir la voie à un déferlement migratoire sans précédent auquel doit faire face Londres sans pouvoir s'appuyer sur le relais européen et au coût d'un reniement sans précédent de ses valeurs fondamentales et d'une délégation de fait d'une partie de la politique migratoire britannique à un tiers extra-européen.

La grande pandémie a fait prendre conscience de la solitude géostratégique des Européens et de la nécessité du poids de l'Union pour développer et produire les vaccins ainsi que vacciner les citoyens et se protéger des conséquences d'une crise économique et sociale qui n'aurait pu être évitée sans le grand emprunt européen de 800 milliards d'euros. Enfin, la guerre menée par la Russie s'est accompagnée d'un soutien dans la durée des populations de l'UE aux Ukrainiens qu'aucun sondeur n'aurait pu pronostiquer.

À l'heure où l'euroscpticisme s'effondre, cette évolution des opinions publiques en

faveur de la puissance européenne conduit les partis de droite radicale à européaniser leur positionnement et à intégrer dans leurs éléments de langage la grammaire proeuropéenne qui était la marque de fabrique du macronisme. Marion Maréchal, Jordan Bardella ou Giorgia Meloni parlent aujourd'hui de la nécessité de puissance de l'Europe sans pour autant vouloir la renforcer. Jordan Bardella s'est même senti le besoin d'intervenir sur l'Europe du XXI e siècle à la suite du discours de la Sorbonne.

C'est toute l'ambiguïté de leur conversion apparente à l'Europe et c'est un vrai défi pour le président français qui doit combattre des opposants qui ont repris son langage. Ce qui est certain aujourd'hui, c'est que la vision portée par Emmanuel Macron n'est ni une vision franco-française ni une vision solitaire. Le président a manifestement consulté ses homologues et de nombreuses personnalités européennes. Le chancelier Olaf Scholz, qu'on sait avare de compliments à l'égard du président, a salué les impulsions du discours d'Emmanuel Macron, tandis que Mario Draghi, longtemps réticent aux arguments de puissance, a prononcé le 16 avril un inattendu discours sur la mutation de l'UE en puissance globale et technologique pour garantir sa compétitivité. Dans la foulée, la présidente Ursula von der Leyen, comme, à la surprise générale, le ministre polonais des affaires étrangères Radoslaw Sikorski, se sont emparés de l'idée de la transformation de l'Union en puissance géopolitique.

Il faut maintenant que la question de la puissance européenne s'installe au cœur des débats

électoraux européens, cela contribuerait à renforcer l'intérêt des citoyens pour une campagne qu'ils trouvent pour l'instant trop technique et très ennuyeuse.

*président **d'EuropaNova** et du Conclave, essayiste (dernier livre : Fierté européenne, manifeste pour une civilisation d'avenir (éd. Télémaque), finaliste du prix Européen du livre, 2022. Coauteur du rapport du Conclave Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui. Co-construire une puissance globale, durable et responsable, qui a été remis aux présidences du Conseil de l'Union européenne et du Conseil européen en vue de l'agenda stratégique que les chefs d'État et de gouvernement doivent adopter les 27 et 28 juin.



Élections européennes 2024 : santé, pouvoir d'achat... Voici les principales préoccupations des électeurs, selon un sondage

Par CNEWS Alors que le scrutin du 9 juin approche, une enquête publiée vendredi recense les inquiétudes des Européens. Selon les résultats du sondage, la santé, la guerre, le pouvoir d'achat et l'environnement tourmentent les habitants des Vingt-Sept.

À un mois des élections européennes, les principales préoccupations des électeurs se précisent.

Vendredi 3 mai, la société d'études BVA Xsight a publié le résultat d'une enquête réalisée auprès de 22.726 Européens.

Si la santé et la guerre arrivent en tête des inquiétudes, ces dernières diffèrent selon les zones géographiques. Les Français, eux, sont très concernés par la question du pouvoir d'achat.

La santé inquiète 41% des Européens

Les habitants de l'Union européenne ont comme première inquiétude la santé, encore marqués par les répercussions du Covid-19. Les pays de l'Est et du Sud sont particulièrement tourmentés par la gestion de la santé publique, notamment la Grèce, qui a élu la question de la santé comme sa préoccupation principale à 61%.

En ce qui concerne les Français, la santé n'arrive qu'en seconde position des inquiétudes.

La guerre préoccupe 38% des électeurs

Le conflit entre la Russie et l'Ukraine est le second tracassé des Européens. 62% d'entre eux craignent une guerre imminente avec la Russie, estimant à 47% que l'Europe ne disposait pas de moyens suffisants pour contrer une agression militaire.

Sans surprise, ce sont plus particulièrement dans les pays situés à l'Est de l'Europe que les citoyens sont inquiets. 59% des Polonais et 56% des Litvaniens ont indiqué que la guerre en Ukraine était préoccupante.

Du côté de l'Hexagone, le conflit entre l'Ukraine et la Russie est la troisième inquiétude des Français.

Le pouvoir d'achat tourmente les Français

La baisse du pouvoir d'achat préoccupe 24% des habitants de l'Europe, c'est leur troisième préoccupation.

Cas particulier : la France a été le seul pays de l'Union européenne à placer le niveau du revenu et le niveau des prix du marché comme premier enjeu pour les élections européennes. La thématique a obtenu 40% des votes des sondés de l'Hexagone. 75% des Français ont estimé que la situation économique du pays s'était aggravée, face à 63% des Européens en moyenne.

Les jeunes s'alarment du changement climatique

Les Européens placent le changement climatique et les questions environnementales en troisième préoccupation, avec 24% des votes, ex aequo avec le pouvoir d'achat. Les moins de 30 ans en font même une priorité.

Il n'y a pas de clivages entre les habitants de l'Union européenne, qui estiment à 82% que la lutte contre le réchauffement climatique est importante. En France, 46% de la population s'inquiète de l'avenir de la planète.

Un jugement sévère de l'immigration clandestine

Si l'immigration est au cœur de nombreuses campagnes européennes, elle n'arrive, à en croire cette enquête, qu'en septième position des préoccupations des Européens, récoltant 17% des votes des sondés. La position est la même en France, avec 19% des votes.

Guillaume Klossa, le fondateur de l'association à but non-lucratif **EuropaNova**, a indiqué à CNEWS qu'à l'heure actuelle, d'autres angoisses sont « beaucoup plus fortes que la question migratoire », affirmant qu'il n'y avait « pas de crise » liée à l'immigration.

Cependant, 85% des habitants de l'Union européenne demandent un durcissement de l'action de leur gouvernement pour combattre l'immigration clandestine. Une proportion similaire en France à 82%. Enfin, 74% des Européens sont favorables aux quotas.



Confidentiel

Selon Guillaume Klossa (**Europanova**) qui a mené des entretiens à Paris au sein du patronat, « 20% des dirigeants du CAC 40 sont prêts à voter Bardella ».



Europe : « Nous avons besoin d'un sursaut démocratique »

L'essayiste français **Guillaume Klossa** et l'écrivain italien Roberto Saviano, cofondateurs du think tank Civico Europa, en appellent à une nouvelle impulsion démocratique des institutions européennes Par et

Cet article est une tribune, rédigée par un auteur extérieur au journal et dont le point de vue n'engage pas la rédaction.

Il y a tout juste sept ans dans ces mêmes colonnes , nous appelions à un sursaut en matière de civisme européen qui faisait suite à notre appel du 9 mai 2016 pour une nouvelle renaissance européenne, ce sursaut civique a eu lieu. Aujourd'hui, c'est d'un sursaut démocratique dont nous avons besoin. Le moment est venu pour l'Union européenne de se transformer en grande puissance démocratique, comme vient de le proposer une cinquantaine de personnalités des 27 de toutes sensibilités et de toutes disciplines dans le cadre d'« Europe 2040 : Demain se construit dès aujourd'hui – co-construire une puissance globale, durable et responsable » , rapport publié en France par **EuropaNova** qui vient d'être remis à la présidence belge du Conseil de l'Union européenne (UE) en vue de l'agenda stratégique européen.

Si l'attente d'une nouvelle étape démocratique est forte chez les citoyens de l'Union, celle-ci est pratiquement dans la main des chefs d'Etat et de gouvernement qui, dans la foulée des élections européennes, doivent s'accorder lors du Conseil européen des 27 et 28 juin sur les priorités de la période 2024-2029 qui définiront le programme de travail des institutions européennes. Or les premiers travaux préparatoires du Conseil européen sous l'impulsion de son président Charles Michel, s'ils rappellent l'attachement de l'Union à l'Etat de droit, montrent peu d'ambition pour le volet démocratique et nous paraissent globalement très datés. Ils montrent également peu d'intérêt à l'égard de la société civile et plus généralement des citoyens qui n'ont manifestement pas été suffisamment consultés.

Le réveil civique, lui, a eu lieu. La prise de conscience du caractère mortel de l'Union à l'occasion des débats du référendum britannique a suscité un sursaut d'attachement au projet européen constaté dans les sondages et eurobaromètres en amont même de la date référendaire. Depuis, le niveau d'attachement des citoyens européens reste durablement élevé. La mobilisation des citoyens et de la société civile, avec la création de nombreux mouvements depuis Volt jusqu'à Civico Europa, a donné lieu à l'époque à de nombreuses initiatives dont la Consultation numérique multinationale et multilingue WeEuropeans.

Cette consultation coproduite par le mouvement démocratique Civico Europa et la civic tech Make.org avait permis d'engager quelques semaines avant les élections européennes de 2019 près de 38 millions de citoyens à l'échelle des 27 et dans toutes les langues de l'Union avec un taux de participation deux fois plus élevé que pour des consultations nationales analogues. A l'époque, les présidents des principaux groupes politiques s'étaient engagés publiquement, lors d'un sommet citoyen qui s'était tenu le 22 mars 2019 dans l'enceinte du Parlement européen, à tout faire pour qu'elle devienne les priorités de la Commission.

A lire aussi

Cet engagement a été tenu avec la bienveillance du Conseil européen qui avait intégré dans son agenda stratégique les préoccupations issues de la consultation tandis que le programme de travail de la Commission Von der Leyen reflétait précisément les

résultats de WeEuropeans avec notamment l'organisation d'une Conférence sur l'avenir de l'Europe. Cette dynamique civique s'est poursuivie jusqu'à aujourd'hui. Ce sont les citoyens qui ont, souvent avant leurs dirigeants, souhaité la solidarité sanitaire lors de la pandémie ainsi que le grand emprunt de 750 milliards qui a suivi. C'est encore les citoyens qui souhaitent que l'Union européenne soutienne l'Ukraine dans une guerre pourtant interminable. Enfin, les citoyens qui ont eu l'opportunité de participer à la conférence sur l'avenir de l'Europe, ont développé à cette occasion une culture démocratique et civique européenne qu'ils souhaitent voir étendue à l'ensemble des Européens. Si le réveil a eu lieu du côté des citoyens, on attend une nouvelle impulsion démocratique des institutions européennes.

Lors de son discours de La Sorbonne sur l'agenda stratégique européen, le président de la République française Emmanuel Macron a rappelé à juste titre que si l'Union européenne s'était transformée depuis sept ans, le volet démocratique devait encore progresser. La conférence sur l'avenir de l'Europe qui était une promesse d'Ursula von der Leyen a bien eu lieu. L'engagement des citoyens qui y ont participé a frappé les chefs d'Etat et de gouvernement. Pour autant, ses recommandations n'ont pas été suivies d'effets et la perspective d'une nouvelle étape démocratique européenne qu'elle laissait espérer n'a pas eu de suite. Emmanuel Macron a fait part jeudi dernier de propositions qui reflètent les attentes des citoyens européens ayant participé à la conférence. Des leaders d'opinion qui se sont réunis en conclave en novembre dernier à Cascais au Portugal ont également mis sur la table des propositions ambitieuses, concrètes et réalistes ne nécessitant pas de révision de traité comme la création d'un espace démocratique numérique européen plurilingue et multinational – articulé avec les espaces publics des 27 – permettant aux citoyens européens de dialoguer entre eux et de contribuer dans leur langue de manière directe et continue à la vie démocratique de l'Union depuis l'identification et la formulation des défis communs en passant par la définition des priorités et la préparation des lois jusqu'au suivi de leur mise en œuvre. Une telle initiative est aujourd'hui possible grâce aux derniers développements en matière de plateforme numérique et de traduction automatique.

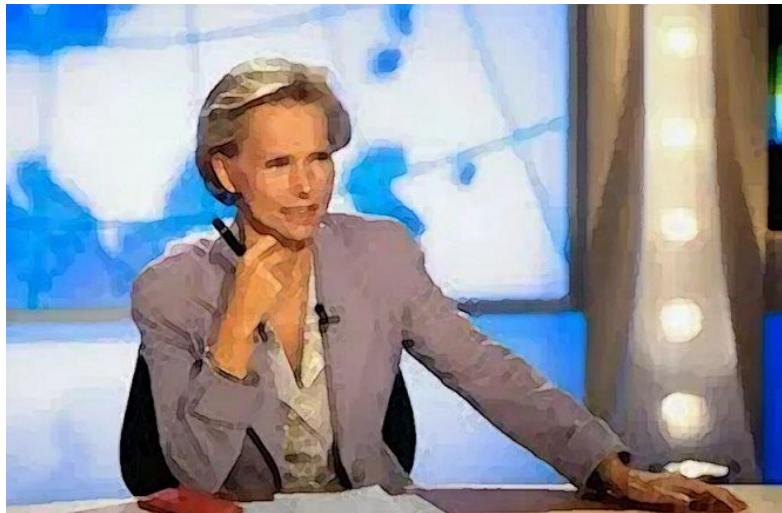
A l'heure où les Européens prennent peu à peu conscience de la nécessité de transformer l'UE en puissance, il est illusoire de penser que cette mutation pourra se faire sans engager résolument les citoyens. D'après les traités, c'est aux chefs d'Etat et de gouvernement de faire de cet engagement une priorité démocratique pour l'UE. Nous comptons donc sur eux.

BIO EXPRESS **Guillaume Klossa** est essayiste, président d' **EuropaNova**, et coauteur du rapport du Conclave « Europe 2040 : demain se construit dès aujourd'hui ». Son dernier ouvrage, « Fierté européenne, manifeste pour une civilisation d'avenir » (Télémaque) a été finaliste du prix du livre européen 2022. Roberto Saviano, journaliste et écrivain, est l'auteur d'une dizaine d'ouvrages, dont « Gomorra. Dans l'empire de la camorra » (Mondadori, 2006). Son dernier livre « Crie-le ! » a été publié chez Gallimard l'an passé. Ils sont cofondateurs du think tank européen Civico Europa.

Par Roberto Saviano et **Guillaume Klossa**



La reine Christine Ockrent, la poire et les cacahuètes



« Quand on était petit, Christine Ockrent présentait le journal de 20 heures sur Antenne 2, c'était entre 1981 à 1985. Il n'y avait que trois chaînes. La deuxième chaîne réunissait alors 20 millions de Français par jour. On l'appelait "la reine Christine". Elle est la première femme titulaire et rédactrice en chef du 20 heures. À force de dîner avec elle, elle est devenue un membre à part entière de nos familles. » (Sonia Devillers, le 12 mai 2023 sur France Inter).

La journaliste Christine Ockrent fête son 80^e anniversaire ce mercredi 24 avril 2024. Présentatrice du journal télévisé de 20 heures au début des années 1980, elle était, avec Patrick Poivre d'Arvor, la star des journaux télévisés de l'époque. Elle était aussi, avec Anne Sinclair, l'une des deux reines de l'information à la télévision, chacune opérant avec un grand professionnalisme mais aussi une certaine dose de séduction.

Elle est d'abord belge, née dans la capitale non seulement de la Belgique mais aussi de l'Europe. Son père Roger Ockrent a été le chef de cabinet de Paul-Henri Spaak, Premier Ministre belge et considéré comme l'un des Pères de l'Europe. Comme Catherine Nay (avec Albin Chalandon), Anne Sinclair (avec Dominique Strauss-Kahn), Béatrice Schönberg (avec Jean-Louis Borloo) et bien plus tard, Audrey Pulvar (avec Arnaud Montebourg) et Léa Salamé (avec Raphaël Glucksmann, candidat tête de liste du PS aux élections européennes de 2019 et de 2024), elle partage, depuis une quarantaine d'années, sa vie avec un homme politique (et futur, ancien, ministre), Bernard Kouchner, le médecin distributeur de grains de riz des années 1990. Elle a étudié à l'IEP Paris (diplômée en 1965) et à l'Université de Cambridge, et a commencé en 1967 sa carrière de journaliste aux États-Unis.

Sa notoriété est arrivée avec la décision de Pierre Desgraupes, président d'Antenne 2, en octobre 1981, de la mettre à la présentation du journal télévisé de 20 heures. Christine Ockrent a été rapidement sacrée reine des médias par les téléspectateurs qui n'avaient pas beaucoup l'habitude de voir une femme à cette fonction très intime, puisque, comme le rappelle sur France Inter la productrice Sonia Devillers, les officiants du journal télévisé s'invitaient aux dîners quotidiens des Français (enfin, pour ceux qui dînaient en regardant la télévision ; ce qui n'était pas le cas de mes grands-parents qui

d'inaient avant de regarder la télévision !). Elle y est restée jusqu'en juin 1985, en alternance avec PPDA (puis de septembre 1988 à décembre 1989 après un passage à RTL et TF1). En particulier, elle a participé à l'émission " Vive la crise !" présentée par Yves Montand et diffusée le 22 février 1984 pour se prêter au jeu d'un faux journal crédible. À cette époque, elle était parmi les plus médiatiques, recevant deux Sept d'or en 1985 (7 d'or du meilleur présentateur de journal télévisé, en l'occurrence présentatrice !, et Super 7 d'or).

En 1992, elle est retournée à la présentation du journal télévisé sur France 3 pour "Soir 3" entre septembre 1992 et septembre 1994, mais surtout, entre novembre 1992 et février 2008, avec des noms d'émission différents ("À la une sur la 3", "Dimanche soir", "Politique dimanche", "France Europe Express", "Duel sur la 3"), elle a animé le dimanche soir un duel entre deux éditorialistes, Serge July ("Libération") et Philippe Alexandre (RTL). Le trio a été rendu célèbre par "Les Guignols de l'Info" sur Canal Plus avec leurs marionnettes qui n'oubliaient pas "la poire et les cahuètes de chez M'ame Crissine". L'émission était parfois, selon la formule, coanimée par Gilles Leclerc.



Christine Ockrent a été également directrice de la rédaction de l'hebdomadaire "L'Express" d'octobre 1994 à mars 1996 (une greffe avec la presse écrite qui ne s'est pas bien faite), et sa boulimie des années 1990 et 2000 la conduisait à proposer des éditoriaux réguliers aussi pour Canal J, "Info-Matin", Europe 1 (participant à la grande émission politique hebdomadaire de la station "Le Club de la Presse"), BFM, "La Provence", "Metro", TV5, France 24, etc.

Si Christine Ockrent est partie de France 3 le 17 février 2008, c'était tout simplement parce qu'elle venait de recevoir son bâton de maréchale : elle a été nommée le 20 février 2008 par le Président de la République Nicolas Sarkozy directrice générale déléguée de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), que venait juste d'être créé, rebaptisé le 27 juin 2013 France Médias Monde (nommée sur proposition de son président Alain de Pouzilhac), et à ce titre, directrice générale déléguée des deux entités, la télévision France 24 et la radio RFI (Radio France Internationale), la voix de la France à l'étranger.

Son aventure à ce poste de numéro deux n'a pas duré très longtemps, jusqu'en septembre 2011. Elle a été particulièrement contestée dans sa gestion par le management des deux chaînes avec des épreuves de force inédites dans l'audiovisuel (refus d'assister aux réunions, etc.), avec une affaire d'espionnage des ordinateurs du

personnel, etc. Par ailleurs, les relations étaient très tendues entre Christine Ockrent et Alain de Pouzilhac. Sa nomination elle-même a prêté le flanc à la critique car l'AEF dépendait de la tutelle du Ministère des Affaires étrangères ; or le ministre depuis mai 2007 n'était autre que Bernard Kouchner, son compagnon (les syndicats de journalistes ont vivement souligné le risque de conflit d'intérêt). À partir de janvier 2010, la tutelle a été attribuée au Ministère de la Culture. Christine Ockrent a jeté l'éponge en mai 2011 en donnant sa démission et en déposant plainte pour harcèlement moral (en novembre 2010, Bernard Kouchner a quitté le Quai d'Orsay dont c'était aussi le bâton de maréchal).

À partir de février 2013, Christine Ockrent a repris l'antenne, cette fois-ci sur France Culture pour une chronique hebdomadaire le samedi sur des thèmes internationaux. Son expertise journalistique est la géopolitique et c'est ce thème qui revient très souvent parmi les vingt et un essais dont elle est l'auteure, en particulier sur la politique intérieure américaine (elle avait annoncé la victoire d'Hillary Clinton en 2016), les oligarques russes, le régime théocratique iranien, le régime saoudien, le régime communiste chinois, etc.

Petits échantillons. Sur l'Arabie Saoudite, malgré le prince séducteur Mohammed Ben Salmane : « *En l'absence de chiffres officiels, Amnesty International estime que quelque cinq cents exécutions ont été pratiquées depuis l'avènement du roi Salman. Une cinquantaine de personnes ont été exécutées lors des premiers mois de 2018, dont la moitié pour des affaires de drogue sans violence, dénonce de son côté Human Rights Watch. Dans le cas d'individus ayant commis des crimes ou des vols particulièrement scandaleux, une fois la tête recousue, leur cadavre est parfois crucifié et exposé en public. Le vol entraîne l'amputation de la main droite et quelquefois des pieds. Sont punis de mort le blasphème, l'homosexualité, la trahison et le meurtre. L'adultère expose la femme mariée à la mort par lapidation ; cent coups de fouet châtient son partenaire.* » (2018). Sur Vladimir Poutine : « *La dissolution de l'Union Soviétique a été "la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle". Il lui revient donc de restaurer la Russie dans sa gloire, d'effacer ses humiliations, de redorer son Église orthodoxe, d'embrasser les icônes et de brûler les encens, de lui rendre son statut de puissance globale, d'exalter sa victoire contre le fascisme, de célébrer les symboles de sa force ancienne, quitte à ressusciter ceux du communisme.* » (2014). Sur les services secrets : « *Quand on a, par métier, regardé le dessous de table et l'envers des cartes pendant longtemps, il ne reste plus que trois attitudes : ou préparer une liste de gens "à flinguer", ce qui est fastidieux et illégal, ou se flinguer soi-même, ce qui est inconfortable, ou faire l'appel à une vertu cardinale, le sens de l'humour, ce qui permet de sourire pour le restant de vos jours.* » (1986). Le secret de Xi Jinping pour durer : « *Xi Jinping interdit d'ordinaire toute mise en cause publique du passé, "le nihilisme historique" et la transparence seraient responsables, selon lui, de l'écroulement de l'Union Soviétique dont il ne cesse de ressasser l'exemple.* » (2023). Sur Hillary Clinton : « *Quel a été son rôle : celui de l'épouse bornée et trompée ou celui de la complice hypocrite ? Est-elle jusqu'au bout une femme cocue ou une partenaire cynique ? Entre les deux hypothèses, l'Amérique ne cessera d'osciller. Les bien-pensants opinent : qu'elle préserve les apparences, l'institution et sa famille ! Les féministes trépignent : qu'elle le quitte ! Qu'à l'image de sa génération, elle préserve la dignité de la femme bafouée et libérée ! Dans ses Mémoires, Hillary se contentera de cet argument, qui ne va pas loin dans la confiance mais qui correspond sans doute à sa conviction profonde : "Je voulais lui tordre le cou, mais il n'était pas simplement mon mari : il était le Président des États-Unis".* » (2016).

En 2023, elle est sortie de sa zone de confort en participant à une pièce de théâtre de l'auteur, metteur en scène et comédien libanais Wajdi Mouawad qui avait dû fuir son pays, le Liban, en 1982 (il était alors adolescent) et qui n'avait plus de nouvelles de son pays que par Christine Ockrent dans le journal télévisé. Sonia Devillers expliquait ainsi :

« [Wajdi Mouawad] reste hanté par la guerre, il ne vit qu'à travers la hantise de la guerre à une époque où il n'y avait ni téléphone portable, ni réseaux sociaux, ni chaîne d'information continue. La seule source d'information pour cette famille étant alors le 20 heures de Christine Ockrent à travers laquelle il fait revivre sa propre histoire. Wajdi Mouawad lui fait dire quelques mots sur sa propre mère, des phrases très belles qui font réfléchir à une forme de déshumanisation quand on raconte la vie des victimes de la guerre en général, en plus de raconter comment on médiatise à l'époque une guerre, telle que celle du Liban. ».

Pour son attention portée aux affaires européennes (en particulier avec l'émission "France Europe Express" de 1997 à 2007), Christine Ockrent a fait partie des cinq journalistes (avec notamment Jean Quatremer, Quentin Dickinson et **Guillaume Klossa**) à avoir fait partie du comité d'honneur du 50^e anniversaire du Traité de Rome en 2007.

Aussi sur le blog.

Sylvain Rakotoarison (21 avril 2024)
<http://www.rakotoarison.eu>

Pour aller plus loin :

Christine Ockrent.

Vive la crise !

Yves Montand.

Jean Lacouture.

Marc Ferro.

Dominique Baudis.

Frédéric Mitterrand.

Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Christine Angot.

Jean-François Revel.

Philippe Alexandre.

Alain Duhamel.



- Pas encore d'exégèse dithyrambique sur le discours de la Sorbonne ?
On piaffe d'impatience...
- "...elle a été nommée le 20 février 2008 par le Président de la République Nicolas Sarkozy directrice générale déléguée de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF)... Elle a été particulièrement contestée dans sa gestion par le management des deux chaînes avec des épreuves de force inédites dans l'audiovisuel (refus d'assister aux réunions, etc.), "

Vous omettez deux détails :

- le licenciement du journaliste de RFI, Richard Labévière, auteur d'une interview du président syrien Bachar el-Assad, un licenciement politique dénoncé par l'intéressé comme une volonté d'alignement éditorial de la station par Christine Ockrent sur une orientation pro-« israélo-américaine ».
- si le 14 décembre 2010, les directeurs de France 24 ont décidé de ne plus assister aux réunions en la présence de Christine Ockrent comme vous l'évoquez sans plus de précisions, c'est parce qu'une enquête était en cours sur l'espionnage exercé par elle sur une de ses collaboratrices. Deux jours plus tard, **85 % des salariés de la chaîne France 24 ont voté une motion de défiance à l'encontre de Christine Ockrent**

Et comme par hasard, quand Kouchner a été viré du Quai d'Orsay, elle a été virée d'AEF.

- Elle est morte ?

Je n'en savais rien.

Pt'ain, on est peu de chose.

- @amiaplacidus
- Pfff . . . toujours attendre . . .
- @Clocel

En plus, je l'avais lu ce truc !

- Faudra nous mettre Van Reeth à l'honneur, elle mérite une place dans vos chroniques, elle assume le totalitarisme dans sa forme la plus grossière et décomplexée.

Étonnant comme les anciennes copines de cheval du benêt « cultivé » Enthoven ont réussi à s'offrir des situations de premier plan...

- Tiens ?

Rakoto nous présente un décolleté baillant, et un col monté, cote à cote !

Le souffle de la vérité doit être coincé entre les deux !

Fausse liberté en vraie pudibonderie, et strangulation jouissive, au noeud, de faux papillon libre !

A part cela, rien d'expressif à retenir dans la légende, de ce tableau people à pipo !



Chronique

Macron cherche un second souffle européen

Dans un discours à la Sorbonne, en écho à celui tenu en 2017, le chef de l'Etat devait convaincre du bien-fondé du concept d'« Europe puissance »

PAGE 25



INTERNATIONAL CHRONIQUE

PAR PHILIPPE RICARD

L'« Europe puissance » selon Macron

Le décor, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, n'est certes pas celui d'un meeting électoral : Emmanuel Macron assure avoir endossé ses habits de chef d'Etat pour prononcer son discours sur l'Europe, jeudi 25 avril, se défendant d'entrer en campagne, à moins de deux mois du scrutin du 9 juin. Le choix du lieu devait inscrire cette nouvelle adresse dans la continuité de celle prononcée au début de son premier mandat, au même endroit, en septembre 2017.

Le président français, alors fraîchement élu, avait cherché à convaincre de la nécessité pour le continent de défendre sa « souveraineté », voire son « autonomie stratégique ». Un diagnostic souvent mal compris ailleurs sur le continent, mais validé depuis par la

pandémie de Covid et le retour de la guerre aux frontières de l'Union. Sept ans plus tard, Emmanuel Macron devait appeler à renforcer les contours d'une « Europe puissance » à même de défendre ses intérêts dans un monde de plus en plus hostile, à l'heure où l'invasion russe de l'Ukraine et la rivalité sino-américaine menacent le continent de déclin.

Si l'intention de peser dans les débats électoraux est évidente, au moment où la liste du camp présidentiel candidate aux élections européennes est largement distancée, dans les sondages, par celle du Rassemblement national, le regard du chef de l'Etat veut se porter au-delà de ce seul enjeu. Dans son esprit, il s'agit d'inspirer autant que possible ce que les dirigeants des Vingt-Sept appellent leur « agenda stratégique » pour la

législature à venir, ou, plus prosaïquement, le programme de travail de la prochaine Commission de Bruxelles, que sa présidente, Ursula von der Leyen, soit confirmée ou pas à son poste après le scrutin.

Face à la tentation du repli portée par les partis d'extrême droite, Emmanuel Macron continue de croire dans la plus-value du projet européen, à condition que celui-ci franchisse un nouveau cap, pour tenter de peser dans le monde. Personne ne le conteste : l'urgence est réelle tant l'environnement est devenu hostile.

« Question longtemps taboue »

« L'ordre de l'après-guerre froide est mort et enterré. La Russie est une menace directe, tandis que l'investissement des Etats-Unis en Europe, notre principal allié et protecteur,



peut à nouveau décliner. Parallèlement, la Chine entend établir son propre ordre mondial», constate Guillaume Klossa, initiateur d'un récent rapport collectif transmis aux dirigeants européens pour préparer les rendez-vous à venir. Des réalités de plus en plus patentes, qui mettent toujours plus à nu les vulnérabilités du continent.

«Le discours arrive au bon moment au niveau européen, car la question de l'Europe puissance a longtemps été taboue, ou considérée comme très française», veut croire Guillaume Klossa, Mais, d'après lui, «il vaudrait mieux parler de "puissance européenne", plus neutre que l'"Europe puissance", qui renvoie essentiellement à l'Europe de la sécurité et de la défense». «Le sujet doit être élargi à toutes les dimensions de la puissance: le volet géopolitique, bien sûr, le développement technologique, la production de biens communs essentiels (santé, énergie, climat, infrastructures) et la puissance démocratique», observe-t-il.

Le chantier s'annonce vaste. En 2017, Emmanuel Macron s'était agacé de la non-réponse de la chancelière Angela Merkel, alors empêtrée dans la formation d'une coalition, à son premier discours de la Sorbonne. Cette fois, rien ne dit qu'Olaf Scholz sera plus réceptif, tant les relations entre Paris et Berlin sont tendues. Et tant le dirigeant allemand s'appuie sur l'allié américain pour protéger la sécurité continentale, comme une bonne partie de ses homologues d'Europe centrale, balte ou scandinave. «Le concept de souveraineté européenne a progressé, même en Allemagne, constate la politologue allemande Daniela Schwarzer. Avec ce qui se passe en Ukraine et le soutien massif des Etats-Unis, la difficulté est cependant de ne pas alimenter le soupçon que l'Europe puissance soit pensée pour faire concurrence à l'Alliance atlantique, tout en préparant l'Europe à l'élection de Trump, qui risque d'affaiblir ce lien.» A charge pour le chef de

l'Etat français de convaincre aussi l'ensemble de ses partenaires continentaux que l'Europe puissance n'est pas la simple déclinaison d'une puissance française elle-même sur le déclin.

La guerre entre Israël et le Hamas, surtout révélatrice de l'impuissance européenne, donne une idée de l'ampleur de la tâche avant un éventuel sursaut européen. Puissance économique et humanitaire, mais nain politique, l'Europe est incapable de peser dans le conflit israélo-palestinien tant les divergences entre ses capitales, mais aussi entre les dirigeants des instances communautaires, sont profondes.

Pour le continent, la guerre en Ukraine constitue l'autre grand défi du moment, tandis que la Russie a repris l'initiative sur le terrain militaire et peut miser sur une possible victoire de Donald Trump, en novembre, aux Etats-Unis, afin d'espérer sanctuariser ses gains territoriaux sur le plan diplomatique. «Un retour de Trump pourrait conduire à une entente Moscou-Washington qui aurait pour conséquence de voir s'installer un "directoire" entre les Grands – achevant de confiner l'isthme européen dans un statut de subordination ou de marginalisation», écrit Michel Duclos, dans son récent essai *Diplomatie française* (Alpha, 256 pages, 8 euros). Et même si Joe Biden parvenait à se faire réélire, la partie serait loin d'être gagnée pour le Vieux Continent.

«Une victoire russe en Ukraine signifierait un jour ou l'autre d'autres guerres provoquées par la Russie en Europe; mais, même si la Russie devait reculer en Ukraine, elle restera dans une posture agressive. Cela signifie en réalité une Europe plus ou moins en état de siège pour au moins une décennie», observe Michel Duclos dans son essai. Un «état de siège» qui réduirait de fait les marges de manœuvre de l'Europe puissance. Et la condamnerait à vivre encore longtemps dans la dépendance des Etats-Unis et sous la menace de la Russie. ■

RIEN NE DIT QU'OLAF SCHOLZ SERA RÉCEPTIF, TANT IL S'APPUIE SUR L'ALLIÉ AMÉRICAIN POUR PROTÉGER LA SÉCURITÉ CONTINENTALE LE CHEF DE L'ÉTAT CONTINUE DE CROIRE DANS LA PLUS-VALUE DU PROJET EUROPÉEN, À CONDITION QUE CELUI-CI FRANCHISSE UN NOUVEAU CAP



FRANCE

Macron prône des investissements massifs pour stopper le décrochage de l'Europe

- Le chef de l'Etat voudrait que l'Union européenne double les investissements publics dans les secteurs d'avenir pour rattraper son retard sur les Etats-Unis et la Chine.
- Une vision qui risque de se heurter au scepticisme des partenaires européens de la France.

POLITIQUE

Vincent Collen

L'Europe risque d'être « fragilisée, voire reléguée » dès la prochaine décennie si elle n'investit pas « massivement » dans les industries d'avenir. C'est le message qu'a envoyé Emmanuel Macron jeudi, dans un discours en forme de feuille de route pour la prochaine mandature de l'Union européenne qui démarrera au lendemain des élections du 9 juin.

« Nous devons revoir notre modèle de croissance », a martelé le chef de l'Etat, n'hésitant pas à brosser un tableau anxiogène de l'économie européenne. Le PIB par habitant de l'UE n'a augmenté que de 30 % en trente ans, deux fois moins qu'aux Etats-Unis, a pointé Emmanuel Macron, reprenant le diagnostic du rapport d'Enrico Letta remis aux Vingt-Sept.

Washington et Pékin « sur-subsventionnent » leurs entreprises et « ont décidé ne plus respecter les règles du commerce ». « Le risque, c'est que l'Europe connaisse le décrochage », plongeant le Vieux Continent dans « l'appauvrissement ». Or dans les secteurs porteurs comme l'hydrogène, les batteries pour véhicules électriques ou les semi-conducteurs, « la réallocation des facteurs de production se joue maintenant, dans les cinq ans qui viennent ».

« Le constat est le bon »
« Le diagnostic du décrochage résonne bien auprès des acteurs économiques qui se sentent souvent

délaissés par l'UE, insuffisamment compris, décrypte Guillaume Klossa, président d'EuropaNova. Parce qu'il a fallu agir dans l'urgence des crises à répétition ces dernières années, beaucoup de mesures européennes ont été prises sans une concertation préalable suffisante. L'extrême droite l'a bien compris et tente de percer dans ces milieux. » Il faudrait « entre 650 et 1.000 milliards d'euros » d'investissements publics et privés supplémentaires par an dans l'Union européenne, pour financer les industries d'avenir et rattraper notre « retard » par rapport aux Etats-Unis et à la Chine. Cet argent frais viendra en partie du secteur public. Emmanuel Macron a de nouveau demandé « un grand plan d'investissement collectif, budgétaire » pour au moins doubler l'investissement public des Vingt-Sept. Notamment grâce à des ressources propres pour l'UE issues de la taxe carbone aux frontières, d'une taxe sur les transactions financières ou de prélèvements sur les bénéfices des multinationales.

« Le constat du président Macron est le bon, commente sur X (ex-Twitter) Neil Makaroff, directeur de Strategic Perspectives. L'Europe peut mourir sans une stratégie industrielle européenne solide soutenue par des investissements publics massifs. »

Mais cette vision se heurte au scepticisme de nombreuses capitales européennes. « Cette proposition de la

France supposerait très certainement de lancer un nouvel emprunt européen, sur le modèle du plan de relance post-Covid. Elle est pour l'instant rejetée par l'Allemagne, les pays nordiques et certains Etats d'Europe centrale et orientale », rappelle Yann Wernert, du Jacques-Delors Centre de Berlin.

Une autre proposition du chef de l'Etat risque d'être mal accueillie : « Nous devons assumer des règles différentes pour la politique industrielle et la politique de concurrence. Nous devons insérer dans nos traités la préférence européenne dans les secteurs stratégiques, la défense et le spatial. » Il évoque aussi une « dérogation à la libre concurrence pour soutenir les secteurs clés en transition, sur l'intelligence artificielle, sur les technologies vertes ».

Emmanuel Macron identifie cinq secteurs stratégiques dans lesquels l'Europe pourrait « devenir leader mondial d'ici à 2030 » : l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, l'espace, les biotechnologies et les nouvelles énergies (y compris le nucléaire). Il réitère son soutien à un emprunt européen spécifique pour renforcer l'industrie de défense, une proposition de la Première ministre estonienne, Kaja Kallas.

« Douze mois, pas plus »
Pour mobiliser l'argent privé, le président souhaite qu'un accord sur l'union des marchés des capitaux aboutisse d'ici à « douze mois, pas plus ». Un objectif ambitieux quand on sait que la négociation a démarré



il y a près de dix ans, et qu'elle n'a que peu avancé lors du dernier Conseil européen à Bruxelles.

Emmanuel Macron a critiqué la politique monétaire européenne qui se focalise sur la maîtrise de l'inflation. Le mandat de la Banque centrale devrait également comporter « *des objectifs de croissance et de décarbonation* », selon lui. Un débat long et complexe s'annonce avec les dix-neuf autres pays membres de la zone euro sur ce sujet.

Enfin le président demande la révision des règles prudentielles de Bâle et Solvency, qui régissent le secteur des banques et des assurances, pour « *remettre de la culture de risque* » dans l'épargne européenne et la rediriger vers les entreprises. Emmanuel Macron estime que les banques américaines n'ont pas les mêmes contraintes que leurs concurrentes du Vieux Continent, ce qui leur permet de mieux financer l'économie. ■





Jeudi, depuis le grand amphithéâtre de la Sorbonne, Emmanuel Macron a délivré un discours fleuve de près de deux heures sur ses priorités européennes. *Photo Christophe Petit-Tesson/Pool/AFP*



La reine Christine Ockrent, la poire et les cacahuètes

Les articles de votre blog ici ? Inscrivez votre blog !

Publié le 24 avril 2024 par Sylvainrakotoarison

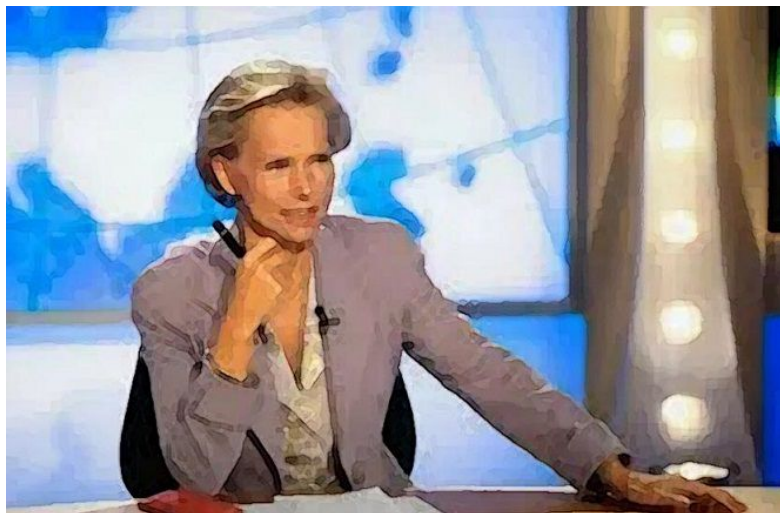
" Quand on était petit, Christine Ockrent présentait le journal de 20 heures sur Antenne 2, c'était entre 1981 à 1985. Il n'y avait que trois chaînes. La deuxième chaîne réunissait alors 20 millions de Français par jour. On l'appelait "la reine Christine". Elle est la première femme titulaire et rédactrice en chef du 20 heures. À force de dîner avec elle, elle est devenue un membre à part entière de nos familles. " (Sonia Devillers, le 12 mai 2023 sur France Inter).



Elle est d'abord belge, née dans la capitale non seulement de la Belgique mais aussi de l'Europe. Son père Roger Ockrent a été le chef de cabinet de Paul-Henri Spaak, Premier Ministre belge et considéré comme l'un des Pères de l'Europe. Comme La journaliste Christine Ockrent fête son 80^e anniversaire ce mercredi 24 avril 2024. Présentatrice du journal télévisé de 20 heures au début des années 1980, elle était, avec Patrick Poivre d'Arvor, la star des journaux télévisés de l'époque. Elle était aussi, avec Anne Sinclair, l'une des deux reines de l'information à la télévision, chacune opérant avec un grand professionnalisme mais aussi une certaine dose de séduction. Catherine Nay (avec Albin Chalandon), Anne Sinclair (avec Dominique Strauss-Kahn), Béatrice Schönberg (avec Jean-Louis Borloo) et bien plus tard, Audrey Pulvar (avec Arnaud Montebourg) et Léa Salamé (avec Raphaël Glucksmann, candidat tête de liste du PS aux élections européennes de 2019 et de 2024), elle partage, depuis une quarantaine d'années, sa vie avec un homme politique (et futur, ancien, ministre), Bernard Kouchner, le médecin distributeur de grains de riz des années 1990. Elle a étudié à l'IEP Paris (diplômée en 1965) et à l'Université de Cambridge, et a commencé en 1967 sa carrière de journaliste aux États-Unis. Sa notoriété est arrivée avec la décision de Pierre Desgraupes, président d'Antenne 2, en octobre 1981, de la mettre à la présentation du journal télévisée de 20 heures. Christine Ockrent a été rapidement sacrée reine des médias par les téléspectateurs qui n'avaient pas beaucoup l'habitude de voir une femme à cette fonction très intime,

puisque, comme le rappelle sur France Inter la productrice Sonia Devillers, les officiants du journal télévisé s'invitaient aux dîners quotidiens des Français (enfin, pour ceux qui dînaient en regardant la télévision ; ce qui n'était pas le cas de mes grands-parents qui dînaient avant de regarder la télévision !). Elle y est restée jusqu'en juin 1985, en alternance avec PPDA (puis de septembre 1988 à décembre 1989 après un passage à RTL et TF1). En particulier, elle a participé à l'émission " Vive la crise !" présentée par Yves Montand et diffusée le 22 février 1984 pour se prêter au jeu d'un faux journal crédible. À cette époque, elle était parmi les plus médiatiques, recevant deux Sept d'or en 1985 (7 d'or du meilleur présentateur de journal télévisé, en l'occurrence présentatrice !, et Super 7 d'or).

En 1992, elle est retournée à la présentation du journal télévisé sur France 3 pour "Soir 3" entre septembre 1992 et septembre 1994, mais surtout, entre novembre 1992 et février 2008, avec des noms d'émission différents ("À la une sur la 3", "Dimanche soir", "Politique dimanche", "France Europe Express", "Duel sur la 3"), elle a animé le dimanche soir un duel entre deux éditorialistes, Serge July ("Libération") et Philippe Alexandre (RTL). Le trio a été rendu célèbre par "Les Guignols de l'Info" sur Canal Plus avec leurs marionnettes qui n'oubliaient pas "la poire et les cahuètes de chez M'ame Crissine". L'émission était parfois, selon la formule, coanimée par Gilles Leclerc.



Si Christine Ockrent est partie de France 3 le 17 février 2008, c'était tout simplement parce qu'elle venait de recevoir son bâton de maréchale : elle a été nommée le 20 février 2008 par le Président de la République Pour son attention portée aux affaires européennes (en particulier avec l'émission "France Europe Express" de 1997 à 2007), Christine Ockrent a fait partie des cinq journalistes (avec notamment Jean Quatremer, Quentin Dickinson et **Guillaume Klossa**) à avoir fait partie du comité d'honneur du 50 Christine Ockrent a été également directrice de la rédaction de l'hebdomadaire "L'Express" d'octobre 1994 à mars 1996 (une greffe avec la presse écrite qui ne s'est pas bien faite), et sa boulimie des années 1990 et 2000 la conduisait à proposer des éditoriaux réguliers aussi pour Canal J, "Info-Matin", Europe 1 (participant à la grande émission politique hebdomadaire de la station "Le Club de la Presse"), BFM, "La Provence", "Metro", TV5, France 24, etc.

Nicolas Sarkozy directrice générale déléguée de l'Audiovisuel extérieur de la France (AEF), que venait juste d'être créé, rebaptisé le 27 juin 2013 France Médias Monde (nommée sur proposition de son président Alain de Pouzilhac), et à ce titre, directrice générale déléguée des deux entités, la télévision France 24 et la radio RFI (Radio France Internationale), la voix de la France à l'étranger.

Son aventure à ce poste de numéro deux n'a pas duré très longtemps, jusqu'en septembre 2011. Elle a été particulièrement contestée dans sa gestion par le management des deux chaînes avec des épreuves de force inédites dans l'audiovisuel (refus d'assister aux réunions, etc.), avec une affaire d'espionnage des ordinateurs du personnel, etc. Par ailleurs, les relations étaient très tendues entre Christine Ockrent et Alain de Pouzilhac. Sa nomination elle-même a prêté le flanc à la critique car l'AEF dépendait de la tutelle du Ministère des Affaires étrangères ; or le ministre depuis mai 2007 n'était autre que Bernard Kouchner, son compagnon (les syndicats de journalistes ont vivement souligné le risque de conflit d'intérêt). À partir de janvier 2010, la tutelle a été attribuée au Ministère de la Culture. Christine Ockrent a jeté l'éponge en mai 2011 en donnant sa démission et en déposant plainte pour harcèlement moral (en novembre 2010, Bernard Kouchner a quitté le Quai d'Orsay dont c'était aussi le bâton de maréchal). ° anniversaire du Traité de Rome en 2007.

À partir de février 2013, Christine Ockrent a repris l'antenne, cette fois-ci sur France Culture pour une chronique hebdomadaire le samedi sur des thèmes internationaux. Son expertise journalistique est la géopolitique et c'est ce thème qui revient très souvent parmi les vingt et un essais dont elle est l'auteure, en particulier sur la politique intérieure américaine (elle avait annoncé la victoire d' Aussi sur le blog. Hillary Clinton en 2016), les oligarques russes, le régime théocratique iranien, le régime saoudien, le régime communiste chinois, etc.

Petits échantillons. Sur l'Arabie Saoudite, malgré le prince séducteur Mohammed Ben Salmane : *" En l'absence de chiffres officiels, Amnesty International estime que quelque cinq cents exécutions ont été pratiquées depuis l'avènement du roi Salman. Une cinquantaine de personnes ont été exécutées lors des premiers mois de 2018, dont la moitié pour des affaires de drogue sans violence, dénonce de son côté Human Rights Watch. Dans le cas d'individus ayant commis des crimes ou des vols particulièrement scandaleux, une fois la tête recousue, leur cadavre est parfois crucifié et exposé en public. Le vol entraîne l'amputation de la main droite et quelquefois des pieds. Sont punis de mort le blasphème, l'homosexualité, la trahison et le meurtre. L'adultère expose la femme mariée à la mort par lapidation ; cent coups de fouet châtient son partenaire. "* (2018). Sur Vladimir Poutine : *" La dissolution de l'Union Soviétique a été "la plus grande catastrophe géopolitique du XX^e siècle". Il lui revient donc de restaurer la Russie dans sa gloire, d'effacer ses humiliations, de redorer son Église orthodoxe, d'embrasser les icônes et de brûler les encens, de lui rendre son statut de puissance globale, d'exalter sa victoire contre le fascisme, de célébrer les symboles de sa force ancienne, quitte à ressusciter ceux du communisme. "* (2014). Sur les services secrets : *" Quand on a, par métier, regardé le dessous de table et l'envers des cartes pendant longtemps, il ne reste plus que trois attitudes : ou préparer une liste de gens "à flinguer", ce qui est fastidieux et illégal, ou se flinguer soi-même, ce qui est inconfortable, ou faire l'appel à une vertu cardinale, le sens de l'humour, ce qui permet de sourire pour le restant de vos jours. "* (1986). Le secret de Christine Ockrent. Xi Jinping pour durer : *Vive la crise ! " Xi Jinping interdit d'ordinaire toute mise en cause publique du passé, "le nihilisme historique" et la transparence seraient responsables, selon lui, de l'écroulement de l'Union Soviétique dont il ne cesse de ressasser l'exemple. "* (2023). Sur Hillary Clinton : Yves Montand. *" Quel a été son rôle : celui de l'épouse bornée et trompée ou celui de la complice hypocrite ? Est-elle jusqu'au bout une femme cocue ou une partenaire cynique ? Entre les deux hypothèses, l'Amérique ne cessera d'osciller. Les bien-pensants opinent : qu'elle préserve les apparences, l'institution et sa famille ! Les féministes trépignent : qu'elle le quitte ! Qu'à l'image de sa génération, elle préserve la dignité de la femme bafouée et libérée ! Dans ses Mémoires, Hillary se contentera de cet argument, qui ne va pas loin dans la confiance mais qui correspond sans doute à sa conviction profonde : "Je voulais lui tordre le cou, mais il n'était pas simplement mon mari : il était le Président des États-Unis". "* (2016). Jean Lacouture.

En 2023, elle est sortie de sa zone de confort en participant à une pièce de théâtre de

l'auteur, metteur en scène et comédien libanais Wajdi Mouawad qui avait dû fuir son pays, le Liban, en 1982 (il était alors adolescent) et qui n'avait plus de nouvelles de son pays que par Christine Ockrent dans le journal télévisé. Sonia Devillers expliquait ainsi : *" [Wajdi Mouawad] reste hanté par la guerre, il ne vit qu'à travers la hantise de la guerre à une époque où il n'y avait ni téléphone portable, ni réseaux sociaux, ni chaîne d'information continue. La seule source d'information pour cette famille étant alors le 20 heures de Christine Ockrent à travers laquelle il fait revivre sa propre histoire. Wajdi Mouawad lui fait dire quelques mots sur sa propre mère, des phrases très belles qui font réfléchir à une forme de déshumanisation quand on raconte la vie des victimes de la guerre en général, en plus de raconter comment on médiatise à l'époque une guerre, telle que celle du Liban. "*

Jean-Jacques Servan-Schreiber.

Christine Angot.

Jean-François Revel.

Sylvain Rakotoarison (21 avril 2024)

<http://www.rakotoarison.eu>

Pour aller plus loin :

Dominique Baudis.

Frédéric Mitterrand.

Philippe Alexandre.

Alain Duhamel.



<https://rakotoarison.over-blog.com/article-sr-20240424-christine-ockrent.html>

<http://rakotoarison.hautetfort.com/archive/2024/04/12/article-sr-20240424-christine-ockrent.html>



Les experts du soir - jeudi 25 avril



Ce jeudi 25 avril, Emmanuel Lechypre, éditorialiste BFM Business, Hedwige Chevrillon, journaliste BFM Business, Matthieu Pechberty, journaliste BFM Business, Pauline Tattevin, journaliste BFM Business, Bruno Grandjean, président du directoire de REDEX, Bruno Coquet, chercheur associé à l'OFCE, et **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, étaient les invités dans Les experts du soir dans l'émission Good Evening Business présentée par Thomas Sasportas et Audrey Tcherkoff. Good Evening Business est à voir ou écouter du lundi au jeudi sur BFM Business.

Voir plus



Good Evening Business : 19h/20h – jeudi 25 avril



Good Evening Business : 19h/20h – jeudi 25 avril

Jeudi 25 avril, Thomas Sasportas et Audrey Tcherkoff ont reçu Emmanuel Lechypre, éditorialiste BFM Business, Hedwige Chevrillon, journaliste BFM Business, Matthieu Pechberty, journaliste BFM Business, Etienne Bracq, journaliste BFM Business, Pauline Tattevin, journaliste BFM Business, Jean-Baptiste Huet, journaliste BFM Business, Bruno Grandjean, président du directoire de REDEX, Bruno Coquet, chercheur associé à l'OFCE, et **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, dans l'émission Good Evening Business

sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast. Autres épisodes

Jeudi 25 avril, Thomas Sasportas, Audrey Tcherkoff et Hedwige Chevrillon ont reçu Thierry Laborde, directeur général délégué chez BNP Paribas, Emmanuel Lechypre, éditorialiste BFM Business, Hedwige Chevrillon, journaliste BFM Business, Matthieu Pechberty, journaliste BFM Business, Etienne Bracq, journaliste BFM Business, Pauline Tattevin, journaliste BFM Business, Jean-Baptiste Huet, journaliste BFM Business, Bruno Grandjean, président du directoire de REDEX, Bruno Coquet, chercheur associé à l'OFCE, et **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, dans l'émission Good Evening Business sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast.

Jeudi 25 avril, Hedwige Chevrillon, Thomas Sasportas et Audrey Tcherkoff ont reçu Jean-Baptiste Huet, journaliste BFM Business, Étienne Bracq, journaliste BFM Business, Thierry Laborde, directeur général délégué chez BNP Paribas, Matthieu Pechberty, journaliste BFM Business, Emmanuel Lechypre, éditorialiste économique BFM Business, et Pauline Tattevin, journaliste BFM Business, dans l'émission Good Evening Business sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast.

Thierry Laborde, directeur général délégué chez BNP Paribas, était l'invité de Hedwige Chevrillon dans Good Evening Business, ce jeudi 25 avril. Ils sont revenus sur les résultats pour le premier trimestre de la banque commerciale française qui est supérieur aux attentes sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au vendredi et réécoutez la en podcast.

Thierry Laborde, directeur général délégué chez BNP Paribas, était l'invité de Hedwige Chevrillon dans Good Evening Business, ce jeudi 25 avril. Ils sont revenus sur les résultats pour le premier trimestre de la banque commerciale française qui est supérieur aux attentes sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au vendredi et réécoutez la en podcast.

Mercredi 24 avril, Thomas Sasportas, Audrey Tcherkoff et Hedwige Chevrillon ont reçu Pauline Tattevin, journaliste BFM Business ; Étienne Bracq, journaliste BFM Business ; Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique ; Guillaume Poitrinal, cofondateur de W.O.2, promoteur immobilier bas carbone ; Emmanuel Lechypre, éditorialiste économique BFM Business et Jean Pastor, délégué syndical CGT du groupe Casino et porte-parole de l'intersyndical ; Frédéric

Simottel, éditorialiste BFM Business ; Jean-Marc Sylvestre, éditorialiste à Atlantico ; Franck Dedieu, directeur adjoint de la rédaction de Marianne, et Benjamin Coriat, professeur de sciences économiques à Paris 13, dans l'émission Good Evening Business sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast.

Mercredi 24 avril, Thomas Sasportas et Audrey Tcherkoff ont reçu Pauline Tattevin, journaliste BFM Business ; Frédéric Simottel, éditorialiste BFM Business ; Étienne Bracq, journaliste BFM Business ; Jean-Marc Sylvestre, éditorialiste à Atlantico ; Franck Dedieu, directeur adjoint de la rédaction de Marianne, et Benjamin Coriat, professeur de sciences économiques à Paris 13, dans l'émission Good Evening Business sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast.

Mercredi 24 avril, Thomas Sasportas, Audrey Tcherkoff ont reçu Pauline Tattevin, journaliste BFM Business ; Étienne Bracq, journaliste BFM Business ; Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique ; Guillaume Poitrinal, cofondateur de W.O.2, promoteur immobilier bas carbone ; Emmanuel Lechypre, éditorialiste économique BFM Business et Jean Pastor, délégué syndical CGT du groupe Casino et porte-parole de l'intersyndical, dans l'émission Good Evening Business sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast.

Guillaume Poitrinal, cofondateur de W.O.2, promoteur immobilier bas carbone, était l'invité de Hedwige Chevrillon dans Good Evening Business, ce mercredi 24 avril. Il s'est penché sur les propositions de Bercy à propos du plan d'action "simplification" sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au vendredi et réécoutez la en podcast.

Guillaume Poitrinal, cofondateur de W.O.2, promoteur immobilier bas carbone, était l'invité de Hedwige Chevrillon dans Good Evening Business, ce mercredi 24 avril. Il s'est penché sur les propositions de Bercy à propos du plan d'action "simplification" sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au vendredi et réécoutez la en podcast.



Good Evening Business : Partie 2 - 25/04

Ce jeudi 25 avril, Emmanuel Lechypre, éditorialiste BFM Business, Hedwige Chevrillon, journaliste BFM Business, Matthieu Pechberty, journaliste BFM Business, Étienne Bracq, journaliste BFM Business, Pauline Tattevin, journaliste BFM Business, Jean-Baptiste Huet, journaliste BFM Business, Bruno Grandjean, président du directoire de REDEX, Bruno Coquet, chercheur associé à l'OFCE, et **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, étaient les invités dans la deuxième partie de l'émission Good Evening Business présentée par Guillaume Paul, Audrey Tcherkoff et Hedwige Chevrillon. Good Evening Business est à voir ou écouter du lundi au jeudi sur BFM Business.

[Voir plus](#)



L'intégrale du Good Evening Business du jeudi 25 avril

L'intégrale du Good Evening Business du jeudi 25 avril Jeudi 25 avril, Thomas Sasportas, Audrey Tcherkoff et Hedwige Chevrillon ont reçu Thierry Laborde, directeur général délégué chez BNP Paribas, Emmanuel Lechypre, éditorialiste BFM Business, Hedwige Chevrillon, journaliste BFM Business, Matthieu Pechberty, journaliste BFM Business, Etienne Bracq, journaliste BFM Business, Pauline Tattevin, journaliste BFM Business, Jean-Baptiste Huet, journaliste BFM Business, Bruno Grandjean, président du directoire de REDEX, Bruno Coquet, chercheur associé à l'OFCE, et **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, dans l'émission Good Evening Business sur BFM Business. Retrouvez l'émission du lundi au jeudi et réécoutez la en podcast.



Macron avertit, l'Europe est "mortelle" - 25/04



On est à 45 jours des élections européennes. Aujourd'hui, Emmanuel Macron a prononcé son discours sur l'Europe à la Sorbonne, alors que la majorité est en difficulté dans les sondages. Ce discours a évidemment suscité beaucoup de réaction du côté des partis de l'opposition. On en parle avec : Ulysse Gosset, éditorialiste politique internationale BFMTV. Et Guillaume Klossa, ancien Sherpa au conseil européen.



« Emmanuel Macron continue de croire dans la plus-value du projet européen, à condition que celui-ci franchisse un nouveau cap »

Avec son discours, jeudi, à la Sorbonne, le chef de l'Etat cherche à inspirer autant que possible le programme de travail de la prochaine Commission européenne dans l'idée de renforcer les contours d'une « Europe puissance » à même de défendre ses intérêts, analyse Philippe Ricard, journaliste au « Monde », dans sa chronique. Le décor, dans le grand amphithéâtre de la Sorbonne, n'est certes pas celui d'un meeting électoral : Emmanuel Macron assure avoir endossé ses habits de chef d'Etat pour prononcer son discours sur l'Europe, jeudi 25 avril, se défendant d'entrer en campagne, à moins de deux mois du scrutin du 9 juin. Le choix du lieu devait inscrire cette nouvelle adresse dans la continuité de celle prononcée au début de son premier mandat, au même endroit, en septembre 2017.

A l'époque, le président français fraîchement élu avait cherché à convaincre de la nécessité pour le continent de défendre sa « souveraineté », voire son « autonomie stratégique ». Un diagnostic diversement apprécié hors des frontières, mais validé depuis par la pandémie de Covid et le retour de la guerre aux frontières de l'Union. Sept ans plus tard, Emmanuel Macron devait appeler à préciser les contours d'une « Europe puissance » à même de défendre ses intérêts dans un monde de plus en plus hostile, à l'heure où l'invasion russe de l'Ukraine et la rivalité sino-américaine menacent le continent de déclassement.

Si l'intention de peser dans les débats électoraux est évidente, au moment où la liste du camp présidentiel candidate aux élections européennes est largement distancée, dans les sondages, par celle du Rassemblement national, le regard du chef de l'Etat veut se porter au-delà de ce seul enjeu. Dans son esprit, il s'agit d'inspirer autant que possible ce que les dirigeants des Vingt-Sept appellent leur « agenda stratégique » pour la législature à venir, ou, plus prosaïquement, le programme de travail de la prochaine Commission de Bruxelles, que sa présidente, Ursula von der Leyen, soit confirmée ou pas à son poste dans la foulée du scrutin de juin.

Face à la tentation du repli portée par les partis d'extrême droite, Emmanuel Macron continue de croire dans la plus-value du projet européen, à condition que celui-ci franchisse un nouveau cap, pour tenter de peser dans le monde. Personne ne le conteste : l'urgence est réelle tant l'environnement est devenu hostile.

« Question longtemps taboue »

« L'ordre de l'après-guerre froide est mort et enterré. La Russie est une menace directe, tandis que l'investissement des Etats-Unis en Europe, notre principal allié et protecteur, peut à nouveau décliner. Parallèlement, la Chine entend établir son propre ordre mondial », constate Guillaume Klossa, initiateur d'un récent rapport collectif transmis aux dirigeants européens pour préparer les rendez-vous à venir. Des réalités de plus en plus patentes, qui mettent toujours plus à nu les vulnérabilités du continent.

« Le discours arrive au bon moment au niveau européen, car la question de l'Europe puissance a longtemps été taboue, ou considérée comme très française », veut croire Guillaume Klossa, Mais, d'après lui, « il vaudrait mieux parler de “puissance européenne”, plus neutre que l’“Europe puissance”, qui renvoie essentiellement à l'Europe de la sécurité et de la défense ». « Le sujet doit aujourd'hui être élargi à toutes les dimensions de la puissance : le volet géopolitique, bien sûr, le développement technologique, la production de biens communs essentiels (santé, énergie, climat, infrastructures) et la puissance démocratique », observe-t-il.

Le chantier s'annonce vaste. En 2017, Emmanuel Macron s'était agacé de la non-réponse de la chancelière Angela Merkel, alors empêtrée dans la formation d'une coalition, à son premier discours de la Sorbonne. Cette fois, rien ne dit qu'Olaf Scholz sera plus réceptif, tant les relations entre Paris et Berlin sont tendues. Et tant le dirigeant allemand s'appuie sur l'allié américain pour protéger la sécurité continentale, comme une bonne partie de ses homologues d'Europe centrale, balte ou scandinave.

Convaincre les partenaires continentaux

« Le concept de souveraineté européenne a progressé, même en Allemagne », constate la politologue allemande Daniela Schwarzer. Avec ce qui se passe en Ukraine et le soutien massif des Etats-Unis, la difficulté est cependant de ne pas alimenter le soupçon que l'Europe puissance soit pensée pour faire concurrence à l'Alliance atlantique,



tout en préparant l'Europe à l'élection de Trump, qui risque d'affaiblir ce lien. » A charge pour le chef de l'Etat français de convaincre aussi l'ensemble de ses partenaires continentaux que l'Europe puissance n'est pas la simple déclinaison d'une puissance française elle-même sur le déclin.

La guerre entre Israël et le Hamas, surtout révélatrice de l'impuissance européenne, donne une idée de l'ampleur de la tâche avant un éventuel sursaut européen. Puissance économique et humanitaire, mais nain politique, l'Europe est incapable de peser dans le conflit israélo-palestinien tant les divergences entre ses capitales, mais aussi entre les dirigeants des instances communautaires, sont profondes.

Pour le continent, la guerre en Ukraine constitue l'autre grand défi du moment, tandis que la Russie a repris l'initiative sur le terrain militaire et peut miser sur une possible victoire de Donald Trump, en novembre, aux Etats-Unis, afin d'espérer sanctuariser ses gains territoriaux sur le plan diplomatique.

« Un retour de Trump pourrait conduire à une entente Moscou-Washington qui aurait pour conséquence de voir s'installer un “directoire ” entre les Grands – achevant de confiner l'isthme européen dans un statut de subordination ou de marginalisation », écrit Michel Duclos, dans un récent essai intitulé *Diplomatie française* (Alpha, 256 pages, 8 euros). Et même si Joe Biden parvenait à se faire réélire, la partie serait encore loin d'être gagnée pour le Vieux Continent.

« Une victoire russe en Ukraine signifierait un jour ou l'autre d'autres guerres provoquées par la Russie en Europe ; mais, même si la Russie devait reculer en Ukraine, elle restera dans une posture agressive. Cela signifie en réalité une Europe plus ou moins en état de siège pour au moins une décennie », observe Michel Duclos dans son essai. Un « état de siège » qui réduirait de fait les marges de manœuvre de l'Europe puissance. Et la condamnerait à vivre encore longtemps dans la dépendance des Etats-Unis et sous la menace de la Russie.



Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "On a besoin d'un esprit bâtisseur", affirme Guillaume Klossa (ancien sherpa au Conseil européen)

Emmanuel Macron a prononcé un discours pour une Europe "plus souveraine et plus puissante" ce jeudi à la Sorbonne. Le président de la République souhaite notamment que l'Europe lance "une vraie coordination sur l'immigration" et un nouveau "choc" "d'investissements communs"

Sur le même sujet



1:56

Sciences Po Paris: un nouveau blocus en cours devant l'école pour réclamer un cessez-le-feu à Gaza



1:20

Élections européennes: Raphaël Glucksmann, tête de liste PS/Place publique, pourrait être la surprise du scrutin



3:22

ÉDITO - Européennes: "Jordan Bardella est un drôle de candidat (...) quand ça l'arrange il en fait des tonnes, quand ça se corse il se débîne"



1:06

Airbus: un trimestre solide



1:22

Les parents peuvent-ils fouiller le portable de leurs enfants, comme le suggère la secrétaire d'État Sabrina Agresti-Roubache?



51:18

Kendji dit avoir voulu simuler un suicide - 25/04



31:04

Nadine Crinier, Olivier Balva et Abdelhamid Faddeoui, invités de Ile-de-France Politiques, revoir l'émission



en lecture

Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "On a besoin d'un esprit bâtisseur", affirme Guillaume Klossa (ancien sherpa au Conseil européen)



1:32

Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "C'est la première fois que le président intervient dans cette campagne [des européennes]", note Ulysse Gosset (éditorialiste politique internationale BFMTV)



14:56

Macron avertit, l'Europe est "mortelle" - 25/04



51:18

Kendji dit avoir voulu simuler un suicide - 25/04



30:55

Embauches en Île-De-France : Des difficultés insurmontables ?

 28:01

Islamophobie dans le Rhône : Comment endiguer ce fléau ?

 40:36

Story 3 : Kendji Girac, simulation ou tentative de suicide ? - 25/04



Emmanuel Macron appelle à des investissements massifs pour stopper le décrochage de l'Europe



« Nous devons revoir notre modèle de croissance », a martelé Emmanuel Macron ce jeudi dans son discours sur l'Europe prononcé à la Sorbonne. (Christophe PETIT TESSON/POOL/AFP)

L'Europe risque d'être « fragilisée, voire reléguée » dès la prochaine décennie si elle n'investit pas « massivement » dans les industries d'avenir. C'est le message qu'a envoyé Emmanuel Macron ce jeudi, dans un discours en forme de feuille de route pour la prochaine mandature de l'Union européenne qui démarrera au lendemain des élections du 9 juin.

« Nous devons revoir notre modèle de croissance », a martelé le chef de l'Etat, n'hésitant pas à brosser un tableau anxiogène de l'économie européenne. Le PIB par habitant de l'UE n'a augmenté que de 30 % en trente ans, deux fois moins qu'aux Etats-Unis, a pointé Emmanuel Macron, reprenant le diagnostic du rapport d'Enrico Letta remis aux Vingt-Sept.

Les Etats-Unis et la Chine « ne respectent pas les règles »

Washington et Pékin « sur-subventionnent » leurs entreprises et « ont décidé ne plus respecter les règles du commerce ». « Le risque, c'est que l'Europe connaisse le décrochage », plongeant le Vieux Continent dans « l'appauvrissement ». Or dans les secteurs porteurs comme l'hydrogène, les batteries pour véhicules électriques ou les semi-conducteurs, « la réallocation des facteurs de production se joue maintenant, dans les cinq ans qui viennent ».

« Le diagnostic du décrochage résonne bien auprès des acteurs économiques qui se sentent souvent délaissés par l'UE, insuffisamment compris, décrypte **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**. Parce qu'il a fallu agir dans l'urgence des crises à répétition ces dernières années, beaucoup de mesures européennes ont été prises sans une concertation préalable suffisante. L'extrême droite l'a bien compris et tente de percer dans ces milieux. »

Doubler l'investissement public

Il faudrait « entre 650 et 1.000 milliards d'euros » d'investissements publics et privés supplémentaires par an dans l'Union européenne, pour financer les industries d'avenir et

rattraper notre « retard » par rapport aux Etats-Unis et à la Chine. Cet argent frais viendra en partie du secteur public.

Emmanuel Macron a de nouveau demandé « un grand plan d'investissement collectif, budgétaire » pour au moins doubler l'investissement public des Vingt-Sept. Notamment grâce à des ressources propres pour l'UE issues de la taxe carbone aux frontières, d'une taxe sur les transactions financières ou de prélèvements sur les bénéfices des multinationales.

« Le constat du président Macron est le bon, commente sur X (ex-Twitter) Neil Makaroff, directeur de Strategic Perspectives. L'Europe peut mourir sans une stratégie industrielle européenne solide soutenue par des investissements publics massifs. »

« Dérogation à la libre concurrence »

Mais cette vision se heurte au scepticisme de nombreuses capitales européennes.

« Cette proposition de la France supposerait très certainement de lancer un nouvel emprunt européen, sur le modèle du plan de relance post-Covid. Elle est pour l'instant rejetée par l'Allemagne, les pays nordiques et certains Etats d'Europe centrale et orientale », rappelle Yann Wernert, du Jacques-Delors Centre de Berlin.

Une autre proposition du chef de l'Etat risque d'être mal accueillie : « Nous devons assumer des règles différentes pour la politique industrielle et la politique de concurrence. Nous devons insérer dans nos traités la préférence européenne dans les secteurs stratégiques, la défense et le spatial ». Il évoque aussi une « dérogation à la libre concurrence pour soutenir les secteurs clés en transition, sur l'intelligence artificielle, sur les technologies vertes ».

Emmanuel Macron identifie cinq secteurs stratégiques dans lesquels l'Europe pourrait « devenir leader mondial d'ici à 2030 » : l'intelligence artificielle, l'informatique quantique, l'espace, les biotechnologies et les nouvelles énergies (y compris le nucléaire). Il réitère son soutien à un emprunt européen spécifique pour renforcer l'industrie de défense, une proposition de la Première ministre estonienne, Kaja Kallas .

Changer le mandat de la BCE

Pour mobiliser l'argent privé, le président souhaite qu'un accord sur l'union des marchés des capitaux aboutisse d'ici à « douze mois, pas plus ». Un objectif ambitieux quand on sait que la négociation a démarré il y a près de dix ans, et qu'elle n'a que peu avancé lors du dernier Conseil européen à Bruxelles.

Emmanuel Macron a critiqué la politique monétaire européenne qui se focalise sur la maîtrise de l'inflation. Le mandat de la Banque centrale devrait également comporter « des objectifs de croissance et de décarbonation », selon lui. Un débat long et complexe s'annonce avec les dix-neuf autres pays membres de la zone euro sur ce sujet.

Réviser les règles bancaires

Enfin le président demande la révision des règles prudentielles de Bâle et Solvency, qui régissent le secteur des banques et des assurances, pour « remettre de la culture de risque » dans l'épargne européenne et la rediriger vers les entreprises.

Emmanuel Macron estime que les banques américaines n'ont pas les mêmes contraintes que leurs concurrentes du Vieux Continent, ce qui leur permet de mieux financer l'économie.



Nouveau : découvrez nos offres Premium !

Vos responsabilités exigent une attention fine aux événements et rapports de force qui régissent notre monde. Vous avez besoin d'anticiper les grandes tendances pour reconnaître, au bon moment, les opportunités à saisir et les risques à prévenir. C'est précisément la promesse de nos offres PREMIUM : vous fournir des analyses exclusives et des outils de veille sectorielle pour prendre des décisions éclairées, identifier les signaux faibles et appuyer vos partis pris. N'attendez plus, les décisions les plus déterminantes pour vos succès 2024 se prennent maintenant !

Je découvre les offres



Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "On a besoin d'un esprit bâtisseur", affirme Guillaume Klossa (ancien sherpa au Conseil européen)

Politique en vidéo Signaler

par BFMTV

Signaler

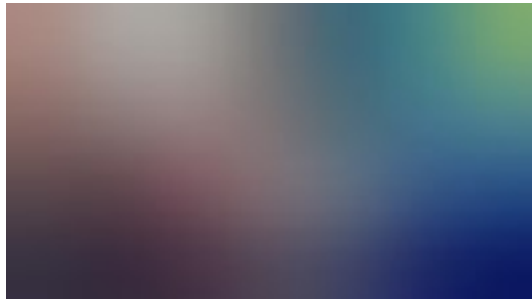
Emmanuel Macron a prononcé un discours pour une Europe "plus souveraine et plus puissante" ce jeudi à la Sorbonne. Le président de la République souhaite notamment que l'Europe lance "une vraie coordination sur l'immigration" et un nouveau "choc" "d'investissements communs"

Vidéo suivante dans 5 secondes

Signaler une vidéo illicite Autres vidéos Lecture automatique

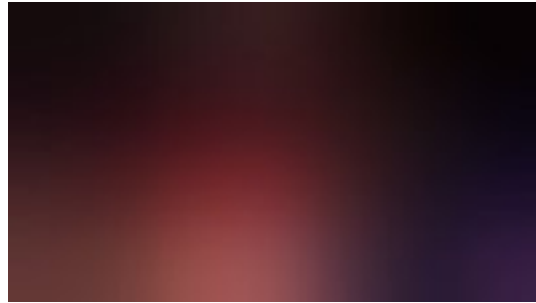
OuiNon

- Tous publics



ÉDITO - Discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe: "L'entourage du président de la République essaie de faire gober à tout le monde que ce n'était pas un discours de campagne, mais de chef d'État"

- Tous publics



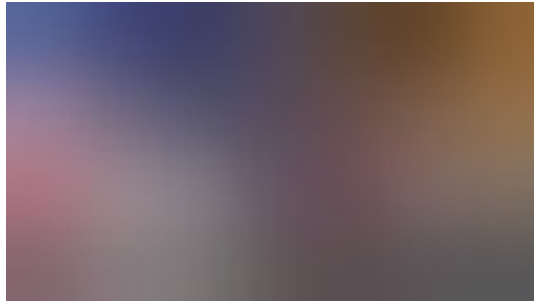
Emmanuel Macron interrompu par des étudiants dès le début de son discours sur l'Europe à La Haye, avant d'être évacués par les services de sécurité

- Tous publics



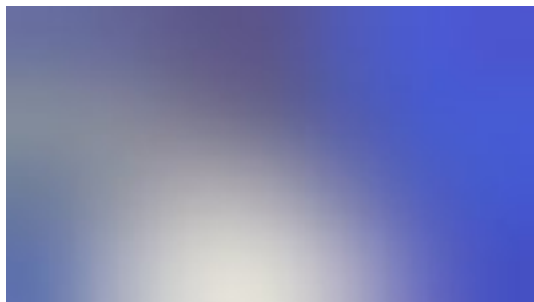
REPLAY - Revivez le discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron à la Sorbonne

- Tous publics



Valérie Hayer : «C'est en renforçant l'Europe que nous soutiendrons davantage encore les Français»

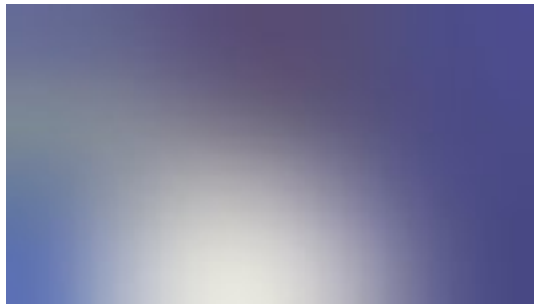
- Tous publics





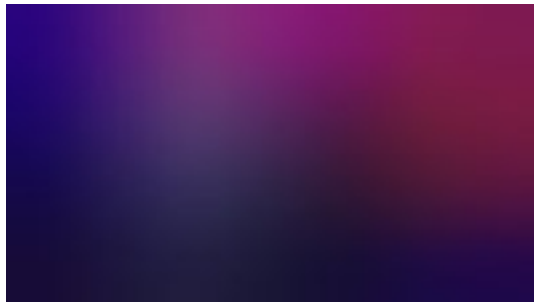
Ce qu'il faut retenir du discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe

- Tous publics



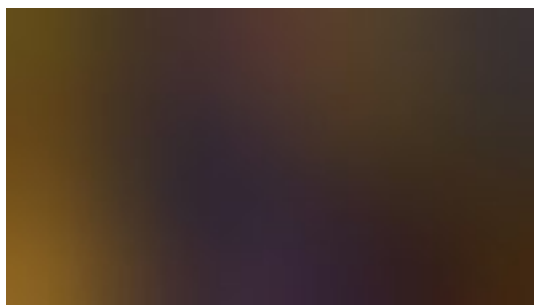
Discours d'Emmanuel Macron sur l'Europe à la Sorbonne: "Nous n'avons pas tout réussi, il faut être lucide" - "Malgré les crises, jamais l'Europe n'a autant avancé"

- Tous publics



Discours sur l'Europe d'Emmanuel Macron: "C'est la première fois que le président intervient dans cette campagne [des européennes]", note Ulysse Gosset (éditorialiste politique internationale BFMTV)

- Tous publics



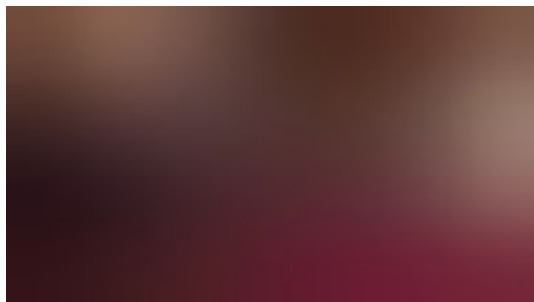
Geoffroy Lejeune : «Son discours est intelligent et diabolique»

- Tous publics



Discours de Macron sur l'Europe: "Il se rêve en président jupitérien de l'Europe", estime Ciotti

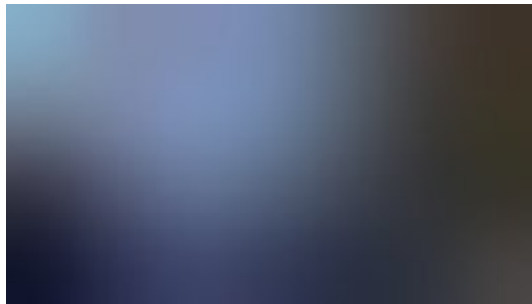
- Tous publics





Macron : "Nous aurons besoin d'une Europe plus efficace, plus démocratique, plus politique"

- Tous publics



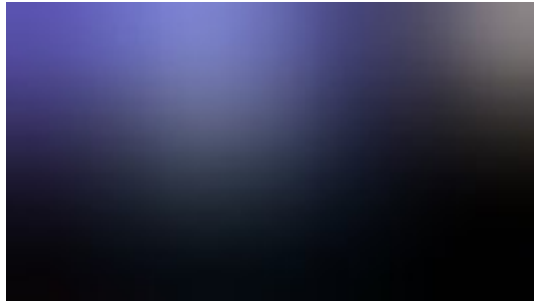
Nicolas Doze VS Jean-Marc Daniel: Faut-il croire à la relance de l'Europe ? - 27/09

- Tous publics



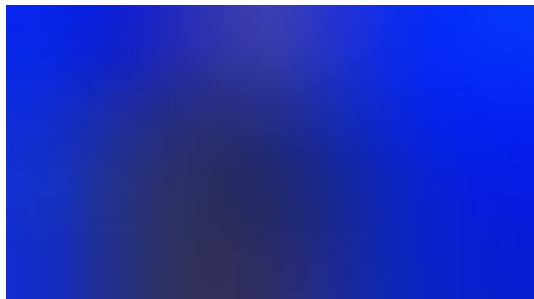
"Notre Europe, aujourd'hui, est mortelle, elle peut mourir", selon Macron

- Tous publics



"Notre Europe peut mourir", avertit Emmanuel Macron, qui appelle à "faire des choix maintenant"

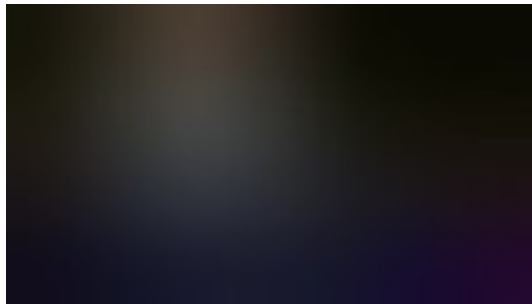
- Tous publics





Erik Tegnér : «Ce discours est un échec de communication, Emmanuel Macron a échoué»

- Tous publics



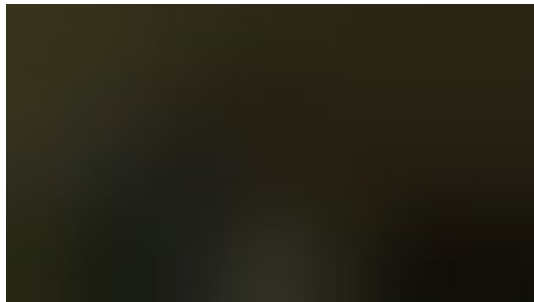
Emmanuel Macron qualifié de "président de la violence et de l'hypocrisie" par des manifestants à La Haye, aux Pays-Bas

- Tous publics



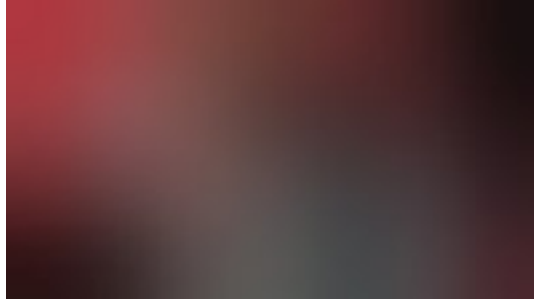
Pays-Bas: Emmanuel Macron interpellé au début de son discours à La Haye par des manifestants

- Tous publics



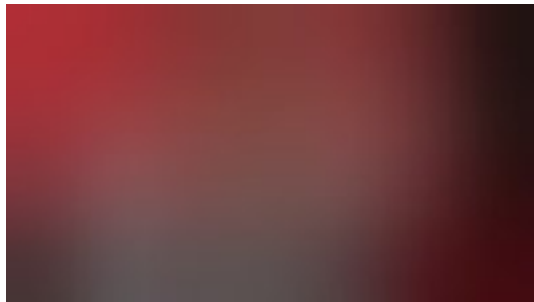
Macron interrompu par des manifestants au début d'un discours à La Haye

- Tous publics



Daniel Cohn-Bendit au micro de Nicolas Demorand

- Tous publics



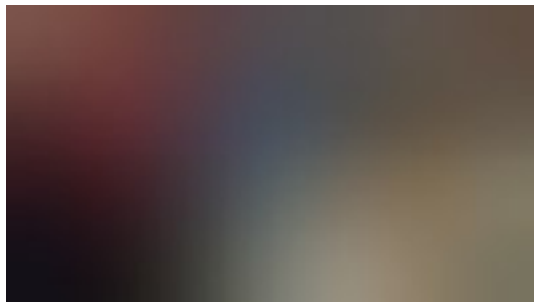
Daniel Cohn-Bendit et Eric Coquerel répondent aux auditeurs dans Interactiv'

- Tous publics



Les forces nucléaires françaises "contribuent" à la sécurité de l'Europe (Macron)

- Tous publics



Salon de l'agriculture : l'itinérance d'Emmanuel Macron

- Tous publics



«Président de la violence et de l'hypocrisie» : Emmanuel Macron interrompu lors d'un discours aux Pays-Bas

- Tous publics





Judith Waintraub : «J'ai trouvé des inflexions positives notables»

- Tous publics



Ukraine: "La division de l'Europe est un des buts de guerre de la Russie", selon Macron
Vos réactions doivent respecter nos CGU.



- 08:18
Sports - NBA (play-offs) : Les Lakers presque éliminés, Philadelphia et Orlando se relancent
 - 08:18
Monde - "Plutôt mourir qu'aller au Rwanda": la peur de migrants au Royaume-Uni
 - 08:17
Faits divers - Val-de-Marne : une école utilisée comme plaque tournante par des trafiquants de drogue
 - 08:15
Monde - Les Indiens appelés aux urnes sous une chaleur caniculaire
 - 08:00
Auto - La Grande Collecte du Sport : et si on donnait une seconde vie à notre vélo ?
- Météo nationale



Europe : “Notre modèle n’est plus soutenable” (2) - 25/04

BFM 19.29 DIRECT
BUSINESS

LES THÈMES

DISCOURS DE LA SORBONNE
"Notre Europe peut mourir" avertit Emmanuel Macron

MARCHÉS DE CAPITALAUX
Les mesures clés de Christian Noyer, ex-gouverneur de la Banque de France

CHÔMAGE
Les chiffres continuent de stagner

EUROPE : "NOTRE MODÈLE N'EST PLUS SOUTENABLE"

Barclays Le bénéfice chute de 12% au T1 à 2,6 milliards d'euros.

DOW JONES 38 005,91^{pts} -1,18%

MCDONALD'S 278,52\$ +0,64%

Téléchargez l'application BFM Business
Actualité économique
Replay et podcast

Ce jeudi 25 avril, Bruno Grandjean, président du directoire de REDEX, Bruno Coquet, Chercheur associé à l'OFCE, et **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, sont revenus sur le discours de la Sorbonne d'Emmanuel Macron avertissant que l'Europe pouvait mourir, dans l'émission Good Evening Business présentée par Thomas Sasportas et Audrey Tcherkov. Good Evening Business est à voir ou écouter du lundi au vendredi sur BFM Business.



Guillaume Klossa : "L'Europe ne se vit plus qu'au présent alors qu'elle devrait se projeter dans sa puissance future pour ne pas se laisser distancer"

Les drapeaux des pays membres de l'Union européenne devant le Parlement européen.



©FREDERICK FLORIN / AFP
Europe 2040

Le président **d'EuropaNova**, **Guillaume Klossa**, et une douzaine de personnalités viennent de remettre un rapport à la présidence belge du Conseil de l'UE sur la transformation de l'Union européenne en puissance globale.

Guillaume Klossa

Penseur et acteur du projet européen, dirigeant et essayiste, **Guillaume Klossa** a fondé le think tank européen EuropaNova, le programme des « European Young Leaders » et dirigé l'Union européenne de Radiotélévision / eurovision. Proche du président Juncker, il a été conseiller spécial chargé de l'intelligence artificielle du vice-président Commission européenne Andrus Ansip après avoir été conseiller de Jean-Pierre Jouyet durant la dernière présidence française de l'Union européenne et sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen) pendant la dernière grande crise économique et financière. Il est coprésident du mouvement civique transnational Civico Europa à l'origine de l'appel du 9 mai 2016 pour une Renaissance européenne et de la consultation WeEuropeans (38 millions de citoyens touchés dans 27 pays et en 25 langues). Il enseigne ou a enseigné à Sciences-Po Paris, au Collège d'Europe, à HEC et à l'ENA.

Voir la bio »

Alors que le président de la République doit faire un discours de La Sorbonne II sur l'agenda stratégique européen et la puissance, le président d'EuropaNova Guillaume Klossa et une douzaine de personnalités dont l'ambassadeur de France Philippe Etienne et le mathématicien Jean-Pierre Bourguignon

co-fondatrices du Conclave, viennent de remettre un rapport à la présidence belge du Conseil de l'UE sur la transformation de l'Union en puissance « Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui. Co-construire une puissance globale, durable et responsable » (édition **EuropaNova**).

Atlantico : Le président Macron a fait savoir que la puissance serait au cœur de son discours de La Sorbonne sur l'agenda stratégique ce sujet, tandis que Mario Draghi et Ursula Von der Leyen viennent de prononcer d'importants discours sur la puissance, est-ce un phénomène de mode ?

Guillaume Klossa : Transformer l'UE en puissance globale est un enjeu existentiel. Certes la question de la transformation de l'Union européenne en puissance a longtemps été tabou. Elle est implicitement au cœur des discussions des Conseils européens depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et plus encore à l'approche de l'élection présidentielle américaine. Il est désormais clair que si l'UE ne se transforme pas rapidement en une puissance géopolitique de premier plan avec ses composantes militaire, d'armement et technologique, elle ne pourra pas soutenir dans la durée l'effort de guerre ukrainien ni même garantir sa propre sécurité. Paradoxalement, l'engagement des Etats-Unis en Europe sera d'autant plus important que Washington prendra au sérieux la volonté de puissance de Bruxelles sur les plans géopolitique, technologique et industriel. Plus que de vassaux, Washington a besoin d'alliés puissants dans un monde post-occidental. La question de la transformation de l'UE en puissance n'est donc pas un phénomène de mode mais une question vitale : soit, comme l'a fait comprendre Mario Draghi à la Hulpe, nous transformons l'UE rapidement en puissance globale avec une ambition de leadership technologique, soit nous ne serons plus en mesure de soutenir notre compétitivité dans un monde désormais fondé sur les rapports de force et la puissance technologique, et l'UE et les pays européens déclineront de manière accélérée.

Comment expliquer ce tabou de l'Europe puissance ? Quel rôle a joué la France ?

Les raisons passées de ce tabou sont multiples. Les Européens ont préféré collectivement investir dans leur modèle social plutôt que dans leur sécurité. Ils se méfiaient également du concept d'Europe puissance souvent porté par la France qu'ils soupçonnaient de volonté hégémonique. Les Allemands, au regard de leur histoire récente, préféraient sous-traiter la protection du vieux continent à l'Amérique. Les Britanniques ne souhaitaient pas que l'UE puisse se doter des attributs de la puissance. Tout cela est désormais du passé. Le discours de La Sorbonne du président Emmanuel Macron a jeté les bases d'un débat continental sur la souveraineté européenne qui était une pré-condition pour briser le tabou de puissance européenne.

Dans votre rapport « Co-construire une puissance globale, durable et responsable », vous démontrez l'existence d'un consensus en construction autour de la puissance européenne, quelles sont les causes de cette mutation ? Comment s'est-il construit ?

Aujourd'hui, la donne a changé. Avec le Brexit, le veto britannique a disparu. Après le référendum de 2016, Jean-Claude Juncker a mis le sujet de la puissance de l'UE à l'agenda en lançant une réflexion sur les industries de défense européennes et en appelant à la création d'une armée européenne. La pandémie a obligé les Européens à prendre conscience de leur solitude géostratégique et de leurs dépendances. L'invasion de l'Ukraine a constitué un tournant en accélérant la nécessaire reprise en main par les Européens de leur sécurité dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec les Etats-Unis. Le conflit entre Israël et le Hamas a constitué un choc de plus avec une UE en situation d'observateur.

Ces chocs ont engendré une évolution des opinions publiques des 27 de sorte que ce

qui était inenvisageable avant le référendum britannique de 2016 peut devenir désirable : la transformation de l'UE en une puissance globale, durable et responsable. C'est le sens d'un nouveau consensus résultant des travaux d'un groupe de 46 personnalités représentant la diversité géographique et politique de l'UE qui se sont réunies en Conclave en novembre à Cascais au Portugal. Leur rapport « *Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui* »* vient d'être remis au Premier ministre belge de Croo, président en exercice du Conseil de l'Union européenne ainsi qu'à la présidence du Conseil européen.

La montée de l'extrême-droite partout en Europe ne risque-t-elle pas de freiner cette évolution ?

Cette montée est ambiguë car l'extrême-droite semble s'europaniser comprenant que la seule manière de gagner en électorat est de mettre de côté « exit » et la sortie de l'Europe. Les citoyens ont compris que la puissance européenne était indispensable, les électeurs des extrêmes compris, mais il est clair que ces derniers feront tout pour freiner un agenda de puissance européen, c'est donc un risque de frein majeur.

Le risque de la puissance européenne n'est-il pas de singer les Etats-Unis ou la Chine ?

Pour les participants du Conclave, l'enjeu n'est pas de copier les superpuissances, mais de bâtir avec les citoyens de l'Union une grande puissance démocratique, multinationale et plurilingue, qui au-delà de ses compétences en matière normative et de commerce, développe des compétences renforcées dans tous les domaines stratégiques comme la science et la technologie et tous les secteurs clés pour l'avenir dont l'environnement, la santé, la défense et le spatial qui doivent bénéficier d'un marché unique enfin achevé permettant à toute entreprise de se projeter à l'échelle de l'Union dès sa naissance. Une UE qui renforce ses capacités de décision, d'exécution et de financement et change d'état d'esprit pour se transformer, tirer parti de sa taille et démontrer sa capacité d'accélération dans un monde qui ne l'attend pas. Cette Union transformée doit garantir la sécurité et la cybersécurité des 27 Etats membres et de son environnement proche tout en les aidant à produire les nouveaux biens communs attendus par les citoyens de l'Union en termes de démocratie, d'éducation, de climat, d'agriculture, d'infrastructures énergétique et numérique et de culture... qu'aucun Etat membre ne peut produire seul. Cette puissance européenne devra faire preuve d'empathie et de responsabilité pour assumer un rôle clé dans le nécessaire apaisement des tensions internationales. La transformation de l'Union en puissance de nouvelle génération s'appuyant sur un véritable espace démocratique transnational et plurilingue rendu possible par les progrès de l'IA est aujourd'hui une ambition envisageable pour les citoyens.

Mario Draghi dans son discours de la Hulpe la semaine dernière et Ursula von der Leyen, ce lundi, ont repris vos propositions dans leurs propos, le président de la République a annoncé que son discours de La Sorbonne porterait sur la puissance, quel est l'enjeu d'inscrire la puissance européenne au cœur du débat public maintenant ?

La campagne européenne porte aujourd'hui essentiellement sur l'actualité alors que ce qui se joue, c'est l'avenir. La question de la transformation de l'UE en puissance est la question existentielle à laquelle les Européens doivent répondre. Elle doit être au cœur des débats électoraux européens. Il est également crucial que l'ambition de transformer l'UE inspire le nouvel agenda stratégique 2024-2029 qu'adopteront en juin prochain les chefs d'Etat et de gouvernement des 27. Cet agenda qui déterminera le programme de travail des trois institutions de l'Union que sont le Parlement, le Conseil et la Commission, façonnera l'Europe du futur et donc celle de 2040. Plus que jamais pour les Européens, demain se joue dès aujourd'hui.

Le rapport « Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui – co-construire une puissance globale, durable et responsable » a été écrit sous la responsabilité du board du Conclave comprenant, outre Guillaume Klossa, coordinateur du rapport, une douzaine de personnalités dont Étienne Davignon et Antonio Vitorino, anciens commissaires européens, les ambassadeurs d'Italie, de France et de Slovénie, Piero Benassi, Philippe Etienne et Peter Grk, Jean-Pierre Bourguignon, ancien président du Conseil européen de la Recherche, les professeurs Aart de Geus, ancien SGA de l'OCDE, Maria Joao Rodrigues, négociatrice du traité de Lisbonne, Grégoire Roos, directeur de programme à la Fondation BMW, Daniela Schwarzer, administratrice de la fondation Bertelsmann, Loukas Tsoukalis, président d'ELIAMEP, professeur à Sciences-Po Paris ainsi que la directrice générale de Re-Imagine Europa, Erika Von Holstein.



Mots-Clés Thématiques Guillaume Klossa

Penseur et acteur du projet européen, dirigeant et essayiste, Guillaume Klossa a

fondé le think tank européen EuropaNova, le programme des « European Young Leaders » et dirigé l'Union européenne de Radiotélévision / eurovision. Proche du président Juncker, il a été conseiller spécial chargé de l'intelligence artificielle du vice-président Commission européenne Andrus Ansip après avoir été conseiller de Jean-Pierre Jouyet durant la dernière présidence française de l'Union européenne et sherpa du groupe de réflexion sur l'avenir de l'Europe (Conseil européen) pendant la dernière grande crise économique et financière. Il est coprésident du mouvement civique transnational Civico Europa à l'origine de l'appel du 9 mai 2016 pour une Renaissance européenne et de la consultation WeEuropeans (38 millions de citoyens touchés dans 27 pays et en 25 langues). Il enseigne ou a enseigné à Sciences-Po Paris, au Collège d'Europe, à HEC et à l'ENA.

Voir la bio »

Le secteur de l'emploi à domicile face au défi démographique

Type de contenu:

Sponsorisé par Une organisation ou une personne a payé pour être associée à ce travail mais ne l'a pas approuvé ou revu.



C'est un secteur peu connu, presque invisible alors qu'il emploie en France plus de 1,3 million de salariés et qu'à l'échelle de l'Union européenne, plus de 12 millions de personnes prennent soin quotidiennement de proches malades, âgés ou en situation de handicap. [shutterstock_1079107034]

Euractiv fait partie de The Trust Project >>>

Alors que la population européenne âgée de plus de 80 ans atteindra 37 millions d'individus d'ici 2030, le secteur de l'emploi à domicile fait le point sur cet enjeu crucial à quelques semaines d'un scrutin européen décisif en matière sociale.

C'est un secteur peu connu, presque invisible alors qu'il emploie en France plus de 1,3 million de salariés et qu'à l'échelle de l'Union européenne, plus de 12 millions de personnes prennent soin quotidiennement de proches malades, âgés ou en situation de handicap. Pour mettre la lumière sur cet acteur de l'économie, la Fédération des particuliers employeurs de France (FEPEM) a organisé une conférence à quelques semaines des élections européennes.

« Ce sera un mandat clé » estime sans détour Marie-Béatrice Levaux, présidente en charge de la stratégie sectorielle de cette fédération mais aussi d'EFFE, la Fédération européenne des emplois et de la famille, devant un parterre de représentants des listes françaises pour le scrutin européen du 9 juin.

« Force est de constater que l'Union européenne et les États membres sont relativement en retard par rapport à la prise de conscience du défi de la transition démographique. »

En effet, à la fin du prochain mandat, les prévisions estiment que les plus de 80 ans seront quasiment au nombre de 37 millions sur le vieux continent. Alors que la population européenne souhaite très majoritairement résider aussi longtemps que possible à son domicile, la FEPEM estime qu'en France, il faut créer 800 000 emplois dans les prochaines années. Et des centaines de milliers d'autres à l'échelle des 27 pays européens.

Besoins de financement du secteur de l'emploi à domicile

Pour appréhender cette transition démographique, les représentants du secteur de l'emploi à domicile appellent à plus de financements européens. Une demande appuyée par Daniel Guiraud, représentant de la liste Réveiller l'Europe (Parti socialiste et Place publique) qui propose de pérenniser le dispositif SURE. Ce mécanisme avait été mis en place pendant la crise de la Covid-19 dans le but de protéger les emplois et les revenus.

« Ce ne doit pas être un dispositif en période de crise, mais un dispositif pérenne qui doit être fléché sur des items à déterminer. Et la question de l'emploi à domicile, avec toute la disparité qu'il doit y avoir à l'échelon européen, est un vrai sujet de réflexion. »

Pour le candidat de la liste de l'Union populaire (La France Insoumise), Arash Saeidi, il faut encore aller plus loin et construire un service public de la dépendance : *« Nous voulons des établissements publics, que ce soit pour l'accueil ou le soin à domicile et ainsi, éviter l'écueil qu'on a pu avoir avec le scandale des EHPAD. »*

Socle européen des droits sociaux

Adopté en 2017, le socle européen des droits sociaux a représenté une avancée pour le secteur de l'emploi à domicile au niveau européen mais, comme le souligne Isabelle Maquet, conseillère économique à la représentation de la Commission européenne en France, *« les politiques comme la protection sociale, la santé, les salaires et l'éducation relèvent principalement des compétences des États membres, sauf dans certains domaines qui sont liés à l'égalité salariale ou la libre circulation des travailleurs qui faisaient partie déjà du traité en 1957 »*

Résultat : des situations diverses selon les pays européens et une difficulté à parvenir à une véritable politique harmonisée au niveau de l'Union européenne en matière d'emploi à domicile.

« C'est pour ça que nous sommes aussi favorables à un renforcement du rôle du Parlement européen » martèle Majdouline Sbai, représentante de la liste EELV — Les Écologistes pour le scrutin du 9 juin.

« Le Parlement est le lieu où doivent se délibérer ces futures politiques publiques pour pouvoir les accélérer. Sinon, on aura toujours des États membres qui seront réfractaires parce que leur situation régionale n'est pas adaptée à ce qu'on souhaite. »

Travailleurs nés à l'étranger

Relever le défi des besoins de la création d'emplois d'ici 2030 ne pourra pas se faire sans *« l'intégration des personnes issues de l'immigration »* rappelle Marie-Béatrice Levaux, la présidente de la FEPEM, qui souligne aussi que l'emploi à domicile a toujours été un secteur d'intégration des populations nées à l'étranger.

Une réflexion qui fait écho à un sujet central dans cette campagne pour les élections européennes.

« S'il s'agit d'intégrer des personnes qui sont en situation régulière en France, c'est formidable » souligne Alexandre Varaut, représentant de la liste Rassemblement National. *« S'il s'agit, par contre, de faire venir des migrants qui ne sont pas encore là, je ne le souhaite pas. C'est une erreur statistique de croire qu'on va régler les problèmes en faisant venir des migrants en plus, parce qu'ils ne chercheront pas spécialement à faire ces métiers-là. »*

Pourtant aujourd'hui en France, environ un quart des employés à domicile est issu de l'immigration. Et plus de 90 % sont des femmes. C'est pourquoi les représentants du secteur de l'emploi à domicile militent pour une véritable politique de professionnalisation au niveau européen.

Guillaume Klossa, président **d'Europa Nova**, estime que l'un des plus grands impensés au niveau européen concerne *« les dynamiques d'intégration sociale de ces professionnels, qui sont souvent à l'abandon, c'est-à-dire qu'il y a aussi besoin de les*

former et de les faire progresser ».

Cet article fait suite à l'évènement « Partenariat Média – Les rencontres européennes de la Fepem : l'emploi à domicile à l'heure des élections » organisé par la Fepem.



Rencontre « L'emploi à domicile à l'heure des élections européennes » (Paris)

Imprimer la liste 22/04/2024

Émis par : Fepem

D'ici à 2030, 800 000 postes seront à pourvoir en France pour couvrir les besoins de nos concitoyens à domicile. Pour notre secteur, en tension de recrutement, l'enjeu d'attractivité est au cœur de nos réflexions, lesquelles se portent aussi à l'échelle européenne, où les réponses au défi démographique seront au cœur du mandat à venir.

Dans ce cadre, la Fédération des Particuliers Employeurs de France (Fepem) organise une rencontre avec les candidats aux élections européennes, des représentants des institutions communautaires et du secteur de l'emploi à domicile, le 22 avril 2024 de 16h à 18h30.

Ils partageront à cette occasion leur expertise et leur vision afin d'éclairer le débat sur les politiques européennes d'emploi, d'accompagnement du vieillissement démographique et de cohésion sociale. Cet événement se tiendra au siège de notre partenaire [EuropaNova](#) et sera retransmis en direct sur le site de notre partenaire media, [Euractiv](#).

Lieu : au siège du Think-tank [EuropaNova](#), 64bis Avenue de New York, 75016 Paris

Inscription

Programme

Évènement animé par **Alix LE BOURDON**, journaliste Euractiv.

- **Introduction** aux enjeux européens de l'emploi à domicile.
- **Intervention de représentants des institutions européennes** (bureau français du Parlement européen et représentation permanente de la Commission européenne en France) sur le rôle et les initiatives des institutions européennes en matière de droits sociaux.
- **Interventions des candidats ou de leurs représentants** sur leurs propositions concernant l'emploi à domicile à l'échelon européen, en termes de création d'emplois, d'égalité de genre, d'intégration des travailleurs migrants, de professionnalisation, de protection et de dialogue social.
- **Synthèse** par **Alix LE BOURDON**, journaliste Euractiv, et **conclusion**.

L'évènement sera suivi d'un cocktail.



MONDE

Mario Draghi appelle à penser l'UE comme une grande puissance

L'ancien président de la BCE estime dans un discours programmatique qu'il faut redéfinir l'Union pour rivaliser avec la Chine et les Etats-Unis.

Karl De Meyer

— Bureau de Bruxelles

A la veille d'un sommet européen consacré aux enjeux économiques, Mario Draghi a apporté mardi une contribution audacieuse aux réflexions des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne – ils planchent déjà sur l'agenda stratégique du prochain cycle législatif (2024-2029).

Dans un discours prononcé dans une conférence sur les droits sociaux, non loin de Bruxelles, l'ancien président de la Banque centrale européenne a lancé un appel solennel à « un partenariat renouvelé entre les Etats membres, une redéfinition de notre Union qui ne soit pas moins ambitieuse que l'élan des pères fondateurs qui a conduit à la Communauté économique du charbon et de l'acier, il y a soixante-dix ans ».

C'est pour lui la condition pour que l'Union européenne tienne son rang dans un monde « où les autres blocs ne jouent plus selon les règles, [...] mettant en place des politiques qui, au mieux, visent à rediriger des investissements directs vers leur propre économie [...], au pire, visent à nous rendre définitivement dépendants d'eux. » Il pense, bien entendu, aux Etats-Unis et à la Chine.

Coopérations renforcées

Selon l'ancien banquier central, les réponses jusqu'ici adoptées par

l'Europe sont malheureusement « dessinées pour le monde d'hier, le monde d'avant le Covid, l'Ukraine, l'embrassement du Moyen-Orient, le retour de la rivalité entre grandes puissances ». Pour lui, l'Union européenne doit rapidement se doter d'instruments adaptés « au monde d'aujourd'hui et de demain ».

S'il est impossible d'avancer dans certains domaines à vingt-sept, il faut pouvoir créer des coopérations renforcées, selon l'ancien Premier ministre italien. Par exemple, pour concrétiser l'Union des marchés de capitaux (UMC), un ensemble de réformes qui permettraient de canaliser l'épargne des Européens vers l'innovation du continent. L'UMC s'est jusqu'ici heurtée à des réflexes nationaux.

Mario Draghi est entré mardi dans le détail de trois actions prioritaires parmi les dix qu'il listera dans un grand rapport sur la compétitivité de l'Union européenne (commandé par la Commission européenne) à paraître avant l'été.

Créer des effets d'échelle

Il a ainsi affirmé la nécessité de créer des effets d'échelle. Les industries de défense et de télécommunications de l'UE souffrent particulièrement de la fragmentation des commandes et des différences de réglementation au sein du marché intérieur. Mario Draghi souligne aussi l'importance des biens communs, par exemple les

réseaux énergétiques, sans lesquels il ne saurait y avoir de véritable union de l'énergie. Enfin, il appelle les Etats membres à intervenir ensemble dans la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques.

Selon Eric Maurice, de l'European Political Centre, « ce discours à tonalité programmatique appelle à un dépassement du cadre mental et politique actuel. Il systématise des approches à l'échelle des Vingt-Sept qui dépassent les intérêts nationaux. »

Guillaume Klossa, président du think tank EuropaNova, va plus loin : « Ce discours radical appelle enfin l'Europe à se penser comme grande puissance démocratique, géopolitique et technologique. En rupture avec le logiciel européen développé depuis la Seconde Guerre mondiale, dans lequel on refusait la logique de puissance qui avait failli détruire le continent. Mario Draghi ne cherche pas à revenir à la forme de puissance d'hier, ni à imiter celle des Etats-Unis ou de la Chine, mais à créer une puissance de nouvelle génération qui garde son ADN et ses valeurs. »

Accessoirement, la profondeur du discours de Mario Draghi relance les spéculations autour d'un possible intérêt de sa part pour l'un des « top jobs » européens qui seront attribués en juin, après les élections. ■



Mario Draghi appelle à penser l'Union européenne comme une grande puissance



Mario Draghi, 76 ans, gouverneur de la Banque d'Italie de 2006 à 2011, président de la BCE de 2011 à 2019, président du Conseil italien en 2021-2022, jouit d'une grande autorité morale sur la scène européenne. (Cecilia Fabiano/LaPresse Cecilia/Sipa)

A la veille d'un sommet européen consacré aux enjeux économiques, Mario Draghi a apporté mardi une contribution audacieuse aux réflexions des chefs d'Etat et de gouvernement de l'UE - ils planchent déjà sur l'agenda stratégique du prochain cycle législatif (2024-2029).

Dans un discours prononcé dans une conférence sur les droits sociaux, non loin de Bruxelles, l'ancien président de la Banque centrale européenne a lancé un appel solennel à « un partenariat renouvelé entre les Etats membres, une redéfinition de notre Union qui ne soit pas moins ambitieuse que l'élan des pères fondateurs qui a conduit à la Communauté économique du charbon et de l'acier il y a soixante-dix ans ».

C'est pour lui la condition pour que l'UE tienne son rang dans un monde « où les autres blocs ne jouent plus selon les règles, [...] mettant en place des politiques qui, au mieux, visent à rediriger des investissements directs vers leur propre économie [...], au pire, visent à nous rendre définitivement dépendants d'eux. » Il pense, bien entendu, aux Etats-Unis et à la Chine.

Coopérations renforcées

Selon l'ancien banquier central, les réponses jusqu'ici adoptées par l'Europe sont malheureusement « dessinées pour le monde d'hier, le monde d'avant le Covid, l'Ukraine, l'embrasement du Moyen-Orient, le retour de la rivalité entre grandes puissances ». Pour lui, l'UE doit rapidement se doter d'instruments adaptés « au monde d'aujourd'hui et de demain ».

S'il est impossible d'avancer dans certains domaines à 27, il faut pouvoir créer des coopérations renforcées, selon l'ancien Premier ministre italien. Par exemple, pour concrétiser l'Union des marchés de capitaux (UMC), un ensemble de réformes qui permettraient de canaliser l'épargne des Européens vers l'innovation du continent. L'UMC s'est jusqu'ici heurtée à des réflexes nationaux.

Biens communs

Mario Draghi est entré mardi dans le détail de trois actions prioritaires parmi les dix qu'il listera dans un grand rapport sur la compétitivité de l'UE (commandé par la Commission européenne) à paraître avant l'été.

Il a ainsi affirmé la nécessité de créer des effets d'échelle. Les industries de défense et de télécommunications de l'UE souffrent particulièrement de la fragmentation des commandes et des différences de réglementation au sein du marché intérieur. Mario Draghi souligne aussi l'importance des biens communs, par exemple les réseaux énergétiques, sans lesquels il ne saurait y avoir de véritable union de l'énergie. Enfin, il appelle les Etats membres à intervenir ensemble dans la sécurisation des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques .

Selon Eric Maurice, de l'European Policy Centre, « ce discours à tonalité programmatique appelle à un dépassement du cadre mental et politique actuel. Il systématise des approches à l'échelle des 27 qui dépassent les intérêts nationaux. »
Retour de la logique de puissance

Guillaume Klossa, président du think tank **EuropaNova**, va plus loin : « Ce discours radical appelle enfin l'Europe à se penser comme grande puissance démocratique, géopolitique et technologique. En rupture avec le logiciel européen développé depuis la Seconde Guerre mondiale, dans lequel on refusait la logique de puissance qui avait failli détruire le continent. Mario Draghi ne cherche pas à revenir à la forme de puissance d'hier, ni à imiter celle des Etats-Unis ou de la Chine, mais à créer une puissance de nouvelle génération qui garde son ADN et ses valeurs ».

Accessoirement, la profondeur du discours de Mario Draghi relance les spéculations autour d'un possible intérêt de sa part pour l'un des « top jobs » européens qui seront attribués en juin, après les élections.



Nouveau : découvrez nos offres Premium !

Vos responsabilités exigent une attention fine aux événements et rapports de force qui régissent notre monde. Vous avez besoin d'anticiper les grandes tendances pour reconnaître, au bon moment, les opportunités à saisir et les risques à prévenir. C'est précisément la promesse de nos offres PREMIUM : vous fournir des analyses exclusives et des outils de veille sectorielle pour prendre des décisions éclairées, identifier les signaux faibles et appuyer vos partis pris. N'attendez plus, les décisions les plus déterminantes pour vos succès 2024 se prennent maintenant !
Je découvre les offres



Européennes : Emmanuel Macron prépare son entrée en campagne avec un grand discours « Sorbonne 2 »

Emmanuel Macron, lors de son discours de la Sorbonne en septembre 2017. LUDOVIC MARIN/AFP Le chef de l'État compte détailler avant la fin du mois d'avril sa vision des enjeux auxquels est confrontée l'Union européenne, comme il l'avait fait peu après sa première élection, en 2017.

Le plan A a été remis. Le camp d'Emmanuel Macron avait coché la date du mardi 9 avril pour un grand discours du président sur l'Europe. À deux mois d'élections européennes cruciales, et alors que la liste Renaissance est largement distancée par celle du Rassemblement national dans les sondages, le chef de l'État comptait entrer en campagne en donnant sa vision des défis auxquels l'Union européenne est confrontée. Ce sera finalement pour plus tard: plutôt la dernière semaine d'avril, selon La Tribune dimanche. « Le discours est toujours en cours de rédaction », souffle une source élyséenne. « A priori, il y en a encore pour un moment », signale une autre.

L'accouchement traîne en longueur, au point de devenir un véritable feuilleton au Château. Au début de l'hiver, l'entourage présidentiel visait le mois de février. Depuis, l'échéance ne cesse d'être reportée. Le lieu aussi fait l'objet d'âpres débats. Le choix s'était d'abord porté sur une ville du nord de la France, symbole de la réindustrialisation, mais le lien avec l'Europe ne paraissait pas évident. Rien n'est tranché, mais parmi les options envisagées figure... le grand amphithéâtre de la Sorbonne, où Emmanuel Macron avait déjà détaillé sa vision de l'Europe dans une prise de parole qui se voulait solennelle. C'était en septembre 2017, peu de temps après sa première élection.

Côté contenu, il s'agit de « donner une vision et des éléments programmatiques », selon un membre de l'équipe de campagne de Renaissance, mais « dans un format institutionnel ». Autrement dit, Emmanuel Macron parlera bien en tant que président, et non dans le cadre de la campagne menée par la liste de Valérie Hayer. Officiellement, le chef de l'État entend bien distinguer ses fonctions de la campagne électorale, dans laquelle il compte s'impliquer selon des modalités pas encore définies. Mais dans son camp, où l'on cherche désespérément un second souffle entre la domination de Jordan Bardella (RN) et la menace de Raphaël Glucksmann (tête de liste du Parti socialiste), ce futur discours est d'ores et déjà perçu comme son entrée en campagne personnelle.

Mettre en valeur le bilan européen

Selon les premiers échos, Emmanuel Macron compte, sans surprise, marteler l'importance de l'Europe de la défense et d'une « autonomie stratégique » du Vieux Continent, alors que l'Ukraine semble faiblir face à la Russie et qu'une élection de Donald Trump en novembre porterait un coup dur à l'Otan. Le président aimerait aussi insister sur le mantra d'une « Europe qui produit », lui qui s'inquiète de plus en plus de l'agressivité de la Chine et des États-Unis pour prendre des parts de marché en Europe, à coups de subventions étatiques.

En parlant d'Europe puissance et de souveraineté dès 2017, Emmanuel Macron a eu une intuition juste. Les événements sont allés dans son sens

Guillaume Klossa, président du think tank proeuropéen **EuropaNova**

Mais cette prise de parole sera d'abord l'occasion pour Emmanuel Macron de mettre en valeur un bilan: celui des avancées considérables qu'il estime avoir obtenues au niveau européen. « J'invite à relire ce que je disais il y a six ans. L'agenda de la Sorbonne de

2017 est celui qui s'impose à l'Europe », triomphe-t-il en privé, en martelant que « le combat européen est absolument essentiel, parce qu'il est celui qui permet à la France d'être plus forte ». Dans l'enceinte de l'université parisienne, Emmanuel Macron avait lancé un appel particulièrement lyrique à la « refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique ». « Sept ans plus tard, force est de constater que ces engagements ont été tenus et que l'Europe a profondément changé », soutient Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe.

Si le discours de la Sorbonne a en effet trouvé des concrétisations en plusieurs domaines, c'est aussi - surtout? - sous l'effet des circonstances. Et notamment le choc de la pandémie de Covid, qui a convaincu l'Allemagne d'Angela Merkel d'accepter un emprunt européen commun pour financer le plan de relance NextGenerationEU. Un « saut majeur », se réjouit-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Et d'énumérer d'autres évolutions considérées comme des victoires françaises: la lutte contre le dumping social avec un cadre pour un salaire minimum commun et la limitation du travail détaché ; la régulation des plateformes numériques ; le rééquilibrage de la politique commerciale, encore illustré par les tensions entre pays européens autour de l'accord Mercosur, auquel le président français s'oppose ; ou encore les tentatives (laborieuses) de maîtriser les frontières de l'UE, alors que le Parlement européen doit se prononcer définitivement ce mercredi sur le pacte asile immigration.

« Fenêtre d'opportunité »

Autre satisfaction française: l'adoption lors du sommet de Versailles de 2022, juste après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, d'un agenda de « souveraineté » qui doit se traduire par la réduction des « dépendances stratégiques » de l'Europe, qu'il s'agisse des semi-conducteurs, des matières premières critiques ou des produits de santé.

« En parlant d'Europe puissance et de souveraineté dès 2017, Emmanuel Macron a eu une intuition juste. Les événements sont allés dans son sens », observe **Guillaume Klossa**, président du think tank proeuropéen **EuropaNova** et coauteur d'un récent rapport sur les perspectives européennes en 2040. Malgré ces bougés liés en grande partie au durcissement des tensions géopolitiques, toutes les cases du discours de la Sorbonne ne sont toutefois pas cochées. Ainsi, la « taxe aux frontières » sur le carbone qu'il appelait de ses vœux n'est pour l'instant qu'un mécanisme d'ajustement en phase de test.

Le combat européen est absolument essentiel, parce qu'il est celui qui permet à la France d'être plus forte

Emmanuel Macron

La remise à plat de l'espace Schengen reste un immense chantier. La coopération pour la défense a progressé, mais les pays européens plébiscitent toujours le parapluie nucléaire américain, comme l'a confirmé la récente adhésion de la Suède à l'Otan. Et les nombreuses divergences du couple franco-allemand pourraient brider les élans macroniens, alors que les relations avec le chancelier Olaf Scholz sont pour le moins distantes.

À l'Élysée, on escompte donc que le discours présidentiel portera au-delà des frontières nationales. « La parole d'Emmanuel Macron est appréciée dans d'autres pays européens, où les opinions publiques lui sont majoritairement favorables », juge **Guillaume Klossa**. Il a une vraie fenêtre d'opportunité. Mais pour réussir son discours, il ne peut ni se limiter à faire un bilan de la Sorbonne ni donner un satisfecit aux institutions européennes. » Un exercice d'équilibrisme et de projection toujours en phase de rodage.

EUROPÉENNES

Macron prépare son entrée en campagne avec un grand discours « Sorbonne 2 »

PAGES 4 ET 5

P O L I T I Q U E

Européennes : Macron prépare son entrée en campagne avec un grand discours « Sorbonne 2 »

Louis Hausalter

Le chef de l'État compte détailler avant la fin du mois d'avril sa vision des enjeux auxquels est confrontée l'Union européenne, comme il l'avait fait peu après sa première élection, en 2017.

Le plan A a été remis. Le camp d'Emmanuel Macron avait coché la date du mardi 9 avril pour un grand discours du président sur l'Europe. À deux mois d'élections européennes cruciales, et alors que la liste Renaissance est largement distancée par celle du Rassemblement national dans les sondages, le chef de l'État comptait entrer en campagne en donnant sa vision des défis auxquels l'Union européenne est confrontée. Ce sera finalement pour plus tard : plutôt la dernière semaine d'avril, selon *La Tribune dimanche*. « Le discours est toujours en cours de rédaction », souffle une source élyséenne. « A priori, il y en a encore pour un moment », signale une autre.

L'accouchement traîne en longueur, au point de devenir un véritable feuilleton au Château. Au début de l'hiver,

l'entourage présidentiel visait le mois de février. Depuis, l'échéance ne cesse d'être reportée. Le lieu aussi fait l'objet d'après débats. Le choix s'était d'abord porté sur une ville du nord de la France, symbole de la réindustrialisation, mais le lien avec l'Europe ne paraissait pas évident. Rien n'est tranché, mais parmi les options envisagées figure... le grand amphithéâtre de la Sorbonne, où Emmanuel Macron avait déjà détaillé sa vision de l'Europe dans une prise de parole qui se voulait solennelle. C'était en septembre 2017, peu de temps après sa première élection.

Côté contenu, il s'agit de « donner une vision et des éléments programmatiques », selon un membre de l'équipe de campagne de Renaissance, mais « dans un format institutionnel ». Autrement dit, Emmanuel Macron parlera bien en tant que président, et non dans le cadre de la campagne menée par la liste de

Valérie Hayer.

Officiellement, le chef de l'État entend bien distinguer ses fonctions de la campagne électorale, dans laquelle il compte s'impliquer selon des modalités pas encore définies. Mais dans son camp, où l'on cherche désespérément un second souffle entre la domination de Jordan Bardella (RN) et la menace de Raphaël Glucksmann (tête de liste du Parti socialiste), ce futur discours est d'ores et déjà perçu comme son entrée en campagne personnelle.

Selon les premiers échos, Emmanuel Macron compte, sans surprise, marteler l'importance de l'Europe de la défense et d'une « autonomie stratégique » du Vieux Continent, alors que l'Ukraine semble faiblir face à la Russie et qu'une élection de Donald Trump en novembre porterait un coup dur à l'Otan. Le pré-

sident aimerait aussi insister sur le mantra d'une « Europe qui produit », lui qui s'inquiète de plus en plus de l'agressivité de la Chine et des États-Unis pour prendre des parts de marché en Europe, à coups de subventions étatiques.

Mais cette prise de parole sera d'abord l'occasion pour Emmanuel Macron de mettre en valeur un bilan : celui des avancées considérables qu'il estime avoir obtenues au niveau européen. « J'invite à relire ce que je disais il y a six ans. L'agenda de la Sorbonne de 2017 est celui qui s'impose à l'Europe », triomphe-t-il en privé, en martelant que « le combat européen est absolument essentiel, parce qu'il est celui qui permet à la France d'être plus forte ». Dans l'enceinte de l'université parisienne, Emmanuel Macron avait lancé un appel particulièrement lyrique à la « refondation d'une Europe souveraine, unie et démocratique ». « Sept ans plus tard, force est de constater que ces engagements ont été tenus et que l'Europe a profondément changé », soutient Jean-Noël Barrot, ministre délégué chargé de l'Europe.

Si le discours de la Sorbonne a en effet trouvé des concrétisations en plusieurs domaines, c'est aussi – surtout ? – sous l'effet des circonstances. Et notamment le choc de la pandémie de Covid, qui a convaincu l'Allemagne d'Angela Merkel d'accepter un emprunt européen commun pour financer le plan de relance NextGenerationEU. Un « saut majeur », se réjouit-on dans l'entourage d'Emmanuel Macron. Et d'énumérer d'autres évolutions considérées comme des victoires françaises : la lutte contre le dumping social avec un cadre pour un salaire minimum commun et la limitation du travail détaché ; la régulation des plateformes numériques ; le rééquilibrage de la politique commerciale, encore illustré par les tensions entre pays européens autour de l'accord Mercosur, auquel le président français s'oppose ; ou encore les tentatives (laborieuses) de maîtriser les frontières de l'UE, alors que le Parlement européen doit se prononcer définitivement ce mercredi sur le pacte asile immigration.

Autre satisfaction française : l'adoption lors du sommet de Versailles de 2022, juste après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, d'un agenda de « souveraineté » qui doit se traduire par la réduction

des « dépendances stratégiques » de l'Europe, qu'il s'agisse des semi-conducteurs, des matières premières critiques ou des produits de santé.

« En parlant d'Europe-puissance et de souveraineté dès 2017, Emmanuel Macron a eu une intuition juste. Les événements sont allés dans son sens », observe Guillaume Klossa, président du think-tank proeuropéen EuropaNova et coauteur d'un récent rapport sur les perspectives européennes en 2040. Malgré ces bougés liés en grande partie au durcissement des tensions géopolitiques, toutes les cases du discours de la Sorbonne ne sont toutefois pas cochées. Ainsi, la « taxe aux frontières » sur le carbone qu'il appelait de ses vœux n'est pour l'instant qu'un mécanisme d'ajustement en phase de test.

La remise à plat de l'espace Schengen reste un immense chantier. La coopération pour la défense a progressé, mais les pays européens plébiscitent toujours le parapluie nucléaire américain, comme l'a confirmé la récente adhésion de la Suède à l'Otan. Et les nombreuses divergences du couple franco-allemand pourraient brider les élans macroniens, alors que les relations avec le chancelier Olaf Scholz sont pour le moins distantes.

À l'Élysée, on escompte donc que le discours présidentiel portera au-delà des frontières nationales. « La parole d'Emmanuel Macron est appréciée dans d'autres pays européens, où les opinions publiques lui sont majoritairement favorables, juge Guillaume Klossa. Il a une vraie fenêtre d'opportunité. Mais pour réussir son discours, il ne peut ni se limiter à faire un bilan de la Sorbonne ni donner un satisfecit aux institutions européennes. » Un exercice d'équilibrisme et de projection toujours en phase de rodage. ■

« En parlant d'Europe-puissance et de souveraineté dès 2017, Emmanuel Macron a eu une intuition juste. Les événements sont allés dans son sens »

Guillaume Klossa Président du think-tank proeuropéen EuropaNova

« Le combat européen est absolument essentiel, parce qu'il est celui qui permet à la France d'être plus forte »

Emmanuel Macron



Emmanuel Macron, lors de son discours sur l'Europe, à la Sorbonne en septembre 2017.

LUIGI MAZZARIN



Enfin, faire de l'UE une puissance globale, durable et responsable

OPINION



GUILLAUME KLOSSA
PRÉSIDENT EXÉCUTIF DU THINTANK
EUROPANOVA

ANTONIO VITORINO
ANCIEN COMMISSAIRE EUROPÉEN

La question de la transformation de l'Union européenne en puissance a longtemps été taboue. Elle est implicitement au cœur des discussions des Conseils européens depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie et plus encore à l'approche de l'élection présidentielle américaine. Il est désormais clair que si l'UE ne se transforme pas rapidement en une puissance géopolitique de premier plan avec ses composantes militaire et d'armement, elle ne pourra pas soutenir dans la durée l'effort de guerre ukrainien, ni même garantir sa propre sécurité. Paradoxalement, l'engagement des Etats-Unis en Europe sera d'autant plus important que Washington prendra au sérieux la volonté de puissance de Bruxelles sur les plans géopolitique, technologique et industriel. Plus que de vassaux, Washington a besoin d'alliés puissants dans un monde post-occidental.

Les raisons passées de ce tabou sont multiples. Les Européens ont préféré collectivement investir dans leur modèle social plutôt que dans leur sécurité. Ils se méfiaient également du concept d'«Europe puissance» souvent porté par la France, qu'ils soupçonnaient de volonté hégémonique. Les Allemands, au regard de leur histoire récente, préféreraient sous-traiter la protection du Vieux-Continent à l'Amérique. Les Britanniques ne souhaitaient pas que l'UE puisse se doter des attributs de la puissance au-delà de dimensions économique et commerciale et encore avec modération.

Aujourd'hui, la donne a changé. Avec le Brexit, le veto britannique a disparu. Après le référendum de 2016, Jean-Claude Juncker a mis le sujet de la puissance de l'UE à l'agenda en lançant une réflexion sur les indus-

tries de défense européennes et en appelant à la création d'une armée européenne. La pandémie a obligé les Européens à prendre conscience de leur solitude géostratégique et de leurs dépendances. L'invasion de l'Ukraine a constitué un tournant en accélérant la nécessaire reprise en main par les Européens de leur sécurité dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec les Etats-Unis.

Ce triple choc a engendré une évolution des opinions publiques des Vingt-Sept de sorte que ce qui était inenvisageable avant le référendum britannique de 2016 peut devenir désirable: la transformation de l'UE en une puissance globale, durable et responsable. C'est

le sens d'un nouveau consensus résultant des travaux d'un groupe de 46 personnalités représentant la diversité géographique et politique de l'UE, qui se sont réunies en un Conclave en novembre à Cascais au Portugal. Leur rapport «Europe 2040: demain se joue dès aujourd'hui» vient d'être remis à la présidence belge du Conseil de l'Union européenne.

Pour les participants au Conclave, l'enjeu n'est pas de copier les superpuissances mais de bâtir avec les citoyens de l'Union une grande puissance démocratique, multinationale et plurilingue, qui, au-delà de ses compétences en matière normative et de commerce, développe des compétences renforcées dans tous les domaines stratégiques comme la science et la technologie et tous les secteurs clés pour l'avenir dont l'environnement, la santé, la défense et le spatial, qui doivent bénéficier d'un marché unique enfin achevé permettant à toute entreprise de se projeter à l'échelle de l'Union dès sa naissance. Une UE qui renforce ses capacités de décision, d'exécution et de financement et change d'état d'esprit pour se transformer, tirer parti de sa taille et démontrer sa capacité d'accélération dans un monde qui ne l'attend pas.

Cette Union transformée doit garantir la sécurité et la cybersécurité des 27 Etats membres et de son environnement proche, tout en les aidant à produire les nouveaux biens communs attendus par les citoyens de l'Union en termes de démocratie, d'éducation, de climat, d'agriculture,

d'infrastructures énergétique et numérique et de culture... qu'aucun Etat membre ne peut produire seul. Cette puissance européenne devra faire preuve d'empathie et de responsabilité pour assumer un rôle clé dans le nécessaire apaisement des tensions internationales. La transformation de l'Union en puissance de nouvelle génération,

s'appuyant sur un véritable espace démocratique transnational et plurilingue rendu possible par les progrès de l'IA, est devenue une ambition envisageable pour les citoyens. Elle devrait être au cœur des débats électoraux européens.

Il est également crucial que l'ambition de transformer l'UE inspire le nouvel agenda stratégique 2025-2029 qu'adopteront les chefs d'Etat et de gouvernement des Vingt-Sept. Cet agenda, en tenant compte des résultats des élections européennes, déterminera le programme de travail des trois institutions de l'Union que sont le Parlement, le Conseil et la Commission, et façonnera l'Europe du futur et donc de 2040. Plus que jamais pour les Européens, demain se joue dès aujourd'hui. ■

Plus de renseignements sur le Conclave, présidé par Guillaume Klossa et cofondé par Antonio Vitorino, dans la version numérique de cet article, sur le site du «Temps».



Un nouveau consensus pour faire de l'UE une puissance globale, durable et responsable

1. Opinions

OPINION. La puissance a longtemps été le tabou européen par excellence. Elle est pourtant implicitement au cœur des discussions des Conseils européens depuis le début de l'invasion russe de l'Ukraine et plus encore depuis que la réélection de Donald Trump devient, si ce n'est pas certain, une possibilité sérieuse. Par Guillaume Klossa, président d'EuropaNova (*)

(Crédits : DR)

Avec la nécessité d'un soutien considérablement accru de l'Union européenne à l'Ukraine et du renforcement de celui-ci en cas d'élection du républicain, elle est de facto au cœur du dernier Conseil européen des 21-22 mars : si l'Union européenne n'assume pas son objectif de devenir une puissance géopolitique de premier plan avec ses composantes militaire et d'armement et n'affirme pas dès maintenant cette ambition clairement, elle ne sera pas en mesure de soutenir à moyen long terme l'effort de guerre ukrainien ni même de garantir le maintien de l'engagement américain en Europe et encore moins sa propre défense et sa sécurité.

Paradoxalement, l'engagement américain sera d'autant plus important que Washington prendra au sérieux la volonté de puissance de l'Union et sa capacité à s'affirmer sur les plans géopolitiques, technologiques et industriels. Plus que de vassaux, Washington a besoin d'alliés puissants dans un monde de plus en plus post-occidental.

Les raisons du tabou en matière de puissance sont multiples

Les Allemands, au regard de leur histoire récente, préféreraient sous-traiter la sécurité et la protection de l'Europe à l'Amérique et craignaient jusqu'à présent que l'affirmation de l'Union européenne ne serve de prétexte aux États-Unis pour se désengager. Les Européens dans leur ensemble ont préféré investir dans leur bien-être, considérant que le parapluie américain les dispensait d'investir dans leur sécurité. La France a porté le concept d'Europe puissance, mal compris par ses partenaires européens qui ont soupçonné une volonté hégémonique de Paris au bénéfice de ses industries.

Les Britanniques ont longtemps veillé à ce que ces sujets ne puissent pas être abordés dans les enceintes communautaires, préférant que l'Union européenne se considère comme un simple acteur de l'ordre international...

Aujourd'hui, la donne a profondément changé

Avec le Brexit, le veto britannique a disparu. Jean-Claude Juncker s'est empressé de mettre à l'agenda le sujet de la puissance européenne en lançant une réflexion sur les industries de défense européenne et en appelant à la création d'une armée européenne dans la foulée du référendum britannique de juin 2016. La grande pandémie a permis aux Européens de prendre conscience de leur solitude géostratégique et de leurs dépendances face aux nouvelles puissances que sont les plateformes numériques systémiques principalement non européennes et de l'impact négatif de ces dernières sur le tissu économique, industriel et démocratique européen sans que leur contribution à la société ne compense pour l'instant du moins cet impact.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie a marqué une étape décisive en accélérant la nécessité d'une prise en main par les Européens de leur sécurité et leur défense dans le cadre d'un partenariat renouvelé avec les États-Unis, quel que soit le résultat de

l'élection américaine.

Ce triple choc a engendré une évolution des opinions publiques comme des leaders d'opinion de sorte que ce qui n'était pas envisageable il y a cinq ans devient non seulement pensable, mais souhaité aujourd'hui par une majorité de citoyens : les Européens sont désormais prêts à transformer l'Union européenne en une puissance globale, durable et responsable, dans le sens du nouveau consensus européen autour de la puissance établi par un groupe de 46 personnalités de premier plan représentatives de la diversité géographique et politique de l'Union dans le cadre du rapport « *Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui* » (**).

Co-construire une puissance globale, durable et responsable

Ce nouveau consensus européen résulte des travaux du premier Conclave européen qui s'est tenu à Cascais au Portugal en les 24-26 novembre derniers. Il a été présenté ce mercredi à la présidence belge du Conseil de l'Union européenne. Les participants du Conclave insistent sur le fait qu'il ne s'agit pas de copier les superpuissances. Il s'agit de construire avec les citoyens de l'Union une puissance démocratique multinationale et plurilingue, qui exerce ses compétences non plus essentiellement dans les domaines du commerce et de la régulation, mais également dans tous les domaines stratégiques à commencer par la science et la technologie et tous les secteurs clés pour l'avenir y compris la santé et le spatial qui doivent bénéficier d'un marché unique enfin achevé s'appuyant sur un code européen des affaires et permettant à toute entreprise qui le souhaite de se projeter à l'échelle de l'Union dès sa naissance.

Une Europe qui renforce ses capacités de décision, d'exécution et de financement et change son état d'esprit pour se transformer, tirer parti de ses effets d'échelle et démontrer sa capacité d'accélération dans un monde qui ne l'attend plus. Cette Union européenne transformée doit être en mesure de garantir la sécurité, la cybersécurité et la défense des 27 États membres et de son environnement proche tout étant capable de produire les nouveaux biens communs essentiels attendus par les citoyens de l'Union en termes de démocratie, de régulation climatique et environnementale, d'agriculture, d'infrastructures énergétique et numérique, d'éducation et de culture... qu'aucun Etat membre n'est en mesure de produire seul. Cette puissance européenne devra faire preuve d'empathie et de responsabilité pour assumer un rôle clé d'apaisement des tensions internationales.

La transformation de l'Union en puissance globale, durable et responsable s'appuyant sur un véritable espace démocratique transnational et plurilingue qui est désormais possible grâce aux progrès du numérique et de l'IA est souhaitée par les citoyens et devrait être au cœur des débats électoraux européens. Il est également crucial qu'elle soit au cœur du nouvel agenda stratégique que doivent adopter d'ici juin les chefs d'Etat et de gouvernement des 27. Cet agenda qui déterminera pour la période 2024-2029, en tenant compte des résultats des élections européennes, les programmes de travail des trois institutions de l'Union que sont la Commission, le Parlement et le Conseil façonnera l'Europe des décennies à venir et de 2040. Plus que jamais pour les Européens, demain se joue dès aujourd'hui.

(*) **Guillaume Klossa**, président **d'EuropaNova**, est président du Conclave et coordinateur du rapport « *Europe 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui - co-construire une puissance globale, durable et responsable* ».

(**) Ce rapport a été écrit avec les membres du board du Conclave dont Étienne Davignon et Antonio Vitorino, anciens commissaires européens, les ambassadeurs de France, d'Italie et de Slovénie Philippe Etienne, Piero Benassi et Peter Grk, les professeurs Maria Joao Rodrigues, Daniela Schwarzer et Loukas Tsoukalis, le mathématicien et ancien dirigeant du Conseil européen de la Recherche Jean-Pierre

Bourguignon, la directrice générale de Re-Imagine Europa Erika Von Holstein et Grégoire Roos, directeur de programme à la fondation BMW.

Newsletter - Votre Tribune de la semaine

Chaque samedi, votre rendez-vous avec Philippe Mabilie qui revient sur les faits marquants de l'actualité de la semaine.

Inscription à Votre Tribune de la semaine

Chaque samedi, retour sur les faits marquants de l'actualité par Philippe Mabilie

Créer un compte J'ai déjà un compte Merci pour votre inscription !

Dernière étape : confirmez votre inscription dans l'email que vous venez de recevoir.

Pensez à vérifier vos courriers indésirables.

À très bientôt sur le site de La Tribune et dans nos newsletters, La rédaction de La Tribune.

Inscription à la newsletter Votre Tribune de la semaine

Chaque jeudi, les dernières actualités Dans votre boîte mail à 9h

Voulez-vous souscrire à la newsletter ?

Inscription à Votre Tribune de la semaine

Chaque samedi, retour sur les faits marquants de l'actualité par Philippe Mabilie

Connexion à mon compte J'ai n'ai pas encore de compte Merci pour votre inscription !

À très bientôt sur le site de La Tribune et dans nos newsletters, La rédaction de La Tribune.

Vous êtes déjà inscrit !

Découvrez l'ensemble des newsletters de La Tribune

La rédaction de La Tribune

Je découvre Réinitialisez votre mot de passe

Merci de saisir l'adresse mail fournie lors de la création de votre compte, un email vous sera envoyé avec vos informations de connexion.

Email envoyé !

Un e-mail contenant vos informations de connexion a été envoyé.

À très bientôt sur le site de La Tribune et dans nos newsletters, La rédaction de La Tribune.

S'inscrire à la newsletter Votre Tribune de la semaine



Le Conclave pour l'Europe de demain missionne

FHCom

RELATIONS MÉDIAS. L'agence indépendante FHCom a été chargée de médiatiser le rapport du Conclave pour l'Europe de demain, une initiative notamment initiée et coordonnée par Guillaume Klossa, fondateur du think tank EuropaNova. Le Conclave a réuni 46 personnalités de premier plan, issues de tous horizons, représentant la diversité des sensibilités de l'Union européenne et venant aussi bien de la politique, des affaires, du monde académique, des médias, des arts, de la science que de la société civile. Ensemble, ils ont identifié 17 questions fondamentales en matière de géopolitique, de science et de technologie, de biens communs et de démocratie, dont les Européens doivent se saisir sans délai. Le rapport a été remis aux chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres de l'UE en amont du Conseil européen du 21 mars.



Le rapport du Conclave pour l'Europe de demain missionne FHCom

STRATÉGIES

Publié le 29 mars 2024

1 min de lecture

L'agence indépendante FHCom a été chargée de médiatiser le rapport du Conclave pour l'Europe de demain, une initiative notamment initiée et coordonnée par **Guillaume Klossa**, fondateur du think tank **EuropaNova**. Le Conclave a réuni 46 personnalités de premier plan, issues de tous horizons, représentant la diversité des sensibilités de l'Union européenne et venant aussi bien de la politique, des affaires, du monde académique, des médias, des arts, de la science que de la société civile. Ensemble, ils ont identifié 17 questions fondamentales en matière de géopolitique, de science et de technologie, de biens communs et de démocratie, dont les Européens doivent se saisir sans délai. Le rapport a été remis aux chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres de l'UE en amont du Conseil européen du 21 mars.



Radars

Par Antoine Izambard

Guillaume Klossa, président du think tank **EuropaNova**, va inviter une dizaine de patrons de groupes du CAC 40 afin de les pousser à plus s'engager sur les sujets européens, notamment la technologie et la défense.



Préparer l'Union européenne aux prochaines crises, un défi pour Bruxelles

Brexit, guerre en Ukraine ou pandémie de Covid-19 : les différentes secousses qui ont fait trembler l'Europe ces dernières années n'avaient pas, ou trop peu, été anticipées. Des rapports récents offrent des pistes pour l'avenir.
LETTRE DE BRUXELLES

En cinq ans, le Brexit, la crise sanitaire et le retour de la guerre aux frontières de l'Europe ont secoué l'Union européenne (UE) et l'ont transformée comme jamais. Alors que l'actuel cycle législatif européen arrive à son terme et que les élections européennes, fixées entre les 6 et 9 juin, se rapprochent à très grand pas, comment préparer l'Europe aux prochains défis ?

A Bruxelles et dans toute l'Europe, on commence tout juste à cogiter pour nourrir le débat entre les chefs d'Etat et de gouvernement, qui devront définir, en juin, le programme et les priorités stratégiques de la prochaine Commission, qu'elle soit ou non présidée par Ursula von der Leyen. Plus largement, les Vingt-Sept doivent donner une orientation politique et stratégique pour les vingt ans à venir aux 450 millions d'Européens.

Jeudi 21 mars, le conclave, une assemblée réunie par l'association pro-européenne Europa Nova, a remis un rapport pour préparer l'Europe de demain, listant des propositions pour nourrir ce débat à venir. « A l'heure des crises multiples et continues, les dirigeants se concentrent sur les urgences. Cela se fait souvent au détriment de la planification à moyen et long terme », rappelle Guillaume Klossa, d'Europa Nova, qui a travaillé à la rédaction du rapport, avec notamment les anciens ambassadeurs français Philippe Etienne et italien Pietro Benassi, la politologue allemande Daniela Schwarzer et les anciens commissaires belge Etienne Davignon et portugais Antonio Vitorino.

Ce texte, qui propose « dix-sept questions fondamentales auxquelles les Européens doivent répondre afin de rester pertinents », est le fruit d'un échange de trois jours, fin 2023, entre une cinquantaine de chefs d'Etat, de politologues, de sherpas, de représentants d'entreprise, de syndicalistes, de scientifiques, d'artistes et de responsables d'ONG, rassemblés au palais présidentiel portugais de Cascais.

« Une certaine faiblesse de la prospective »

D'ailleurs, rappelle M. Klossa, un agitateur d'idées européennes depuis plus de vingt ans, le processus de préparation du calendrier stratégique européen commence à peine. Ce ne sont pas les cercles de réflexion européens qui manquent à Bruxelles et sur le Vieux Continent, de l'Institut Jacques Delors au Centre européen pour les relations internationales (ECFR), en passant par le Centre européen d'études politiques (CEPS), le Centre politique européen (ECP) ou des laboratoires d'idées plus sectoriels comme l'institut Bruegel... « Mais des cénacles, des forums produisant des idées originales, il n'y en a pas beaucoup », constate un diplomate européen.

« Si l'on revient sur ce qui s'est passé ces dernières années, la réalité est allée bien plus vite que les idées », rappelle Sébastien Maillard, de l'Institut Jacques Delors. C'est même un aveu d'humilité pour les think tankers... Ni la pandémie ni la guerre n'avaient été anticipées. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de réflexion, mais on ne peut nier une certaine faiblesse de la prospective. »

Historiquement, la Commission s'est dotée d'une cellule interne de prospective, mais à part celle lancée par Jacques Delors en 1985, qui avait produit en 1993 un Livre blanc marquant qui présageait l'actuelle Union, les suivantes conseillant les présidents de la Commission sont restées plus que discrètes. « Qui a entendu parler des idées et propositions promues par Inspirer, débattre, engager et accélérer l'action (IDEA), la cellule de réflexion qui conseille aujourd'hui Ursula von der Leyen ? », se demande un spécialiste des centres de réflexion.

L'Allemagne, la France, le Portugal ou la Lituanie ont, pour leur part, commandé ces derniers mois des rapports pour éclairer la préparation des futurs élargissements et explorer les pistes de réformes de l'UE, notamment le rapport d'une douzaine d'experts franco-allemands, dont certaines idées – comme celle d'intégrer progressivement les futurs membres – sont désormais débattues ouvertement entre les Vingt-Sept.

« Tendre vers une Europe-puissance »

Pour voir plus loin, l'UE a demandé en 2023 à deux personnalités politiques italiennes de faire des propositions. Le 17 avril, Enrico Letta, ancien président du conseil italien, doit remettre un rapport sur l'avenir du marché



unique, tandis que quelques semaines plus tard, c'est l'ancien président de la Banque centrale européenne, également passé par le palais Chigi, Mario Draghi, qui remettra un rapport sur la compétitivité en Europe. Si ces textes sont avant tout centrés sur l'économie, ils dessineront également en creux les grandes lignes que l'Europe doit suivre afin de parler d'égal à égal avec les superpuissances mondiales.

« Nous assistons ces dernières années à une évolution fondamentale du projet européen. D'un projet de paix, l'UE est en train de changer de cap pour tendre vers une Europe-puissance » rappelle Sébastien Maillard C'est sur cette matrice que s'articulent d'ailleurs les propositions du conclave : comment aider l'Europe à s'affirmer comme puissance géopolitique ? Comment assurer son leadership scientifique et technologique ? Comment renouveler le modèle économique, social et environnemental, et, surtout, accélérer la démocratisation de l'Union ?

Une multitude de nouveaux instruments dans la défense, la santé, le champ social, dont un fonds social pour le climat, sont évoqués afin de renforcer la pertinence de l'Europe face aux autres puissances, mais l'une des clés sera, comme souvent, les moyens que les Etats seront capables de dégager pour l'UE. Le conclave propose non seulement de nouvelles ressources propres, mais également de créer une capacité d'emprunt européenne permanente. Des propositions qui ont toujours effrayé les Etats.

Retrouvez ici toutes les lettres de nos correspondants

Réutiliser ce contenu



Conclave EuropaNova: Union européenne : 17 questions fondamentales et 4 axes prioritaires pour alimenter le débat électoral européen et préparer l'agenda stratégique 2024-2029.

L'affirmation géopolitique Le leadership scientifique et technologique Le renouvellement du modèle économique, social et environnemental européen L'accélération de la démocratisation de l'Union.

PARIS 21 mars 2024 /PRNewswire/ -- Le jeudi 21 mars, à l'occasion du Conseil européen, sera rendu public le rapport " Europe 2040: Tomorrow is today. Co-building a global, sustainable, and responsible power" (). Ce rapport est initié par une douzaine de personnalités européennes, dont Guillaume Klossa, président du think tank EuropaNova, Philippe Étienne, ambassadeur de France Piero Benassi , ambassadeur d'Italie, la politologue allemande Daniela Schwarzer et les anciens commissaires Étienne Davignon et António Vitorino.

Conclave EuropaNova

Ce rapport est le fruit d'un Conclave de 3 jours organisé par EuropaNova et dirigé par Isabelle Négrier. Le Conclave s'est tenu dans le palais présidentiel de Cascais, à l'invitation du Président portugais Marcelo Rebelo de Sousa du 24 au 26 novembre dernier. Le Conclave a réuni 46 européens (), dont le Premier ministre portugais António Costa, la Vice-Première ministre bulgare Mariya Gabriel , l'ancien Premier ministre polonais Jan Krzysztof Bielecki , les politologues David Farrell et Ivan Krastev , ainsi que le président de l'European Round Table, Jean-François Van Boxmeer

PUBLICITÉ

Ensemble, ils ont identifié 17 questions fondamentales pour mieux anticiper les crises à venir. Parmi ces questions : les conditions d'un nouvel élargissement, la gestion conjointe des questions démographiques et migratoires, un possible désengagement accéléré des États-Unis en Europe , ou encore la fin du tabou budgétaire.

Selon Guillaume Klossa, initiateur du Conclave et coordinateur du rapport avec les universitaires Loukas Tsoukalis (Géopolitique), Jean-Pierre Bourguignon (Sciences et technologies), Maria João Rodrigues (Modèle de développement) et Daniela Schwarzer (Démocratie) : « La transformation de l'Union européenne est un objectif prioritaire de Lisbonne à Varsovie. Il appartient aux chefs d'État et de gouvernement d'en tirer les conséquences, ainsi qu'aux futurs Parlement et Commission. » Il ajoute : « À l'instar des États-Unis et de la Chine, l'Union européenne doit se doter d'outils de planification stratégique pour renforcer la capacité des dirigeants et des citoyens à se projeter ensemble dans l'avenir. »

Dans la continuité de son action d'intérêt général européen, EuropaNova, en partenariat avec Politico, organisera des débats avec les têtes de liste aux européennes : Jordan Bardella le 28 mars, Valérie Hayer le 3 avril puis Raphaël Gluksmann.

CONTACT:

Logo -

Cision

[View original content:](#)



Conclave EuropaNova : Union européenne : 17 questions fondamentales et 4 axes prioritaires pour alimenter le débat électoral européen et préparer l'agenda stratégique 2024-2029.

L'affirmation géopolitique Le leadership scientifique et technologique Le renouvellement du modèle économique, social et environnemental européen L'accélération de la démocratisation de l'Union.

PARIS /PRNewswire/ -- Le jeudi 21 mars, à l'occasion du Conseil européen, sera rendu public le rapport " Europe 2040: Tomorrow is today. Co-building a global, sustainable, and responsible power" (<https://europanova.eu/conclave/report>). Ce rapport est initié par une douzaine de personnalités européennes, dont Guillaume Klossa, président du think tank EuropaNova, Philippe Étienne, ambassadeur de France Piero Benassi, ambassadeur d'Italie, la politologue allemande Daniela Schwarzer et les anciens commissaires Étienne Davignon et António Vitorino.

Ce rapport est le fruit d'un Conclave de 3 jours organisé par EuropaNova et dirigé par Isabelle Négrier. Le Conclave s'est tenu dans le palais présidentiel de Cascais, à l'invitation du Président portugais Marcelo Rebelo de Sousa du 24 au 26 novembre dernier. Le Conclave a réuni 46 européens (<https://europanova.eu/conclave/participants-au-conclave-2023/>), dont le Premier ministre portugais António Costa, la Vice-Première ministre bulgare Mariya Gabriel, l'ancien Premier ministre polonais Jan Krzysztof Bielecki, les politologues David Farrell et Ivan Krastev, ainsi que le président de l'European Round Table, Jean-François Van Boxmeer

Ensemble, ils ont identifié 17 questions fondamentales pour mieux anticiper les crises à venir. Parmi ces questions : les conditions d'un nouvel élargissement, la gestion conjointe des questions démographiques et migratoires, un possible désengagement accéléré des États-Unis en Europe, ou encore la fin du tabou budgétaire.

Selon Guillaume Klossa, initiateur du Conclave et coordinateur du rapport avec les universitaires Loukas Tsoukalis (Géopolitique), Jean-Pierre Bourguignon (Sciences et technologies), Maria João Rodrigues (Modèle de développement) et Daniela Schwarzer (Démocratie) : « La transformation de l'Union européenne est un objectif prioritaire de Lisbonne à Varsovie. Il appartient aux chefs d'État et de gouvernement d'en tirer les conséquences, ainsi qu'aux futurs Parlement et Commission. » Il ajoute : « À l'instar des États-Unis et de la Chine, l'Union européenne doit se doter d'outils de planification stratégique pour renforcer la capacité des dirigeants et des citoyens à se projeter ensemble dans l'avenir. »

Dans la continuité de son action d'intérêt général européen, EuropaNova, en partenariat avec Politico, organisera des débats avec les têtes de liste aux européennes : Jordan Bardella le 28 mars, Valérie Hayer le 3 avril puis Raphaël Gluksmann.

CONTACT: frederic.henry@fhcom.net

Logo - https://mma.prnewswire.com/media/2367567/Logo_EuropaNova.jpg

Ces communiqués peuvent vous intéresser aussi

Communiqué envoyé le et diffusé par :



50 personnalités européennes préconisent un Trésor européen

Par Karl De Meyer Publié le 19 mars 2024 à 12:37 Comment assurer la place de l'Union européenne sur la scène mondiale à l'horizon 2040? Comment la rendre plus efficace, plus rapide, plus démocratique? Quelles priorités choisir pour le prochain cycle législatif européen qui s'ouvrira après les élections de juin? Comment intégrer les pays candidats à l'adhésion sans répéter les erreurs commises au début du siècle avec les anciens pays du bloc soviétique?

C'est sur ces questions, et sur beaucoup d'autres, que se sont penchées une cinquantaine de personnalités d'horizon très divers dans le cadre d'un nouveau Forum, baptisé le Conclave, dont la première réunion s'est tenue fin 2023 au Portugal.

A la veille du Conseil européen des 21 et 22 mars, ce cénacle qui comprend l'ancien Premier ministre portugais António Costa, le sherpa du Chancelier Allemand Jörg Kukies, la politologue Daniela Schwarzer de la Fondation Bertelsmann, publie cette semaine ses recommandations aux leaders européens. Les Vingt-Sept doivent fixer en juin le cadre de l'agenda stratégique pour la période 2024-2029, à l'intérieur duquel la Commission fera ensuite ses propositions législatives.

Se penser comme puissance

«Depuis 2019, l'UE a traversé trois grandes crises qui ont chacune modifié le logiciel européen, analyse d'abord Guillaume Klossa, le président d'EuropaNova, initiateur du Conclave. Le Brexit a permis d'ouvrir le débat sur un vieux tabou, à savoir la capacité de l'Europe à se penser comme puissance. La pandémie a posé la question des biens communs comme la santé et le numérique. La guerre en Ukraine met en haut de l'agenda la géopolitique, la sécurité et la défense européenne».

Pour que l'Europe trouve un rôle de puissance qui lui permette de peser face à la Chine et aux Etats-Unis, le Conclave insiste sur le rôle de l'innovation technologique. «L'UE consent environ 10 % des dépenses de recherche-développement dans le monde, alors qu'elle représente 20 % de la richesse mondiale», déplore Guillaume Klossa.

Marché unique à approfondir

Le président d'EuropaNova réclame un approfondissement urgent du marché intérieur dans les secteurs d'avenir comme le numérique, le spatial, la défense, la santé. Il lui semble aussi impératif d'unifier un droit des affaires trop fragmenté et complexe : «chaque entreprise européenne doit pouvoir se projeter d'emblée à l'échelle de l'UE, notamment dans la tech».

Pour ne pas passer à côté des révolutions technologiques en cours, l'UE doit aussi, non seulement retenir et développer ses propres talents (plutôt que de les laisser partir), mais aussi attirer d'autres compétences venues d'ailleurs.

Réussir le nouvel Elargissement

Le Conclave préconise de nouveaux instruments pour doter les Vingt-Sept d'une vision géostratégique commune. Cela permettrait notamment de relancer le partenariat transatlantique - sous réserve que le locataire de la Maison Blanche, après novembre prochain, partage l'objectif.

Alors que l'UE compte s'agrandir au cours de la prochaine décennie, et a fait de fortes promesses à l'Ukraine, la Moldavie, six pays des Balkans, voire à la Géorgie, le Conclave affirme la nécessité de mener une transformation profonde des sociétés des

pays candidats.

Nouvelle méthode

Les citoyens actuels de l'UE doivent être convaincus des bénéfices qu'ils pourront eux aussi tirer d'une extension de l'Union. Etats membres actuels et futurs doivent travailler de concert, «en co-construction», selon **Guillaume Klossa**, pour réussir ce nouvel élargissement décrit par les leaders comme une nécessité stratégique mais encore mal perçu par les opinions publiques.

Le Conclave juge aussi nécessaire une démarche de «co-construction» pour la définition et la mise en oeuvre des objectifs climatiques de 2040, bien plus ambitieux que ceux de 2030. «Il faut changer d'approche, estime **Guillaume Klossa**, en adopter une moins verticale, plus inclusive. Il faut associer les industriels, les agriculteurs, les syndicats et les citoyens, si l'on veut éviter le rejet qu'on voit poindre au sujet du pacte Vert de la législature finissante ».

Un Trésor européen

La question qui traverse toutes ces problématiques est celle du financement. A ce sujet, le Conclave préconise, au-delà de nouvelles ressources propres pour l'UE, de mettre en place une capacité d'emprunt européenne permanente. Un Trésor européen, rôle qu'assure aujourd'hui très ponctuellement la direction générale du Budget de la Commission européenne.

Sur la méthode, le Conclave préconise évidemment de faire jouer au maximum les règles de la majorité qualifiée et de ne pas instrumentaliser le droit de veto que donne la règle de l'unanimité pour obtenir des concessions égoïstes - un jeu dans lequel la Hongrie est passée maître.

Reste à voir ce que les leaders retiendront en juin de ce florilège de suggestions. Le Conclave prévoit de faire un bilan en fin d'année, après l'élection américaine.

Karl De Meyer (Bureau de Bruxelles)

MicrosoftTeams-image.png Nouveau : découvrez nos offres Premium!

Vos responsabilités exigent une attention fine aux événements et rapports de force qui régissent notre monde. Vous avez besoin d'anticiper les grandes tendances pour reconnaître, au bon moment, les opportunités à saisir et les risques à prévenir. C'est précisément la promesse de nos offres PREMIUM : vous fournir des analyses exclusives et des outils de veille sectorielle pour prendre des décisions éclairées, identifier les signaux faibles et appuyer vos partis pris. N'attendez plus, les décisions les plus déterminantes pour vos succès 2024 se prennent maintenant!

Je découvre les offres

Particulier ou entreprise : des offres adaptées à votre besoin

Je m'abonne



MONDE

Cinquante personnalités préconisent un Trésor européen

Le Conclave, cénacle de spécialistes d'horizons variés, remet aux Vingt-Sept une série de propositions pour l'agenda stratégique de l'UE des années 2024-2029 et au-delà.

Comment assurer la place de l'UE sur la scène mondiale à l'horizon 2040 ? Comment la rendre plus efficace, plus rapide, plus démocratique ? Quelles priorités choisir pour le prochain cycle législatif européen qui s'ouvrira après les élections de juin ? Comment intégrer les pays candidats à l'adhésion sans répéter les erreurs commises au début du siècle avec les anciens pays du bloc soviétique ?

C'est sur ces questions, et sur beaucoup d'autres, que se sont penchées une cinquantaine de personnalités d'horizon très divers dans le cadre d'un nouveau Forum, baptisé le Conclave, dont la première réunion s'est tenue fin 2023 au Portugal.

A la veille du Conseil européen des 21 et 22 mars, ce cénacle qui comprend l'ancien Premier ministre portugais Antonio Costa, le sherpa du chancelier Allemand Jorg Kukies, la politologue Daniela Schwarzer de la Fondation Bertelsmann, publie cette semaine ses recommandations aux leaders européens. Les Vingt-Sept doivent fixer en juin le cadre de l'agenda stratégique pour la période 2024-2029, à l'intérieur duquel la Commission fera ensuite ses propositions législatives.

« Depuis 2019, l'UE a traversé trois grandes crises qui ont chacune modifié le logiciel européen, analyse d'abord Guillaume Klossa, le

président d'EuropaNova, initiateur du Conclave. *Le Brexit a permis d'ouvrir le débat sur un vieux tabou, à savoir la capacité de l'Europe à se penser comme puissance. La pandémie a posé la question des biens communs comme la santé et le numérique. La guerre en Ukraine met en haut de l'agenda la géopolitique, la sécurité et la défense européenne.* »

Pour que l'Europe trouve un rôle de puissance qui lui permette de peser face à la Chine et aux Etats-Unis, le Conclave insiste sur le rôle de l'innovation technologique. « L'UE consent environ 10 % des dépenses de recherche-développement dans le monde, alors qu'elle représente 20 % de la richesse mondiale », déplore Guillaume Klossa.

Unifier un droit des affaires trop complexe

Le président d'EuropaNova réclame un approfondissement urgent du marché intérieur dans les secteurs d'avenir comme le numérique, le spatial, la défense, la santé. Il lui semble aussi impératif d'unifier un droit des affaires trop fragmenté et complexe : « chaque entreprise européenne doit pouvoir se projeter d'emblée à l'échelle de l'UE, notamment dans la tech ».

Pour ne pas passer à côté des révolutions technologiques en cours, l'UE doit aussi, non seulement retenir et développer ses propres

talents (plutôt que de les laisser partir), mais aussi attirer d'autres compétences venues d'ailleurs.

Le Conclave préconise de nouveaux instruments pour doter les Vingt-Sept d'une vision géostratégique commune. Cela permettrait notamment de relancer le partenariat transatlantique – sous réserve que le locataire de la Maison-Blanche, après novembre prochain, partage l'objectif.

Alors que l'UE compte s'agrandir au cours de la prochaine décennie, et a fait de fortes promesses à l'Ukraine, la Moldavie, six pays des Balkans, voire à la Géorgie, le Conclave affirme la nécessité de mener une transformation profonde des sociétés des pays candidats.

Les citoyens actuels de l'UE doivent être convaincus des bénéfices qu'ils pourront eux aussi tirer d'une extension de l'Union. Etats membres actuels et futurs doivent travailler de concert, « en coconstruction », selon Guillaume Klossa, pour réussir ce nouvel élargissement décrit par les leaders comme une nécessité stratégique mais encore mal perçue par les opinions publiques.

Le Conclave juge aussi nécessaire une démarche de « coconstruction » pour la définition et la mise en œuvre des objectifs climatiques de 2040, bien plus ambitieux que ceux de 2030. « Il faut



changer d'approche, estime Guillaume Klossa, en adopter une moins verticale, plus inclusive. Il faut associer les industriels, les agriculteurs, les syndicats et les citoyens, si l'on veut éviter le rejet qu'on voit poindre au sujet du Pacte vert de la législature finissante. »

La question qui traverse toutes ces problématiques est celle du financement. A ce sujet, le Conclave préconise, au-delà de nouvelles ressources propres pour l'UE, de mettre en place une capacité d'emprunt européenne permanente. Un Trésor européen, rôle qu'assume aujourd'hui très ponctuellement la direction générale du Budget de la Commission.

Sur la méthode, le Conclave préconise évidemment de faire jouer au maximum les règles de la majorité qualifiée et de ne pas instrumentaliser le droit de veto que donne la règle de l'unanimité pour obtenir des concessions égoïstes – un jeu dans lequel la Hongrie est passée maître. Reste à voir ce que les leaders retiendront en juin de ce florilège de suggestions. Le Conclave prévoit de faire un bilan en fin d'année, après l'élection américaine. — **K. D. M.**

Le Conclave réclame un approfondissement du marché intérieur dans le numérique, le spatial, la défense, la santé.



Le Conseil européen veut renforcer l'industrie de défense du Vieux Continent

Le Conseil européen se retrouve demain et vendredi à Bruxelles pour évoquer l'Ukraine, la sécurité et la défense, le Proche-Orient, l'élargissement de l'UE comme l'agriculture. Hier, le Conseil des Affaires générales a préparé cette réunion au plus haut niveau. Au volet de l'Ukraine, alors qu'un conseil d'association entre Kiev et l'UE se tient aujourd'hui à Bruxelles, le Conseil européen devrait réitérer son soutien au pays en guerre. La question la plus sensible à l'agenda de la réunion est celle du financement de l'aide à l'Ukraine. Les Vingt-sept pourraient notamment ouvrir la porte à une révision des statuts de la Banque européenne d'investissement (BEI), installée à Luxembourg, en avançant l'idée que la BEI puisse financer des projets de défense. La France, aux côtés de la Finlande, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, l'Allemagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie et la Suède, ont signé cette semaine une lettre commune en faveur de cette possibilité.

M. Jean-Noël BARROT, ministre délégué chargé de l'Europe, a quant à lui réclamé hier une "base industrielle européenne puissante et robuste". Selon lui, "la crédibilité de notre soutien à l'Ukraine dépend de notre base industrielle de défense". Il a notamment appelé l'UE à "aller plus loin dans la capacité d'investissement de la BEI dont le mandat aujourd'hui ne permet pas de soutenir l'industrie de défense directement". Une autre idée sur la table consiste à utiliser les revenus provenant des avoirs russes gelés après l'invasion de l'Ukraine, en vue, notamment, d'acheter des équipements de défense à destination de Kiev.

"Changement de paradigme"

Au chapitre de la sécurité et de la défense justement, les dirigeants se pencheront sur la stratégie industrielle européenne de défense (EDIS) et sur le programme qui y est adossé, tous deux présentés par la Commission européenne début mars (cf. CE du 05/03/2024). Le renforcement de la base industrielle et technologie de défense européenne est une priorité pour l'exécutif européen, mais ce dernier ne cache pas que des divisions, sur le thème sensible de la défense, risquent d'éclater au grand jour au sein du Conseil. Là encore, l'ambition de l'UE de permettre le renforcement de sa base industrielle et technologique est pensée en vue de parvenir à soutenir au mieux l'Ukraine.

Dans sa lettre d'invitation, le président du Conseil européen Charles MICHEL réclame clairement un "véritable changement de paradigme en ce qui concerne notre sécurité et notre défense". Il estime que "pendant des décennies, l'Europe n'a pas suffisamment investi dans sa sécurité et sa défense" et qu'elle est "maintenant confrontée à la plus grande menace sécuritaire depuis la Seconde Guerre mondiale". Dès lors, "il est grand temps de prendre des mesures radicales et concrètes afin d'être prêts pour la défense et de mettre l'économie de l'UE sur le pied de guerre". Selon une source européenne, le message que comptent envoyer les Vingt-sept durant le Conseil européen est qu'en matière de défense, ils entendent "en faire plus ensemble". M. MICHEL les enjoint en outre à "dépenser plus et acheter plus conjointement, donc plus efficacement".

Des conclusions "plus charpentées" sur Gaza

Pour ce qui est du Proche-Orient, les conclusions du Conseil européen devraient, sous réserve de changements durant la réunion, réclamer une "pause humanitaire immédiate conduisant à un cessez-le-feu durable" à Gaza. Comme dans de précédentes conclusions, les dirigeants devraient souligner que cette guerre est une "catastrophe humanitaire" et pourraient déclarer qu'il faut garantir un "accès humanitaire total, rapide, sûr et sans entrave" à Gaza. Le Conseil européen devrait en outre appeler à des "enquêtes approfondies et indépendantes" concernant les violations du droit international. Et enfin se dire prête à relancer le processus politique de paix. Il s'agit selon une source de conclusions "plus charpentées" que les précédentes.



Mettre en œuvre rapidement les mesures de simplification de la PAC

La thématique de l'agriculture s'est aussi invitée à l'agenda du Conseil après les manifestations de colère des agriculteurs partout en Europe. La Commission européenne a présenté la semaine dernière des mesures visant à simplifier la politique agricole commune (PAC) (cf. CE du 18/03/2024). "L'idée sera de pousser la Commission à les mettre en place le plus vite possible", estime une source diplomatique. Dans les faits, la balle est maintenant dans le camp du Parlement européen et du Conseil de l'UE qui négocient, dans l'urgence, les propositions de la Commission qui revoient certains fondamentaux de la PAC.

"Nos agriculteurs européens ont exprimé haut et fort leurs préoccupations. Nous devons agir de manière décisive pour relever les défis auxquels ils sont confrontés. Cela signifie qu'il faut faire le point sur le travail accompli jusqu'à présent et veiller à ce que des progrès soient réalisés sans délai, notamment en ce qui concerne la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et la concurrence loyale, tant au sein du marché intérieur qu'à l'échelle mondiale", a estimé M. MICHEL dans sa lettre d'invitation.

Enfin, au volet de l'élargissement et des réformes de l'UE (le temps d'un Conseil exceptionnel à Grenade en Espagne l'an dernier, les dirigeants se sont entendus pour toujours lier les deux thèmes), le président du Conseil européen proposera de "faire le point sur les préparatifs de l'élargissement et des réformes (...) pour que les futurs Etats membres et l'UE soient prêts au moment de l'adhésion". Le sort de la Bosnie-Herzégovine est notamment entre les mains des chefs d'Etat et de gouvernement qui doivent se prononcer sur l'avancée des réformes dans ce pays.

"Europa 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui", les propositions d'EuropaNova

C'est demain également, au premier jour du Conseil, que la Fondation EuropaNova, dont le fondateur et président est M. Guillaume KLOSSA, président de Tlife, MedTech dédiée au diagnostic de nouvelle génération, publiera un rapport intitulé "Europa 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui. Co-construire une puissance globale, durable et responsable", qui a été remis aux membres du Conseil européen en amont de la réunion. Ce rapport établi lors d'un conclave rassemblant quelque 46 personnalités, dont notamment MM. KLOSSA, Etienne DAVIGNON, ancien vice-président de la Commission européenne, Philippe ETIENNE, ambassadeur de France, ancien ambassadeur aux Etats-Unis et en Allemagne, ancien conseiller diplomatique, sherpa G7 et G20 à la présidence de la République (2017-2019), président de la mission du 80^{ème} anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire, l'ancien ministre néerlandais Aart de GEUS, secrétaire général adjoint de l'OCDE, ou l'ancien commissaire européen Antonio VITORINO, a défini un programme global autour de 17 questions fondamentales.

Pour "co-construire une puissance géopolitique, le conclave plaide en faveur de la promotion de l'élargissement tout en renforçant la cohésion et la flexibilité de l'UE (1), de la coopération en matière de gestion des personnes : démographie, immigration et intégration (2), de la préparation à un possible engagement décroissant des Etats-Unis en Europe (3), de la construction d'une défense européenne beaucoup plus forte (4) et de la co-création des fondements d'un multilatéralisme global renouvelé (5). Pour co-construire une puissance scientifique et technologique, le Conclave met l'accent sur la promotion d'une politique de "continuum scientifique, technologique et industriel" (6), le développement d'une stratégie de plateforme numérique pour tirer parti de notre potentiel IA et quantique (7), le renforcement de la R&D européenne pour une transition verte rapide et réussie (8), la construction d'un leadership en matière de santé avec l'objectif de fournir des soins de haute qualité pour tous (9). Pour co-construire un modèle de développement inclusif et équitable, le Conclave met l'accent sur la nécessité de changer et de développer une méthode



plus inclusive, prenant mieux compte de l'impact sur les parties prenantes, pour réaliser des objectifs en matière de changement climatique en 2040 et sur la préparation d'objectifs 2040-50 beaucoup plus ambitieux et complexes à mettre en œuvre que ceux de 2030 (10), la préservation et le développement des droits des citoyens européens, la protection sociale et le bien-être, condition de la cohésion de nos sociétés (11) avec la réalisation des investissements et des transferts nécessaires au sein des sociétés européennes (12), l'investissement des moyens européens là où sont nos priorités pour optimiser l'impact de l'Union européenne au bénéfice des citoyens (13). Pour co-construire une puissance démocratique, le Conclave plaide en faveur de la préservation et du renforcement du rôle et du pluralisme des médias de qualité et de l'Etat de droit (14), de la consolidation des fondements démocratiques de l'UE par l'éducation, la culture et la science (15), du développement d'un espace public transnational, multilingue et participatif (16), d'accorder à l'UE des capacités efficaces de prise de décision et d'exécution (17)".

EVENEMENTS ET PERSPECTIVES

Le Conseil européen veut renforcer l'industrie de défense du Vieux Continent

Le Conseil européen se retrouve demain et vendredi à Bruxelles pour évoquer l'Ukraine, la sécurité et la défense, le Proche-Orient, l'élargissement de l'UE et l'agriculture. Hier, le Conseil des Affaires générales a préparé cette réunion au plus haut niveau. Au volet de l'Ukraine, alors qu'un conseil d'association entre Kiev et l'UE se tient aujourd'hui à Bruxelles, le Conseil européen devrait réitérer son soutien au pays en guerre. La question la plus sensible à l'agenda de la réunion est celle du financement de l'aide à l'Ukraine. Les Vingt-sept pourraient notamment ouvrir la porte à une révision des statuts de la Banque européenne d'investissement (BEI), installée à Luxembourg, en avançant l'idée que la BEI puisse financer des projets de défense. La France, aux côtés de la Finlande, la Bulgarie, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, l'Allemagne, l'Italie, la Lettonie, la Lituanie, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie et la Suède, ont signé cette semaine une lettre commune en faveur de cette possibilité.

M. Jean-Noël BARROT, ministre délégué chargé de l'Europe, a quant à lui réclamé hier une "base industrielle européenne puissante et robuste". Selon lui, "la crédibilité de notre soutien à l'Ukraine dépend de notre base industrielle de défense". Il a notamment appelé l'UE à "aller plus loin dans la capacité d'investissement de la BEI dont le mandat aujourd'hui ne permet pas de soutenir l'industrie de défense directement". Une autre idée sur la table consiste à utiliser les revenus provenant des avoirs russes gelés après l'invasion de l'Ukraine, en vue, notamment, d'acheter des équipements de défense à destination de Kiev.

"Changement de paradigme"

Au chapitre de la sécurité et de la défense justement, les dirigeants se pencheront sur la stratégie industrielle européenne de défense (EDIS) et sur le programme qui y est adossé, tous deux présentés par la Commission européenne début mars (cf. BQ du 05/03/2024). Le renforcement de la base industrielle et technologique de défense européenne est une priorité pour l'exécutif européen, mais ce dernier ne cache pas que des divisions, sur le thème sensible de la défense, risquent d'éclater au grand jour au sein du Conseil. Là encore, l'ambition de l'UE de permettre le renforcement de sa base industrielle et technologique est pensée en vue de parvenir à soutenir au mieux l'Ukraine.

Dans sa lettre d'invitation, le président du Conseil européen Charles MICHEL réclame clairement un "véritable changement de paradigme en ce qui concerne notre sécurité et notre défense". Il estime que "pendant des décennies, l'Europe n'a pas suffisamment investi dans sa sécurité et sa défense" et qu'elle est "maintenant confrontée à la plus grande menace sécuritaire depuis la Seconde Guerre mondiale". Dès lors, "il est grand temps de prendre des mesures radicales et concrètes afin d'être prêts pour la défense et de mettre l'économie de l'UE sur le pied de guerre". Selon une source européenne, le message que comptent envoyer les Vingt-sept durant le Conseil européen est qu'en matière de défense, ils entendent "en faire plus ensemble". M. MICHEL les enjoint en outre à "dépenser plus et acheter plus conjointement, donc plus efficacement".

Des conclusions "plus charpentées" sur Gaza

Pour ce qui est du Proche-Orient, les conclusions du Conseil européen devraient, sous réserve de changements durant la réunion, réclamer une "pause humanitaire immédiate conduisant à un cessez-le-feu durable" à Gaza. Comme dans de précédentes conclusions, les dirigeants devraient

souligner que cette guerre est une "catastrophe humanitaire" et pourraient déclarer qu'il faut garantir un "accès humanitaire total, rapide, sûr et sans entrave" à Gaza. Le Conseil européen devrait en outre appeler à des "enquêtes approfondies et indépendantes" concernant les violations du droit international. Et enfin se dire prête à relancer le processus politique de paix. Il s'agit selon une source de conclusions "plus charpentées" que les précédentes.

Mettre en œuvre rapidement les mesures de simplification de la PAC

La thématique de l'agriculture s'est aussi invitée à l'agenda du Conseil après les manifestations de colère des agriculteurs partout en Europe. La Commission européenne a présenté la semaine dernière des mesures visant à simplifier la politique agricole commune (PAC) (cf. BQ du 18/03/2024). "L'idée sera de pousser la Commission à les mettre en place le plus vite possible", estime une source diplomatique. Dans les faits, la balle est maintenant dans le camp du Parlement européen et du Conseil de l'UE qui négocient, dans l'urgence, les propositions de la Commission qui revoient certains fondamentaux de la PAC.

"Nos agriculteurs européens ont exprimé haut et fort leurs préoccupations. Nous devons agir de manière décisive pour relever les défis auxquels ils sont confrontés. Cela signifie qu'il faut faire le point sur le travail accompli jusqu'à présent et veiller à ce que des progrès soient réalisés sans délai, notamment en ce qui concerne la position des agriculteurs dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire et la concurrence loyale, tant au sein du marché intérieur qu'à l'échelle mondiale", a estimé M. MICHEL dans sa lettre d'invitation.

Enfin, au volet de l'élargissement et des réformes de l'UE (le temps d'un Conseil exceptionnel à Grenade en Espagne l'an dernier, les dirigeants se sont entendus pour toujours lier les deux thèmes), le président du Conseil européen proposera de "faire le point sur les préparatifs de l'élargissement et des réformes (...) pour que les futurs Etats membres et l'UE soient prêts au moment de l'adhésion". Le sort de la Bosnie-Herzégovine est notamment entre les mains des chefs d'Etat et de gouvernement qui doivent se prononcer sur l'avancée des réformes dans ce pays.

"Europa 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui", les propositions d'EuropaNova

C'est demain également, au premier jour du Conseil, que la Fondation EuropaNova, dont le fondateur et président est M. Guillaume KLOSSA, président de Tlife, MedTech dédiée au diagnostic de nouvelle génération, publiera un rapport intitulé "Europa 2040 : Demain se joue dès aujourd'hui. Co-construire une puissance globale, durable et responsable", qui a été remis aux membres du Conseil européen en amont de la réunion. Ce rapport établi lors d'un conclave rassemblant quelque 46 personnalités, dont notamment MM. KLOSSA, Etienne DAVIGNON, ancien vice-président de la Commission européenne, Philippe ETIENNE, ambassadeur de France, ancien ambassadeur aux Etats-Unis et en Allemagne, ancien conseiller diplomatique, sherpa G7 et G20 à la présidence de la République (2017-2019), président de la mission du 80^{ème} anniversaire des débarquements, de la Libération de la France et de la Victoire, l'ancien ministre néerlandais Aart de GEUS, secrétaire général adjoint de l'OCDE, ou l'ancien commissaire européen Antonio VITORINO, a défini un programme global autour de 17 questions fondamentales.

Pour "co-construire une puissance géopolitique, le conclave plaide en faveur de la promotion de l'élargissement tout en renforçant la cohésion et la flexibilité de l'UE (1), de la coopération en matière de gestion des personnes : démographie, immigration et intégration (2), de la préparation à un possible engagement décroissant des Etats-Unis en Europe (3), de la construction d'une défense européenne beaucoup plus forte (4) et de la co-création des fondements d'un multilatéralisme

global renouvelé (5). Pour co-construire une puissance scientifique et technologique, le Conclave met l'accent sur la promotion d'une politique de "continuum scientifique, technologique et industriel" (6), le développement d'une stratégie de plateforme numérique pour tirer parti de notre potentiel IA et quantique (7), le renforcement de la R&D européenne pour une transition verte rapide et réussie (8), la construction d'un leadership en matière de santé avec l'objectif de fournir des soins de haute qualité pour tous (9). Pour co-construire un modèle de développement inclusif et équitable, le Conclave met l'accent sur la nécessité de changer et de développer une méthode plus inclusive, prenant mieux compte de l'impact sur les parties prenantes, pour réaliser des objectifs en matière de changement climatique en 2040 et sur la préparation d'objectifs 2040-50 beaucoup plus ambitieux et complexes à mettre en œuvre que ceux de 2030 (10), la préservation et le développement des droits des citoyens européens, la protection sociale et le bien-être, condition de la cohésion de nos sociétés (11) avec la réalisation des investissements et des transferts nécessaires au sein des sociétés européennes (12), l'investissement des moyens européens là où sont nos priorités pour optimiser l'impact de l'Union européenne au bénéfice des citoyens (13). Pour co-construire une puissance démocratique, le Conclave plaide en faveur de la préservation et du renforcement du rôle et du pluralisme des médias de qualité et de l'Etat de droit (14), de la consolidation des fondements démocratiques de l'UE par l'éducation, la culture et la science (15), du développement d'un espace public transnational, multilingue et participatif (16), d'accorder à l'UE des capacités efficaces de prise de décision et d'exécution (17)".



Reech, Terres Rouges, WAM... Les gains de budget de la semaine (11 au 15 mars)



AccueilAgencesBudgets

Publié par
Floriane Salgues

le
15 mars 2024

- mis à jour à
12:07



Chaque semaine, découvrez notre récap' des compétitions et des appels d'offres remportés par les agences, les régies. Cette semaine : Alatack, Madame de la Com', Syd., BCW, Optimize matter, FHCOM, Leon, Brainsonic, Reech, Terres Rouges, Zmirov Communication, We Like Travel, Making Science, WAM, Stellar Tech, Nabis Conseil, Epoka x Aressy et Bluelemon x Milestones.

Bluelemon x Milestones

Delineo, Groupe de chaînes de restaurants (La Croissanterie, Maison Pradier, Roberta),

a choisi **Bluelemon** pour les accompagner sur toute leur création de contenus (vidéos et bannières) pour 2024 et sa stratégie de message. L'objectif sera de déployer fortement le réseau de franchises du Groupe Delineo avec 300 nouveaux points de vente et ainsi de convaincre entrepreneurs ou futurs entrepreneurs d'ouvrir une franchise pour La Croissanterie, Maison Pradier ou Roberta... Milestones opérera sur la partie gestion de campagnes aux côtés de Bluelemon.

Epoka x Aressy

Après compétition, Le Puy du Fou choisit **Epoka** et ses experts Media-BtoB pour ses prochaines activations auprès des audiences BtoB. Le parc d'attractions près de Nantes (en Vendée), connu pour son spectacle "cinéscénie", souhaite développer le nombre de visiteurs en groupes (syndicats d'initiatives, professionnels du tourisme, scolaires...) et en individuel entreprises (CSE, incentive...). En cohérence avec le positionnement global du parc, l'agence sera chargée de la stratégie paid media BtoB sur l'ensemble du funnel, de la notoriété à la conversion et ainsi de générer des leads qualifiés.

Nabis Conseil

L'agence de communication **Nabis Conseil** annonce deux nouveaux clients et deux reconductions. Après compétition, la marketplace Agorastore, leader des ventes aux enchères en ligne pour les collectivités et les entreprises, choisit l'agence pour l'accompagner dans la définition de sa plateforme de marque et de sa charte de discours. Mersy, cabinet d'optimisation de licences IT, fait aussi appel à l'agence pour la mise en place d'une stratégie digitale afin d'accroître sa notoriété. L'agence bénéficie également de deux reconductions : le Groupe DomusVi pour la création et l'animation d'un dispositif de communication vers les familles de résidents d'Ehpad et la SNCF pour la production de contenus.

Stellar Tech

Stellar Tech, plateforme SaaS de marketing d'influence de la société franco-belge Stellar, annonce la reconduction de 3 contrats annuels en France. Il s'agit de : Dim, marque française de lingerie, collants et sous-vêtements pour de l'optimisation et de la mesure ; de Bazar Chic, entreprise française de ventes privées premium en ligne, pour identifier des ambassadeurs pertinents et gérer des campagnes et de VIP Consulting, agence conseil pour les marques en choix de personnalités du monde du sport, musique, cinéma, théâtre, mode et télévision pour l'identification de talents et la mesure de performance.

WAM

L'agence **WAM**, spécialisée dans le domaine de la visibilité organique des marques, démarre l'année 2024 avec une série de signatures et de renouvellements de contrats. Ces renouvellements couvrent une variété de domaines d'expertise, allant du SEO au brand content en passant par les relations presse et l'analyse de données : Kiabi (référencement et gestion des données) ; Orange France (référencement et gestion de contenus) ; Botanic (nouveau contrat pour le développement éditorial et le référencement du site) ; FED (accompagnement SEO et éditorial pour les sites du groupe FED) ; Léon (renouvellement de l'accompagnement sur la stratégie SEO depuis 2014 pour le site de Léon) ; Habufa (renouvellement pour l'accompagnement sur la stratégie SEO et éditoriale pour toutes les marques) ; Ligier (gestion de tag, développement SEO) ; Hôpital Saint Joseph Saint Luc (relations presse) ; Les Parents Zens (relations presse) ; Olinn (développement éditorial et planification de redirection) ; BM&A (relations presse) ; Sofiap (relations presse) ; Tanzania Specialist (nouvel accompagnement en relations presse).

Making Science

Making Science, spécialiste de l'accélération digitale au service des entreprises présent dans une quinzaine de pays en Europe et en Amérique annonce l'ajout de Cruiseline à

sa liste de clients. La mission confiée à Making Science France par Cruiseline le spécialiste du voyage en ligne depuis plus de 10 ans se concentre sur l'optimisation des campagnes publicitaires via Google Ads en Performance. Objectifs : maximiser la visibilité en ligne, stimuler la performance publicitaire et assurer une croissance durable.

We Like Travel

L'agence de communication digitale et créative spécialisée sur les secteurs tourisme, loisirs et culture, **We Like Travel**, a été choisie par le Réseau des Grands Sites de France pour l'accompagner dans sa communication digitale. Le réseau des Grands Sites de France est une association regroupant plus de 50 organismes publics locaux qui assurent la protection et la mise en valeur de sites naturels classés et connaissant une fréquentation très importante. Parmi ces sites remarquables figurent notamment, la Dune du Pilat, La Pointe du Raz, la Baie de Somme, la Montagne Sainte-Victoire ou encore le Marais poitevin. Ces sites ont tous en commun une fréquentation très forte et la nécessité de gérer au mieux leurs flux de visiteurs. We Like Travel accompagne l'association dans la création d'une stratégie de communication digitale concertée entre le Réseau et ses membres pour favoriser un tourisme durable et une meilleure gestion de la fréquentation de ses sites.

Zmirov Communication

Zmirov Communication, agence conseil en communication, remporte l'appel d'offres lancé par Yoto. Cette plateforme interactive propose des lecteurs audio intelligemment connectés (veilleuse, enceinte bluetooth, réveil, indicateur matin/nuit, thermomètre) contrôlables par les enfants en toute autonomie. L'agence orchestrera l'ensemble des relations médias et influence de la marque sur le territoire français. Zmirov Communication aura pour objectif de développer la notoriété de Yoto via ses innovations et de créer un contenu local autour de collaborations et événements. Arrivée en France en 2021, la marque compte aujourd'hui 1 million d'utilisateurs dans le monde.

Terres Rouges

Le palace suisse Badrutt's fait confiance à l'agence de scénographie urbaine **Terres Rouges** pour l'habillage de son extension pendant la durée des travaux. Historiquement installé à Saint-Moritz depuis 1896 le Badrutt's Palace Hotel ouvre en décembre 2024 une nouvelle aile, "Serlas" conçue par Antonio Citterio. L'architecte chargé de l'extension a choisi de souligner le luxe, associé à la marque et à l'histoire de l'édifice, en mêlant une architecture typique des montagnes et une plus contemporaine. Sur 1700 m², la future façade en trompe-l'oeil estampillé du logo de l'hôtel dans un sceau de cire décoratif reprenant le célèbre "rouge Badrutt's". Un sceau comme une référence aux voyages, aux correspondances épistolaires des clients de l'établissement. À l'arrière, un ruban en néons crée un halo de lumière et donne au sceau toute sa dimension onirique. Une exposition de photos retraçant l'histoire du palace, du XIX^{ème} siècle à nos jours, ornera la partie basse de la palissade.

Reech

Reech, l'agence experte en influence marketing via son offre Reech Agency, a été sélectionnée par le géant américain de la location Airbnb pour l'accompagner sur ses problématiques influence. Buffalo Grill, l'emblématique enseigne de restauration, confie à Reech une mission essentielle pour son développement : mener une campagne d'influence pour moderniser sa marque. D'autres grands noms ont décidé de faire confiance à Reech en 2024 et mettre en place des campagnes d'influence, tels Panzani, Pringles, ou encore Email Diamant qui fête cette année ses 130 ans. Trésor de Kellogg's signe quant à lui pour la mise en place d'un programme annuel d'ambassadeurs.

En plus de ces nouvelles signatures, Reech renouvelle son accompagnement de Cultura, Yoplait, Besson Chaussures et du ZooParc de Beauval.

Brainsonic

Edenred France, le géant leader mondial du bien-être au travail et des avantages aux salariés, confie à l'agence **Brainsonic** la conception et la mise en oeuvre de sa stratégie social media pour l'année 2024. Cette stratégie valorisera l'esprit pionnier de la marque ainsi que ses engagements RSE, tout en capitalisant sur sa nouvelle première campagne publicitaire grand public.

Leon

8 clients renouvellent leur confiance à **Leon**, agence conseil en communication médias, pour leurs relations presse : Regate (plateforme de gestion financière et comptable pour les entreprises), Biggie Group (groupe média), Dynvibe (agence de Social Intelligence), Qwarry (plateforme de ciblage et d'analyse contextuelle des campagnes publicitaires), Effinity (agence de conseil en acquisition digitale), Tellent group (HR Tech), Foodles (foodtech), et Niji (conseil en transformation numérique).

FHCOM

L'agence influence & réputation **FHCOM** a été chargée de médiatiser le rapport du Conclave pour l'Europe de demain, une initiative initiée et coordonnée par **Guillaume Klossa** avec 12 Européens éminents. Le Conclave a réuni 46 personnalités européennes de premier plan, issues de tous horizons, représentant la diversité des sensibilités de l'Union européenne et venant aussi bien de la politique, des affaires, du monde académique, des médias, des arts, de la science que de la société civile. Ensemble, ils ont identifié 17 questions fondamentales en matière de géopolitique, de science et de technologie, de biens communs et de démocratie dont les Européens doivent se saisir sans délai pour rester pertinents dans une période de bouleversements rapides, particulièrement angoissante pour les citoyens, ainsi que pour s'affranchir de l'étai résultant de la confrontation entre les Etats-Unis et la Chine. Le rapport du Conclave sera remis aux chefs d'État et de gouvernement des 27 États membres de l'Union européenne en amont du Conseil européen du jeudi 21 mars prochain. Ce rapport constitue une contribution directe à la préparation du prochain agenda stratégique européen que le Conseil européen doit adopter d'ici juin et qui fixera les priorités de l'UE pour la période 2025-2030. L'agenda stratégique définit le cadre du futur programme de travail de la Commission européenne et du prochain Parlement européen. Sa préparation vient à peine de commencer alors que traditionnellement elle commence de douze à dix mois avant l'adoption des priorités de l'UE par le Conseil européen.

Optimize matter

Optimize matter, agence conseil spécialisée dans la data analytics et le data cloud (European Digital Group), poursuit son accompagnement auprès du leader Boulanger pour ficeler une méthodologie cohérente et optimiser l'expérience client. Boulanger a sollicité Optimize Matter pour l'accompagner sur ses enjeux data analytics et CRO. Cette initiative a permis à l'entreprise de consolider sa stratégie en terme collecte et d'analyse de données, renforçant ainsi sa capacité à les valoriser stratégiquement. Reconnaisant le rôle crucial de la data dans sa stratégie, Boulanger a reconduit sa confiance envers l'expertise de Optimize Matter pour les guider dans leurs enjeux en 2024. Ensemble, ils ont relevé de nouveaux défis, notamment en poursuivant leur collaboration pour répondre aux enjeux de la web performance, de server-side tagging ou encore d'optimisation du parcours utilisateur, avec l'objectif clair d'améliorer l'expérience globale du site.

BCW

ENGIE Viane, spécialisée dans le développement de la mobilité électrique en France, choisit l'agence **BCW** pour l'accompagner dans cette révolution en plein essor. BCW a proposé à ENGIE Viane de se positionner en apporteur de solution à l'anxiété de l'autonomie des véhicules, avec une nouvelle identité comprenant notamment une signature sonore et le déploiement d'une tonalité cohérente autour de la sérénité. La

sélection de l'agence s'est opérée sur une campagne créative, bientôt dévoilée, une stratégie éditoriale et des activations spécifiques autour des temps forts et partenariats de la marque.

Syd.

À l'issue d'une compétition réunissant 3 agences, Greenkub, le leader français du studio de jardin écologique, a choisi le cabinet conseil en stratégie de marque **Syd.** pour structurer son discours, son positionnement, sa nouvelle identité et son nouveau site. L'objectif ? Valoriser et accélérer le développement commercial de la société qui connaît une croissance fulgurante ces dernières années (x5 en 3 ans) et souhaite passer un nouveau cap.

Madame de la Com'

Madame de la Com', l'agence de communication et de relations presse spécialisée dans l'accompagnement des startups et des sociétés engagées dans l'innovation et l'impact positif, annonce la signature de 12 nouveaux clients en ce début d'année 2024. Ces comptes rejoignent les autres clients de l'agence comme la Fondation de France du Sud Ouest, Fusion Jeunesse, Cause à Effet, CF, AQUITI Gestion, La Direction... Toute l'équipe s'engage à donner une visibilité médiatique nationale et internationale à ces entreprises, mettant ainsi en avant leur savoir-faire et leurs innovations.

Les gains de budget sont les suivants : Capsus (maison de création et de production indépendante), Doado (solution innovante dans la lutte contre les troubles musculo-squelettiques (TMS) et le mal de dos), Doctoride (plateforme dédiée aux vélos, motos, scooters, trottinettes, qui facilite la recherche et la prise de rendez-vous auprès de garagistes pour simplifier l'entretien et la sécurité de leurs véhicules), Germitec (MedTech française, leader mondial de la désinfection de haut niveau par UV-C, et spécialisée dans la conception et le développement de solutions d'hygiène hospitalière durables), Green Tukky (tuk-tuk 100% électrique et 100% autonome en énergie), Hasnaâ Chocolats Grands Crus (chocolaterie artisanale haut de gamme), Heiko Poké (enseigne bordelaise positionnée sur le marché du poké bowl), Maison A. de Luze (maison de négoce), Terapolis (solutions de transition énergétique adaptées aux besoins des territoires, qui a principalement orienté son offre sur l'agrivoltaïsme), XPerience.immo (solution de digitalisation du secteur de la promotion immobilière, en proposant une WebApp responsive qui rassemble la gestion financière, la commercialisation et la relation client), YPIK (soutient et accélération de projets entrepreneuriaux prometteurs en facilitant leur accès au financement) et Bordeaux fête le podcast (événement mettant en avant les professionnels du podcast au sein de tables rondes, conférences et ateliers).

Alatack

Alatack a été choisi pour collaborer avec la Content Factory de Renault Group dans la création d'une nouvelle série originale de vidéos. Baptisée "Design Talks", cette campagne de contenu raconte comment les équipes design réinterprètent l'ADN de la marque Renault pour inventer les voitures à vivre de demain. Dans cette série exclusive et propriétaire, diffusée sur les plateformes digitales et sociales de Renault Group, Gilles Vidal, Directeur du Design chez Renault, convie des partenaires et des personnalités éminentes du monde du design.



L'agence FHCOM a été chargée de médiatiser le rapport du conclave pour l'Europe de demain. Initiée et coordonnée par Guillaume Klossa avec 46 personnalités européennes de premier plan, issues de tous horizons, cette initiative a permis d'identifier 17 questions fondamentales en matière de géopolitique, de science et de technologie, de biens communs et de démocratie dont les Européens doivent se saisir rapidement.